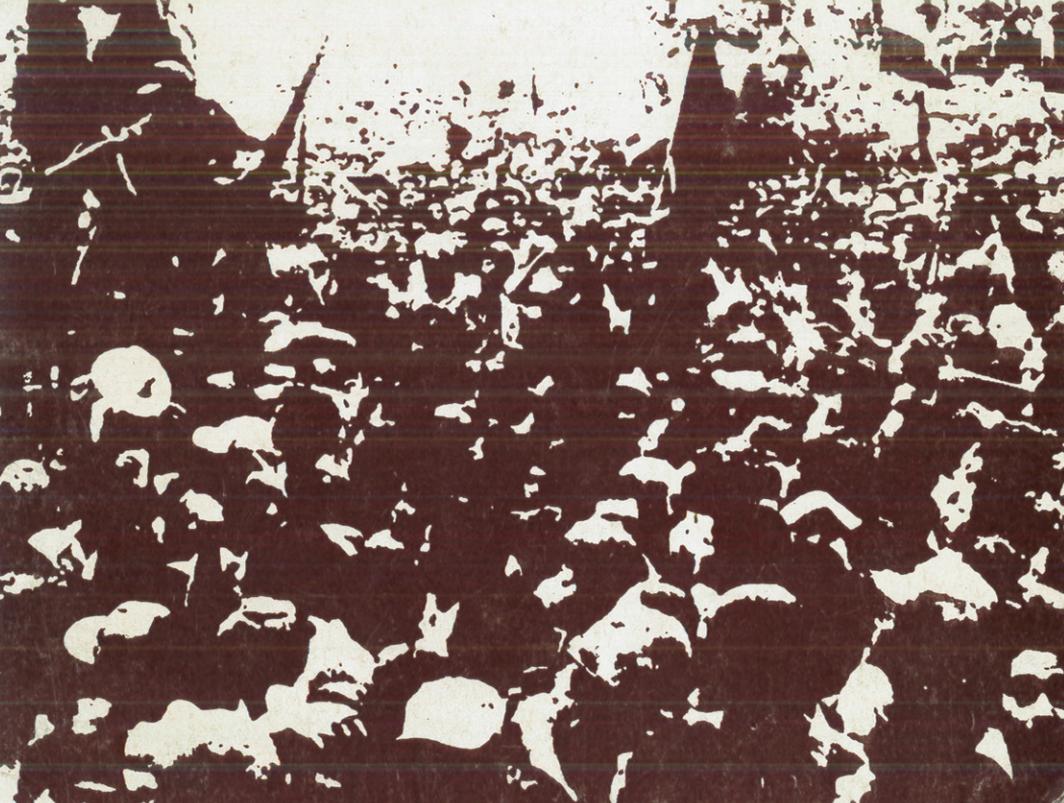


CRITIQUE COMMUNISTE

**révolution
au Nicaragua**





Critique communiste

Revue théorique de la Ligue communiste révolutionnaire

éditorial

Face à l'austérité : consensus avoué, consensus honteux ou lutte de classes, par F. SITEL..... 3

Centenaire de la naissance de Trotsky

Le plus vivant de nos contemporains (la théorie de la révolution permanente aujourd'hui), par M. LEQUENNE..... 13

débat

Croissance économique et lutte de classe, par E. MANDEL..... 31

Nicaragua

1. Managua-Petrograd, et retour, par D. BENSÂÏD . 61
2. Sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante, par M. ROVERE..... 81

dossier

L'informatique conviviale eut en cacher une autre, par E. BRENNE, A. STAN, F. DUVAL 99

Le Comité directeur de la rédaction :

Michel Lequenne,
Francis Sitel et Henri Weber.



Avertissement

Ce numéro de Critique communiste paraît avec deux mois de retard. La raison en est que la LCR a été dans l'obligation de refondre son système de presse, trop lourd pour la situation de passif financier que nous laissait l'arrêt du quotidien Rouge, et dont la coordination des publications devait être repensée en fonction du passage du quotidien à l'hebdomadaire. Pour ces raisons, le Comité central de la LCR a décidé, afin d'assurer une meilleure efficacité de son expression, de fusionner les Cahiers de la Taupe et Critique communiste en une unique revue théorique et politique, qui sera désormais mensuelle.

Cette fusion implique que, désormais, tous les numéros de Critique communiste comporteront un éditorial élaboré sous le contrôle du bureau politique de la LCR, et intégreront les dossiers et textes d'orientation plus tournés vers notre intervention ouvrière.

Critique communiste n'en poursuivra pas moins sa politique d'ouverture et de débat avec tous les courants du mouvement ouvrier et sa fonction de recherche théorique dans la confrontation, sur tous les terrains qui interrogent le marxisme.

FRANCIS
SITEL

Face à l'austérité : consensus avoué, consensus honteux ou lutte de classes...

Le capitalisme est malade : alors qu'une récession s'achève, une nouvelle s'annonce. Les experts de la Commission européenne prévoient pour l'Europe des Neuf, en 1980, une croissance moyenne de 2 %, contre 3,1 % en 1979; quant au chômage, qui représentait 5,5 % de la population active en 1978 et 5,6 % en 1979, il devrait atteindre 6,2 % en 1980; et la hausse des prix représenterait 9 % en 1980, contre 6 % en 1978.

Pour ce qui est des turbulences monétaires, les porte-parole de la bourgeoisie font alterner déclarations rassurantes et prophéties inquiètes. Le goût des anniversaires les amène à évoquer la crise de 1929 pour en exorciser le spectre. Ainsi l'éditorialiste du journal patronal *les Échos*, sous le titre suggestif «Apocalypse? Non. Aggravation de la crise : oui...», après avoir précisé que «la crise, type 1930, ne peut plus se reproduire telle quelle», écrit : «Le plus probable est que l'Apocalypse n'aura pas lieu, mais que la crise de chômage et d'endettement croissant continuera jusqu'à ce que les tensions sociales et politiques deviennent par trop intolérables au point de provoquer des révolutions ou des guerres.»¹

C'est que l'optimisme de rigueur a, dans les conditions actuelles, ses limites. D'autant que la peur peut, en matière financière, être bonne conseillère. Le même journal n'invite-t-il pas ses lecteurs à

investir à l'étranger au nom d'étranges arguments : « De plus en plus dans un monde aussi troublé que le nôtre et à l'évolution brutale, une entreprise a intérêt à répartir ses risques et à ne pas "mettre tous ses œufs dans le même panier". En un mot, l'avenir est aussi hors de nos frontières » ?

Bref, la crise est là, au cœur de toutes les préoccupations. Et toutes les forces politiques organisent leurs dispositifs respectifs en fonction de cette donnée, avec la volonté de conjurer le danger dont elle est porteuse : la mise à l'ordre du jour, dans les faits, de ce que d'aucuns appellent pudiquement un « changement de société ».

Le gouvernement Barre dans l'impasse

Lorsque Giscard avait fait appel à Barre pour lui confier la double responsabilité de diriger le gouvernement et l'économie, l'objectif assigné était, dans la perspective d'une reprise économique internationale à moyen terme, de profiter de la crise pour assainir le capitalisme français en infligeant des reculs importants à la classe ouvrière, afin de restaurer le taux de profit, de restructurer l'appareil industriel et de juguler l'inflation.

Profitant de la politique des directions ouvrières, qui s'est manifestée de façon spectaculaire en mars 78 par la reconduction du régime du fait de la division PC-PS et, depuis, par le refus d'organiser une riposte d'ensemble aux attaques de la bourgeoisie, Barre est incontestablement parvenu à marquer des points.

En effet, les travailleurs n'ont pas de mal à tirer le bilan de trois années de plans Barre : il tient en quelques chiffres. Le chômage s'est accru dramatiquement : + 52 % en trois ans (soit 480 000 chômeurs supplémentaires). Et ce, malgré les « pactes pour l'emploi » qui visent à dégonfler les statistiques du chômage ; et malgré le départ forcé de 30 000 travailleurs immigrés au nom de « l'aide au retour volontaire ». Le pouvoir d'achat a été freiné : sur trois ans, le SMIC horaire a augmenté de 41,6 % et le salaire ouvrier moyen de 43,6 %, soit respectivement, en pouvoir d'achat : + 7 % et + 9 %. Compte tenu de la diminution des heures payées et de l'augmentation des cotisations sociales (+ 3,3 %), c'est une augmentation réelle de + 1 % pour le SMIC et de + 3,5 % pour le salaire moyen qu'il faut prendre en considération. Encore faudrait-il faire rentrer en ligne les augmentations des impôts. Cette augmentation était de 7 % sur les deux années qui ont précédé l'arrivée de Barre. A cela il convient d'ajouter les attaques

contre la Sécurité sociale et les multiples remises en cause d'acquis ouvriers.

Dans le même temps, la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises (indicateur du partage salaires/profits) est tombée en 1978 à 49,5 %, contre 50,8 % deux ans plus tôt.

Ainsi, le caractère de classe de la politique économique de Barre est clair : au nom de la lutte contre la crise, les travailleurs payent pendant que les capitalistes s'enrichissent !

Pourtant de tels résultats ne suffisent pas à assurer le succès de la politique de Barre. Ce que confirment à leur façon les rumeurs de plus en plus insistantes sur une éviction de Barre plus rapide que prévu. En effet, en ce qui concerne le bilan gouvernemental proprement dit, l'échec est manifeste dans la mesure où le gouvernement soumettait toute sa politique à un objectif qui était de juguler l'inflation et de défendre le franc. Or, sur ce plan, les résultats sont sans appel. 32,4 % de hausse de prix en trois ans (+ 9,8 % l'an), une augmentation de la masse monétaire de 44 % et des liquidités monétaires de 48 %, le salaire horaire a augmenté de 48,2 %, et le déficit monétaire a atteint 40 milliards en 1979 au lieu des 15 milliards qui avaient été prévus en 1976. Quant au franc, il a perdu 15 % par rapport au mark, 13 % par rapport au franc belge, 7,4 % par rapport à la livre et 22 % par rapport au franc suisse ; par rapport à l'or, la perte est évaluée entre 45 et 60 %, selon qu'il s'agit du napoléon ou du lingot.

Le bilan est donc mince comparé à ce qui constitue aujourd'hui le climat général de la situation économique française que marque le casage de la croissance. Celle-ci était de + 4,7 % en 1976, elle est de 2,8 % en 1979.

Dans ces conditions, si les entreprises ont renfloué leur trésorerie et conforté leurs marges financières, la relance des investissements est au point mort.

Les faits viennent donc invalider l'optimisme « libéral » de Giscard qui prétendait que profit veut dire investissement et investissement promesse d'emplois. Non seulement les profits ne se consolident pas en investissements, mais les rares investissements opérés visent à accroître la productivité, c'est-à-dire signifient, en situation de croissance bloquée, des suppressions d'emplois.

Dès lors, lorsque la bourgeoisie tire le bilan de Barre, elle est amenée à prendre en compte l'importance des risques sociaux que le pouvoir a été amené à prendre pour arriver à des résultats si peu convaincants sur le plan strictement économique.

Les luttes ouvrières de la sidérurgie du Nord et de Lorraine ont

révéle, l'an passé, quel potentiel de combativité s'accumule au sein de la classe ouvrière confrontée aux agressions du pouvoir. Et quelles formes explosives celle-ci peut prendre à tout moment. Le journal *l'Expansion* jugeait bon alors d'avertir : « La politique économique de Raymond Barre peut échouer sur l'acier de deux façons. Soit qu'une émeute à Longwy ou à Denain contraigne le chef de l'État à changer de gouvernement. Soit que la crainte d'une émeute conduise le gouvernement à renoncer à sa politique de restructuration de l'industrie sidérurgique. »²

Certes, Barre a infligé, avec quelle brutalité, des coups à la classe ouvrière. Mais ceux-ci sont tombés non pas sur des travailleurs démolisés et condamnés à la passivité, mais sur une classe ouvrière décidée à répliquer, qui cherche les voies et les moyens de porter la contre-offensive au niveau de l'attaque.

En ce sens, l'échec de Barre c'est avant tout la faillite d'un projet : celui qui consistait à transformer l'avantage électoral, inespéré, de mars 78 en un recul sévère infligé à la classe ouvrière.

Sur ce plan aussi, un peu plus d'un an et demi après les élections législatives, les choses sont claires. Les luttes de la rentrée, à l'Alstom, à Renault, à RVI, à Motobécane, un peu partout dans la métallurgie, celle des employés du commerce, ont témoigné que, face au pouvoir, la classe ouvrière résiste, se bat, s'interroge sur le type de riposte à engager. Quant à la mobilisation des femmes pour le droit à l'avortement, elle a montré que, si le pouvoir était décidé à revenir sur quelques concessions faites à la volonté des masses, il était contraint à reculer dès lors que celles-ci se battaient pour, au contraire, imposer véritablement un droit qui ne se partage pas.

Du coup, la morgue de Barre et les discours lénifiants de Giscard sont apparus pour ce qu'ils sont : des rideaux de fumée dissimulant mal la crise prolongée du pouvoir. Giscard apparaît impuissant à consolider véritablement l'alliance des forces qui le soutiennent, à élargir celle-ci et assurer sa légitimité au regard des masses. Malgré les délais et sursis qui lui ont été accordés du fait de la politique des directions ouvrières, malgré l'impuissance de Chirac et du RPR à dégager une alternative à sa politique, le régime, qui semble comme frappé d'anémie et incapable de convaincre, n'a su faire preuve que d'une seule vertu : sa capacité à durer.

Au demeurant, ces prolongations que joue le régime ont pris ces dernières semaines des relents de pourriture. La chute de Bokassa est venue éclabousser Giscard lui-même, montrant quelle corruption rongé les fastes de l'Élysée. Plus gravement, l'assassinat de Pierre

Goldman par des fascistes se réclamant de « l'honneur de la police » est là comme un avertissement : au cœur même de l'appareil d'État, l'ignominieuse menace est à l'affût.

Dans ces conditions, bien dérisoires apparaissent les escarmouches budgétaires du RPR et de tous ceux qui manœuvrent dans les travées parlementaires pour préparer les prochaines élections présidentielles.

Pourtant, appareils politiques et presse bourgeoise font assaut de séduction pour convaincre qu'il s'agit là de la seule échéance politique qui doive compter. En vain !

C'est qu'aux yeux des masses le centre de gravité de la vie politique se trouve situé de plus en plus clairement sur un autre terrain que celui de ces « jeux politiques » : celui des conditions de vie immédiates qui sont faites aux travailleurs. En effet, pour une masse croissante de travailleurs, la lutte de classe se polarise de façon consciente autour de l'austérité et du chômage, autour de la question de la riposte aux attaques patronales et gouvernementales. Oui, la mobilisation des femmes pour le droit à l'avortement, le rejet croissant des grèves rituelles de 24 heures, les multiples luttes qui mettent en avant les augmentations uniformes du pouvoir d'achat, les 35 heures, les luttes très dures menées en dehors des perspectives confédérales sur des points précis dont les travailleurs ont le sentiment d'avoir la maîtrise au plan de leur entreprise, tout cela témoigne de l'état d'esprit qui règne à l'heure actuelle parmi les travailleurs.

Ce dont très clairement est porteuse une telle situation, c'est, menace pour les uns, espoir pour les autres, d'une flambée de luttes qui bouscule manœuvres et projets de ceux qui veulent imposer à la classe ouvrière l'idée de l'inéluctabilité de l'austérité et des sacrifices.

C'est parce qu'il est conscient de cette situation que le pouvoir fait appel au seul atout qu'il ait en main : celui du « consensus social ». C'est-à-dire l'appel à la collaboration active des directions ouvrières, à commencer par les directions syndicales, pour imposer aux travailleurs une politique d'austérité qu'ils refusent.

Le consensus à l'ordre du jour

Les directions ouvrières se défendent de répondre aux invitations du Pouvoir. Pourtant, il ne suffit pas de dénoncer le consensus pour le combattre ; il ne suffit pas de récuser le mot pour ne pas pratiquer la chose.

En effet, confrontés à la crise, les travailleurs ont besoin que leurs

organisations syndicales s'engagent sur la voie de la riposte d'ensemble, de la grève générale afin de s'opposer aux plans d'austérité et d'imposer leurs revendications. Ils ont besoin que PC et PS s'engagent dans la lutte à leurs côtés, dans l'unité, et affirment leur volonté d'être candidats au gouvernement.

C'est très précisément le contraire que font les dirigeants politiques et syndicaux : ils exacerbent la division, ils appellent les travailleurs à modérer leurs exigences revendicatives, ils prônent « l'action à la base », les mobilisations limitées et éclatées. Ils montrent par là leur volonté d'adapter leur politique à la crise que connaît le capitalisme afin d'éviter un affrontement direct entre la classe ouvrière et le régime.

Tous reconnaissent l'ampleur et la profondeur de cette crise, ainsi que la gravité de la situation pour les travailleurs. Mitterrand, dans son discours d'Anglet, parlait de « l'extraordinaire accélération de la crise subie par les travailleurs » et appelait à une « gauche unie de salut public ». Herzog, au nom du Comité central du PCF, déclarait : « C'est qu'aujourd'hui, il s'agit d'une crise de la société qui appelle un changement de société. »

Mais ces constats grandiloquents ne débouchent que sur un aveu d'impuissance : PC et PS se refusent à apporter une réponse globale, à réaliser ce « changement de société », à imposer le « salut public ».

Ainsi, par une division savamment orchestrée, ils rendent impossible toute solution politique globale et, par-là même, justifient leur politique de collaboration et le « réalisme syndical ». Réalisme syndical qui consiste à appeler les travailleurs à se battre pour des miettes, à n'ambitionner que de simples actions de résistance, d'autodéfense, face à l'offensive généralisée du Pouvoir.

C'est cette politique qu'est venu couronner l'accord CGT-CFDT. Accord minimum entérinant la révision en baisse des revendications, caractéristique de ce point de vue l'abandon des augmentations uniformes et des 35 heures, au moment où ces revendications sont au cœur de toutes les luttes présentes. Accord d'inaction ajournant toute initiative d'ampleur nationale jusqu'à une nouvelle négociation sur la base du bilan des actions éclatées menées en octobre. Ainsi, cet accord constitue un dévoiement de l'aspiration unitaire des travailleurs et s'avère même incapable de mettre un terme à la polémique et à la division.

La direction de la CFDT arguë de l'impossibilité du changement politique, dont est responsable le PCF, pour justifier son « recentrage » et préconiser le « réalisme syndical ». Quant au PCF, il a beau jeu

d'expliquer que c'est parce que PS et CFDT sombrent dans les eaux troubles de la collaboration de classes qu'il est nécessaire de se replier sur la «reconstruction de l'union à la base» et les initiatives sectaires.

Se légitimant l'une l'autre par la division, directions du PCF et de la CFDT espèrent ainsi pratiquer une espèce de «consensus politique» leur évitant de se trouver en porte-à-faux par rapport aux exigences des masses : «nous ne pouvons faire autrement» semble dire Maire, «nous ne pouvons faire plus» plaide Marchais...

Tandis que la direction de la CFDT, qui rejoint sur ce terrain les vieux routiers du genre que sont FO et la FEN, pratique un modèle classique de collaboration de classes — celui des tapis verts, des commissions d'études et des groupes de travail, avec pour remerciement quelques os à ronger —, la CGT et le PCF, profitant d'une belle montée en première ligne de leur partenaire, préservent leurs «marges d'opposition». Attitude que le PCF théorise sous la forme de sa ligne «d'union à la base», dispositif politique qui lui permet, à l'heure actuelle, d'empêcher un affrontement social de grande ampleur, tout en évitant de s'opposer ouvertement aux aspirations des travailleurs. Nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

Une fois accepté le cadre commun de l'adaptation à la crise et du «consensus», les directions ouvrières peuvent se différencier, opposer leurs propres réponses à celles du voisin, qui au nom de «l'efficacité» et du «réalisme», qui au nom du «refus de la collaboration de classes». Ainsi s'opposent les deux formes d'acceptation du consensus mises en œuvre à l'heure actuelle : celle du «consensus avoué», façon CFDT-FEN-FO, celle du «consensus honteux», façon PCF-CGT.

Construire une alternative de lutte de classes

Au moment où, sous prétexte de crise économique, la bourgeoisie fait appel au «consensus social», à l'effort commun de tous pour mettre la France en bonne position face à la «concurrence internationale», les travailleurs ne peuvent accepter les demi-réponses et les fausses batailles que proposent directions syndicales et politiques.

Il s'agit, au contraire, d'opposer aux attaques gouvernementales un plan d'action ouvrier dont le fondement est le refus de l'austérité, le refus de faire les frais de la crise du capitalisme. La classe ouvrière n'a pas, comme l'y invitent les directions, à accepter d'ajuster ses exigences et ses luttes à la volonté du capital de profiter de la crise pour restaurer son taux de profit.

Les éléments essentiels de ce plan sont clairs.

C'est tout d'abord la bataille pour les revendications qui correspondent à la défense des intérêts ouvriers : défense et augmentation du pouvoir d'achat, l'échelle mobile des salaires, le refus des licenciements, les 35 heures tout de suite sans diminution de salaire, l'échelle mobile des heures de travail, la défense des acquis, de la Sécurité sociale et des libertés démocratiques. Ce qui suppose le refus de toute révision en baisse de ces revendications de la part des directions syndicales.

C'est la bataille pour une lutte d'ensemble qui permette de faire face au pouvoir. Cette riposte c'est la grève générale. Celle-ci ne se décrète pas, mais elle se prépare, par le débat sur les perspectives qu'il convient de proposer, par l'organisation démocratique des luttes : assemblées générales de travailleurs souveraines, comités de grève...

C'est la bataille pour chasser ce gouvernement responsable de l'austérité et des attaques anti-ouvrières, pour imposer un gouvernement du PC et du PS. Aux directions qui arguent de l'absence de perspective politique pour cloisonner les luttes, refuser leur centralisation, les cantonner à des actions défensives éclatées, nous devons dire : il y a une perspective politique, forts de la confiance de millions de travailleurs PC et PS peuvent chasser ce gouvernement et former un gouvernement sans ministres bourgeois. Dans l'immédiat, cela signifie que PC et PS doivent s'engager, unis, dans la lutte aux côtés des travailleurs et leur apporter le meilleur soutien que ceux-ci peuvent attendre de leurs partis majoritaires : que ces derniers se portent candidats au pouvoir.

C'est en menant cette bataille, en opposant les réponses de luttes de classes à la division et aux compromissions que pratiquent les directions, que les militants marxistes-révolutionnaires seront en mesure de construire avec les travailleurs qui cherchent ces réponses le parti dont la classe ouvrière a besoin.

En effet, ce dont témoignent les luttes présentes c'est d'une combativité importante et d'une politisation qui s'opère dans les profondeurs d'une classe ouvrière confrontée aux attaques de la bourgeoisie et aux réponses collaborationnistes des directions. Bien des luttes montrent que beaucoup de travailleurs refusent les tactiques qui leur sont imposées par les confédérations : journées d'action sans lendemain et grèves rituelles de 24 heures, absence de centralisation, révision en baisse des revendications... Les pétitions, adresses, motions qui se multiplient sont là pour révéler que ces travailleurs s'interrogent et débattent, veulent préparer la riposte d'ensemble qui permette de s'opposer vic-

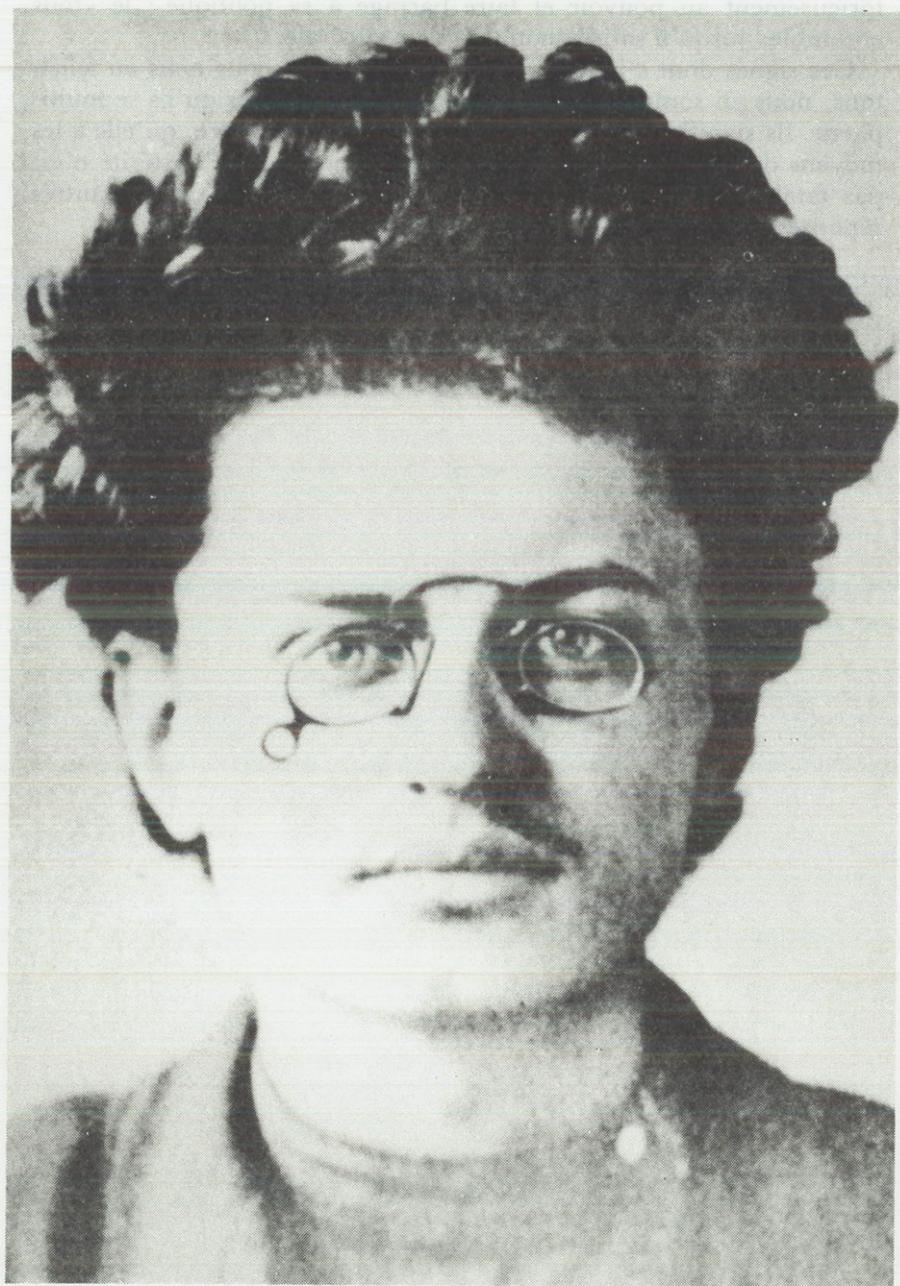
torieusement au pouvoir et faire barrage à sa politique : le « tous ensemble » jusqu'à satisfaction, la grève générale...

Ces signes dont s'inquiètent les bureaucrates, nous nous en félicitons, nous en sommes partie prenante, nous voulons qu'ils se multiplient. Ils signifient que la classe ouvrière veut se battre, qu'elle a les moyens de le faire. Ils montrent, concrètement, que l'austérité n'est pas fatale, que la collaboration n'est pas inéluctable, que d'autres réponses sont possibles.

Francis Sitel

NOTES

1. *Les Échos*, 11 octobre 1979.
2. *L'Expansion*, mars 1979.



Centenaire
de la naissance de Trotsky

MICHEL
LEQUENNE

Le plus vivant de nos contemporains

La théorie de la révolution permanente aujourd'hui

Une organisation révolutionnaire ne saurait célébrer un centenaire comme il est d'usage dans les institutions, à savoir comme confirmation solennelle de funérailles. Insister sur le siècle qui nous sépare de la naissance de Trotsky serait risquer fort de participer à la sournoise tentative des mass média de le renvoyer à un passé révolu. La date importante pour nous est celle de son assassinat qui n'aura quarante ans que l'année prochaine. Sans le piolet téléguidé par Staline, la constitution physique particulièrement solide de Trotsky lui aurait permis de prolonger son activité de révolutionnaire jusqu'à beaucoup plus près de nous. Mais telle qu'elle a été stoppée par le meurtre, son œuvre théorique reste le socle incontournable du *marxisme de notre temps*.

Trotsky est notre contemporain, et le centenaire de sa naissance ne peut être autre chose pour nous que l'occasion de le revérifier à la lumière des foyers de la révolution dont les feux se communiquent. Une telle vérification exclut toute application dogmatique de formules sur des situations profondément transformées depuis quarante ans. Nous n'avons, pour notre part, jamais accepté d'être les enfants balbutiants du Prophète de la révolution prolétarienne, caractérisation qui est la dernière manière, pour certains, de tenter de déprécier la

continuité de l'œuvre de celui dont la stature personnelle ne peut plus être niée.

La valeur actuelle de l'œuvre théorique de Trotsky ne tient pas à l'atemporalité de formules, aussi bien frappées soient-elles, mais, comme pour celle de Marx et de Lénine, à sa méthode, et à l'approche la plus aiguë qu'elle permet des phénomènes surgis au xx^e siècle.

La vérification de cet apport ne peut donc se limiter à une réaffirmation rituelle, sous forme de citations ressassées, mais exige la controverse avec les théories qui se prétendent plus neuves et plus efficaces, à son application aux problèmes du temps en ce qu'ils diffèrent des situations des quatre premières décennies du siècle.

Interférence de la théorie du stalinisme sur la théorie de la révolution permanente

La théorie trotskyste par excellence, c'est la théorie de la révolution permanente, développement de celle que Marx élaborait après la révolution de 1917. Mais, parmi les nombreux apports théoriques de Trotsky, celui qui égale la théorie de la révolution permanente en importance, c'est la théorisation du phénomène le plus nouveau pour le marxisme, celle du stalinisme en tant qu'excroissance parasitaire de la bureaucratie du premier État ouvrier, isolé dans l'arriération de sa base économique et sociale et dans sa misère culturelle, progressivement échappant au contrôle des masses et se transformant en force contre-révolutionnaire.

Ce phénomène était inattendu de la théorie marxiste, et surtout dans les formes effrayantes de régression barbare qu'il prit en URSS. Inattendu, non pas, comme on le croit souvent, en cela qu'ait été exclue la possibilité qu'une révolution prolétarienne puisse commencer et triompher ailleurs que dans les pays capitalistes impérialistes les plus avancés. Marx et Engels en avaient eu le soupçon, Lénine et Trotsky avaient prévu cette possibilité dès l'aube du siècle, et c'est Trotsky qui avait poussé le plus loin l'esquisse d'un tel développement de la révolution à partir de la périphérie par la théorie du développement inégal et combiné, fondement de la théorie de la révolution permanente. Ce que, par contre, personne n'avait prévu, c'est qu'une telle première révolution puisse rester isolée longtemps sans être vaincue par les forces restaurationnistes.

Bien que plus qu'aucun autre Trotsky ait eu, de 1903 à 1917, une compréhension inquiète des dangers de bureaucratisation inhérents à

l'extériorité à la classe et au substitutisme de l'instrument de la révolution, le parti révolutionnaire, la tendance générale était dans la conviction que la bureaucratie disparaîtrait avec le développement en force et conscience du prolétariat. A plus forte raison n'imaginait-on pas qu'elle put se transformer en force antagoniste de la classe, totalement contre-révolutionnaire. Et Trotsky, que son anti-jacobinisme avait éloigné du bolchevisme, devenu après 1917 le « meilleur bolchevik » (Lénine dit), continua de plus belle à sous-estimer le danger, alors même qu'il le combattait. C'est sans doute à l'optimisme, sans lequel il n'y a pas de grand homme d'action révolutionnaire, qu'est due cette constance dans la sous-estimation d'un phénomène tenu comme contingent, d'une couche dont il paraissait impossible qu'elle puisse se maintenir au pouvoir en gardant longtemps sa capacité de duper les masses ouvrières, et non seulement en URSS mais dans le monde entier. De cette sous-estimation à toutes les étapes du développement de la bureaucratie découle le pronostic de sa chute à la fin de la guerre en cas de défaite comme en cas de victoire.

Toutefois, la surestimation de cette puissance de la bureaucratie serait une erreur bien pire. Et c'est une erreur quasi universellement partagée aujourd'hui. Le plus fondamental du pronostic que contient l'analyse de Trotsky du système de la bureaucratie stalinienne a été vérifié déjà par l'histoire, continue à se vérifier et se vérifiera encore à n'en pas douter, à savoir :

- que les contraintes entre le système de domination bureaucratique et la base économique-sociale collectiviste sur lequel il repose ne peuvent que s'accroître et entraîneront finalement sa chute ;
- que sa politique contre-révolutionnaire de sacrifice des intérêts du prolétariat mondial au profit du « socialisme dans un seul pays » lui aliène de plus en plus les masses prolétariennes, et d'abord l'avant-garde ouvrière ;
- que les contradictions entre les bureaucraties des partis nationaux de l'ex-Komintern et celle de l'URSS ne peuvent que s'accroître par développement des intérêts proprement « nationaux » des premières et qu'entraîner la dislocation des liens qui les rivent au centre directeur stalinien ;
- que l'appareil stalinien malgré sa politique contre-révolutionnaire est moins puissant que les forces révolutionnaires qu'il ne peut arrêter, et qui, faisant boule de neige, deviennent un facteur d'accélération de la révolution politique en URSS même.

Nous vivons, depuis la mort de Trotsky, la période de réalisation de ces pronostics. Il est vrai que l'histoire ne connaît pas de processus

linéaires, et le rôle du mouvement trotskyste mondial que constitue la IV^e Internationale ne consiste pas à compter les jalons de cette réalisation, mais à interpréter comment la réalité contradictoire de la lutte de classes dans son développement plus que jamais inégal et combiné, non seulement vérifie, mais aussi complique, contredit partiellement, et crée de nouvelles variantes du processus général de la révolution. Seule cette juste interprétation permet d'y intervenir de façon correcte en s'efforçant de l'orienter vers plus de cohérence.

Le travail le plus important que la mort de Trotsky nous a laissé, la lourde charge de poursuivre sur le plan théorique, consiste précisément à relier la compréhension du phénomène stalinien dans toutes ses conséquences et mutations avec la théorie de la révolution permanente.

En fait, les contestations de celle-ci par divers théoriciens marxistes d'aujourd'hui tiennent pour l'essentiel à la non-intégration dans son développement des autres apports de Trotsky et, par-dessus tout, celle de la théorie de l'État ouvrier dégénéré.

Les deux volets du bilan de la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne, d'une part la destruction de l'avant-garde communiste soviétique qui seule permit le blocage puis le renversement de l'essor révolutionnaire en URSS même et l'installation du régime policier de la bureaucratie, et d'autre par la direction traîtresse du mouvement ouvrier mondial, avortant plusieurs révolutions dans le monde en défaites sanglantes (de la Chine en 1925-27 à l'Espagne de 1936-39), c'est ce second volet qui a les conséquences les plus directes sur le processus de la révolution permanente.

D'abord parce que c'est au nom de théories contraires à celle de la révolution permanente, et dans la dénonciation enragée de celle-ci, que les luttes furent menées à la défaite. Contre le principe de l'indépendance de classe du prolétariat, la centrale moscouteira opposa le principe contraire, et «menchevik», du bloc des classes, soumettant le prolétariat à la direction bourgeoise ou le faisant refluer au nom d'un gradualisme, d'un «étapisme» qui se transforme aussi en son contraire, sa défaite, et, là où la lutte révolutionnaire est menée le plus loin, le massacre de l'avant-garde, confirmant ainsi négativement le premier enseignement de la théorie de la révolution permanente, celui qui, bien en deçà de Trotsky, était déjà tout entier dans le texte de Marx de 1850.

Par ailleurs, en brisant la solidarité internationaliste des travailleurs et en décomposant la III^e Internationale avant même de la dissoudre, Staline et son appareil mondial avaient brisé la possibilité d'une conta-

gion des révolutions (dont le cas le plus net est l'isolement dans lequel fut laissée la révolution espagnole), alors que la théorie de la révolution permanente postule le développement en chaîne des révolutions qui, au-delà de la révolution d'Octobre, était la seule voie de salut pour l'URSS.

Or, c'est au contraire une grande chaîne de défaites qui se poursuit jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et se prolonge encore avec les sacrifices d'essors révolutionnaires faits sur l'autel du partage du monde de Yalta. Ces sacrifices sanglants cachés dans l'euphorie de la victoire militaire de l'URSS ont accordé au système capitaliste un répit historique de plusieurs décennies.

Ce répit a accru le pourrissement des conditions objectives de la révolution avec des conséquences différentes dans les zones impérialistes et les zones néo-coloniales du monde.

Dans les pays impérialistes nord-américain, européens et japonais, la dégénérescence des directions ouvrières traditionnelles a jeté les masses dans le jeu de bascule de la collaboration de classes et des luttes économiques fragmentées et, de ce fait, a permis à la bourgeoisie non seulement de surmonter ruines et impasses héritées de la guerre et de l'avant-guerre, mais d'atteindre un nouveau développement de ses forces productives qui, en retour, nourrissait les réformismes social-démocrate et stalinien.

Dans la zone sous-développée de la société bourgeoise, le déséquilibre s'est accru avec la misère, et les explosions sociales que cela a entraîné, sans direction ou avec les mêmes directions traîtresses, la même politique, dans de telles conditions encore plus catastrophiques, ont pour trente ans permis le maintien ou le surgissement de dictatures militaires dont le terrorisme dépasse tous ceux du passé historique.

La formule clef du *Programme de transition* de la IV^e Internationale selon laquelle la crise de l'humanité se caractérise par la crise de la direction révolutionnaire a pris, dans les trente années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, un sens encore plus profond qu'elle l'avait au moment où Trotsky l'écrivait.

Pire que l'absence d'une direction internationale a été la perversion de celle qui était issue de la révolution d'Octobre et dont le prestige immense a servi de paravent à la politique contre-révolutionnaire sournoise de la bureaucratie.

L'extraordinaire difficulté que la IV^e Internationale a connue dans sa construction et connaît encore tient à ce double handicap que le nouveau et hyper-menchevisme stalinien agissait sous le drapeau du bolchevisme, du communisme, et qu'inversement, quand les masses

faisaient l'expérience lente et difficile de cette direction comme traître, le communisme était compromis en même temps.

Autre difficulté, et non moindre, dans les conditions révolutionnaires, quand des directions rompent avec le menchevisme stalinien mais sans abandonner l'ensemble de ses déterminations négatives : leur implantation de masse interdit à une nouvelle direction de se dégager. Ailleurs enfin, là où Moscou joue un rôle de repoussoir, des directions nationalistes bourgeoises retrouvent une autorité qu'elles avaient perdue par le passé.

Ces deux types de situations créent des variantes nouvelles dans la manière dont s'appliquent les lois de la révolution permanente, les compliquant sans pourtant les remettre en cause comme croient pouvoir le faire des journalistes politologues et des théoriciens pseudo-marxistes qui croient voir la petite bourgeoisie capable de mener des révolutions sociales à bonnes fins, et — paradoxalement — les pseudo-marxistes dogmatiques qui caractérisent comme petites-bourgeoises les directions issues du mouvement stalinien qui ont mené des révolutions à la victoire et qui, de ce fait, accordent eux aussi, généreusement — et contre la théorie de la révolution permanente — à la petite bourgeoisie la capacité de mener des révolutions prolétariennes jusqu'au terme de la constitution d'États ouvriers.

Les premiers ne nous intéressent pas ici dans la mesure où c'est dans la nature sociale des États qu'ils qualifient de socialistes que réside leur erreur grossière (qu'il s'agisse de l'Angola, de l'Algérie, de l'Éthiopie ou, pire encore, de l'Égypte ou de l'Inde).

En revanche l'erreur des seconds concerne notre sujet puisqu'elle tient à une incapacité d'enrichir la théorie par peur panique du fantôme du «révisionnisme», ce qui les condamne eux-mêmes au talmudisme, c'est-à-dire à forcer les réalités rebelles à entrer dans la lettre des textes pris comme réalités suprahistoriques.

L'ironie de l'histoire se manifeste cependant à leur égard en cela que leur fidélité religieuse à la lettre se transforme, sans qu'ils semblent s'en douter, en «trahison» de l'essence vivante de la théorie. Ce qui peut se vérifier par un examen, même rapide, des données fondamentales des révolutions des quarante dernières années.

Les révolutions sous direction d'origine stalinienne

Les révolutions yougoslave, chinoise et vietnamienne ont en commun d'avoir été dirigées par des partis qui ont appartenu à l'Internationale

tionale communiste stalinisée. Dans les trois cas, certes, la révolution a commencé dans la guerre, soit civile, soit nationale; défensive d'abord, de résistance, en Yougoslavie, à l'effroyable occupation allemande; en Chine, successivement puis simultanément, à la contre-révolution bourgeoise nationale et à l'occupation étrangère; au Vietnam à l'agression coloniale et à l'invasion impérialiste. Mais c'est nier les faits les mieux établis que de prétendre ou de suggérer que ce sont les masses qui ont spontanément initié la lutte révolutionnaire, obligeant les directions à se jeter à leur tête pour les «canaliser». Dans un seul cas, la lutte révolutionnaire a connu un redémarrage spontané, au Vietnam du Sud, à partir de 1957¹. Mais dans tous les cas, y compris ce dernier, la direction du PC s'est engagée consciemment dans la direction et la centralisation de cette lutte.

Contrainte et forcée, disent les dogmatiques², parce que la capitulation aurait signifié leur arrêt de mort. C'est là précisément une première entorse de raisonnement qui remplace par la psychologie la théorie de la révolution permanente.

L'incapacité des directions petites-bourgeoises à mener la révolution à son terme ne tient pas au manque de courage physique ou à l'inintelligence du danger qui peut les menacer, mais à leur nature de classe. Allende a montré qu'il était très capable de mourir les armes à la main. Cependant, la fatalité du désastre de son «expérience» ne l'a pas amené à s'appuyer sur les masses chiliennes, à les armer et à les opposer à ses adversaires qui se préparaient ouvertement à l'abattre. Au Guatemala, Arbenz ne s'est pas retiré avec les guérillas dans les forêts. Soekarno non plus qui fut mis en résidence surveillée par les généraux réactionnaires indonésiens.

Mais, disent les dogmatiques, les staliniens sont des petits bourgeois d'un genre spécial! Encore faudrait-il définir cette spécificité qui fait que, dans les coups d'État d'extrême droite, ces dirigeants ne sont pas mis en résidence surveillée mais tués. Et expliquer aussi pourquoi quantité de dirigeants staliniens dans quantité de pays se laissent massacrer au lieu d'organiser la lutte révolutionnaire des masses, comme plusieurs fois en Irak, au Soudan, au Chili et même en Grèce, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, alors que les partisans étaient aussi maîtres du terrain qu'en Yougoslavie.

Si la capitulation est une conséquence du déterminisme social et non une affaire de psychologie ou de qualités individuelles, ce qu'il faut expliquer c'est pourquoi les dirigeants des trois révolutions en question n'ont pas capitulé, même pas après la victoire, au moment où leur vie n'était pas en jeu. Serait-ce le manque de possibilité?

Mais il n'en a pas manqué! Et que d'ailleurs nos dogmatiques s'empresment de souligner. Ainsi, Ho Chi Minh a signé les accords de Fontainebleau, puis ceux de Genève, pourtant après la victoire de Dien-Bien-Phu. Mao Tse-tung a passé des accords de front populaire avec Tchang Kaï-chek en 1937.

Dans chacun de ces cas, toutefois, on sait que le compromis capitulaire a été imposé du Kremlin. Mais on sait aussi que Ho Chi Minh comme Mao Tse-tung, tout en s'inclinant, et d'assez mauvaise grâce, se sont soigneusement conservé les moyens de reprendre le combat; puis que, ce combat repris, ils l'ont mené ensuite, en prenant des distances avec le Kremlin et jusqu'à des oppositions les plus vives avec lui. Dans le cas de Tito, les injonctions d'avoir à fusionner ses forces avec celles de Mihailovitch ont été refusées — non sans ruses et échappatoires — jusqu'à ce que Staline — qui n'aimait pas être joué — cessât d'envoyer toute aide aux partisans yougoslaves³. Fait encore plus significatif, la direction «titiste» refusa de se soumettre à la décision des accords de Yalta qui lui imposaient la capitulation et la subordination à un gouvernement d'union nationale sous l'égide du roi Pierre de Serbie. N'est-ce pas le type même d'accords où tout dirigeant petit-bourgeois aurait accepté de se jeter avec enthousiasme, et auquel tout pur agent stalinien se serait plié, fût-ce la mort dans l'âme, mais en robot de la ligne géniale du socialisme dans un seul pays?

Il faut donc qu'il y ait une différence entre ces trois directions, et non seulement les authentiques directions bourgeoises nationalistes, petites-bourgeoises ou social-démocrates, mais encore avec celles des authentiques staliniens dirigeant les révolutions droit vers les défaites.

Cette différence saute à tous les yeux non fermés par la corne du dogmatisme, et elle se confirme par l'étude de l'élaboration théorique de ces directions⁴. Au travers de ces longues guerres révolutionnaires, civiles et étrangères, ces trois directions ont rompu avec les méthodes, les fins et les théories propres au «menchevisme» stalinien de la révolution par étapes, de la subordination de la classe ouvrière aux bourgeoisies «nationales», en substituant aux intérêts du «socialisme dans la seule URSS» l'intérêt de leur nation opprimée aux masses desquelles leur liaison profonde est indéniable, en commençant la réforme agraire comme fondement de leur alliance avec la paysannerie, en levant les masses et en les armant et en poussant la lutte jusqu'à la prise du pouvoir. Par cette politique, ces actes, ces trois directions cessent d'être staliniennes au sens précis du mot.

Cela signifie-t-il que toute direction stalinienne peut connaître une telle mutation? Certainement pas! Et il y a gros à parier qu'aucune

autre désormais ne suivra cette voie. La caractéristique commune aux dirigeants de ces trois révolutions, c'est qu'ils ont été formés dans l'IC à son époque révolutionnaire puis centriste, et qu'ils ont été des combattants et non pas de simples instruments fabriqués dans l'appareil comme un Thorez par exemple. De tels dirigeants, Trotsky parlait comme de «révolutionnaires confus, mauvais, maladroits, fourvoyés»⁵, fourvoyés surtout, acceptant le joug de Staline comme un passage obligé, la seule voie vers l'avenir, mais qui, dès qu'ils purent retrouver leur autonomie, recherchèrent le chemin de la révolution. Certes, au long de leur «détour», ces hommes ont été responsables ou complices de nombreux crimes staliniens que nous n'oublions pas et que leur lutte même ne lave pas. Mais seuls des moralistes pourraient lire leur rôle historique sous ce seul éclairage.

La conséquence principale de leur origine et de leur passé se trouve ailleurs, dans leur rapport aux masses et dans leur manière de construire l'État ouvrier, dans la méfiance et le refus de toute forme de la démocratie directe et dans le substitutisme bureaucratique de l'action du parti. Ici, leurs tares d'origine déterminent l'évolution ultérieure (d'ailleurs très différente de pays à pays) de ces États ouvriers aux prises avec les terribles difficultés qui tiennent au fait qu'ils s'édifient dans des pays économiquement arriérés et dans un isolement relatif dû au chauvinisme bureaucratique de l'URSS qu'ils sont d'ailleurs entraînés à reproduire pour leur propre compte, donc dans des conditions qui renouvellent celles qui ont permis la naissance du stalinisme. Notons donc que, si leur prise du pouvoir confirme les premières thèses de la théorie de la révolution permanente, l'évolution des États ainsi créés en confirme, mais négativement, les thèses suivantes portant sur la permanence de la révolution dans la transition vers et dans la phase socialiste, ce qui fonde la nécessité du rassemblement d'une avant-garde marxiste révolutionnaire dans ces pays sur un programme de redressement ou de révolution politique.

La reproduction du processus bureaucratique n'a cependant pas le caractère d'une révolution mécanique d'un système stalinien qui s'étendrait progressivement sur la planète. D'une part, l'isolement de ces États n'est plus absolu, mais relatif, et le développement de la révolution, la multiplication des États ouvriers agit à la fois sur la conscience des masses (pour Trotsky, la démoralisation des masses soviétiques était une des bases du développement de la bureaucratie) mais aussi sur celle des dirigeants pour qui toute expérience historique n'est pas lettre morte et qui agissent en tant que sujets des contraintes historiques et non par sadisme. Enfin et surtout parce que la bureau-

cratisation est un processus, qu'elle se développe dans le temps, en fonction de données non seulement subjectives mais surtout objectives, qui appellent analyse particulière et non pas recours à la «catégorie» du stalinisme pris comme une nature immuable. Cette dernière méthode, qui est celle des dogmatiques, rompt avec celle de Trotsky pour qui la bureaucratie est une excroissance — comparable à une caste — et dont par conséquent les déterminations sont spécifiques à leurs conditions directes de développement. Les dogmatiques traitent en réalité les bureaucraties comme une classe dont les caractères sont fondamentalement partout les mêmes, ce qui, pour une véritable classe, tient à ce qu'elle est déterminée par un même mode de production.

La rupture de ces trois directions avec le centre contre-révolutionnaire stalinien — dans des conditions objectives qui l'ont favorisée — les a ramenées au centrisme bureaucratique où elles étaient nées. Aussi graves que soient leurs tares, il s'agit de directions prolétariennes, et leur conquête révolutionnaire du pouvoir, la constitution par elles d'États ouvriers bureaucratiques, représentent des formes de la dictature du prolétariat (dans une certaine mesure au même titre que les dictatures de Napoléon, de Hitler et de... Bokassa sont des formes de dictature de la bourgeoisie). Ces formes sont plus ou moins monstrueuses, mais elles ne peuvent être ignorées en tant que telles, le «thermidor» (qui est un phénomène non évolutif mais un saut dialectique marqué par des affrontements et des mutations de groupes dirigeants) pouvant transformer à nouveau ces directions en forme d'État hybride qui ne représente plus les intérêts prolétariens que par la défense de l'économie collectivisée.

Là encore, toute tentative de dissocier les éléments de la conception trotskyste de l'État ouvrier ne peut amener qu'à s'en éloigner en introduisant l'idée (fausse) que des forces sociales non prolétariennes peuvent jeter les bases économiques du socialisme. C'est ainsi que l'aveuglement dogmatique ouvre les portes, qu'il prétend garder, à l'invasion révisionniste.

Les dogmatiques expliquent toutes les révolutions victorieuses depuis celle d'Octobre par l'éventualité, envisagée par Trotsky dans le *Programme de transition*, que «sous l'influence d'une combinaison *tout à fait exceptionnelle* [nous soulignons] de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits bourgeois, y compris des staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie». Mais cette citation se retourne contre ses exégètes abusifs, car

bien loin d'en conclure, *contre sa propre conception théorique*, que ces partis petits-bourgeois seraient alors capables d'instaurer un État ouvrier, Trotsky s'empresse d'assurer que leur éventuel «gouvernement ouvrier et paysan» ne serait qu'un court épisode «dans la voie de la dictature du prolétariat», c'est-à-dire du pouvoir prolétarien accomplissant les tâches anti-impérialistes et «démocratiques bourgeoises», mais sans étape démocratique bourgeoise, en subordonnant les forces révolutionnaires non prolétariennes à la direction prolétarienne et en entamant «en continu» les tâches proprement socialistes de la révolution. Ce qui s'est passé dans les trois révolutions considérées.

Les révolutions d'Albanie, du Laos et du Cambodge sont les seules qui relèvent dans une certaine mesure des «circonstances exceptionnelles» prévues par Trotsky, puisque ce sont trois cas de prise du pouvoir rendue possible en quelque sorte dans les «marges» de conflits centraux, par des PC faibles affrontés à une classe dominante plus faible encore et que les grands impérialistes ont été dans l'incapacité matérielle de soutenir. Encore faut-il ajouter que, là aussi, les PC ont cessé d'être stalinien au sens strict du terme bien qu'inversement le socialisme de la misère auquel ils se sont trouvés acculés a impliqué les pires distorsions, par rapport aux normes marxistes, de l'État ouvrier construit.

Tous ces phénomènes, dont la résultante dialectique est encore incertaine, ne peuvent en aucun cas être jugés par leurs seuls côtés négatifs, comme le font les dogmatiques qui expriment ainsi la pression de l'idéologie bourgeoise régnante sous nos climats. Trotsky, lui, nous a appris à ne pas juger les faits historiques en fonction de l'effroi et/ou de la révolte qu'ils peuvent faire naître en nous, fût-ce légitimement, mais en fonction de leur contenu objectif.

De Cuba au Nicaragua

La révolution cubaine a été jusqu'ici la seule qui ait abouti à l'instauration d'un État ouvrier (maintenant admis comme tel par tous) sans qu'un parti prolétarien préalablement construit ait conduit le processus révolutionnaire. Du fait de l'origine sociale des leaders du Mouvement du 26 Juillet, la théorie facile qui s'est imposée de façon dominante, c'est qu'une direction petite-bourgeoise — ou bourgeoise radicale — pouvait conduire à son terme une révolution sociale, donc prolétarienne. Mais une telle conclusion se heurte à une première difficulté théorique, c'est que ce cas est unique (celui de la révolution

nicaraguayenne dont la direction est de type «castriste» est trop récente et encore trop peu avancée pour que les espoirs qu'elle fait naître puissent être traités comme des faits acquis). Qu'est-ce donc qui distingue la direction «castriste» des innombrables directions petites-bourgeoises dont la lutte révolutionnaire anti-impérialiste a abouti à... la restauration d'un État bourgeois national préexistant ou... à la défaite? A coup sûr cela ne peut se limiter aux traits psychologiques de ses leaders. Alors? Encore une fois, à un accident de l'histoire?

Non! A deux facteurs, l'un objectif et l'autre subjectif, en étroite corrélation l'un avec l'autre, de la situation sociale et politique de l'Amérique latine.

L'élément objectif, c'est le sort social de la petite bourgeoisie dans les petits États latino-américains où la place de la grande propriété foncière reste dominante (souvent dominée par le capital impérialiste) et où l'industrie moderne se développe dans un faible espace économique, lui aussi écrasé par la dépendance impérialiste. Dans tous ces pays, les antagonismes internes à la bourgeoisie, et sa faiblesse générale dans les tensions de la lutte de classes, a interdit la démocratie bourgeoise parlementaire, sauf par périodes éphémères, et, face aux périls de la révolution (le prolétariat, même faible, donnant conscience et direction à la paysannerie très prolétarisée), l'équilibre social n'a pu être atteint, sous l'égide armée de l'impérialisme US, que par le pouvoir bonapartiste de dictatures militaires. Dans de tels pays, la petite bourgeoisie n'est qu'une classe avorton dont les membres sont réduits au statut social le plus humiliant. Dans de telles conditions, la culture à laquelle accèdent les enfants de cette classe entre en contradiction avec les fonctions sociales qu'on les invite à assumer. Inévitablement se produit ici le pronostic du *Manifeste communiste* : «Une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et en particulier ceux des idéologues bourgeois qui se sont haussés à l'intelligence théorique du mouvement général de l'histoire.» Il ne s'agit certes que d'une minorité, mais elle est plus importante en Amérique latine que partout ailleurs⁶. Pendant des décennies, la plupart de ces membres de la bourgeoisie et petite bourgeoisie ralliés au prolétariat l'ont fait par l'intercession faussée des directions staliniennes. Mais c'est aussi en Amérique latine que la politique de collaboration de classes des partis staliniens a pris sa forme la plus misérable et la plus honteuse, ne s'arrêtant pas devant l'alliance avec les pires bonapartes militaires pour peu que ceux-ci se soient trouvés en fronde avec l'impérialisme américain à une heure où celui-ci ne pratiquait pas la coexistence pacifique exigée par l'URSS.

Et tel a été le cas du Cuba de Batista comme du Nicaragua de Somoza⁷.

Que, dans une telle conjoncture, une autre voie ait été cherchée empiriquement par des révolutionnaires radicaux issus de la petite bourgeoisie — voire de la grande — s'explique en cela que le vide politique n'existe pas et que ce sont les situations objectives — ici celles de la maturité des conditions de la révolution prolétarienne — qui ont amené l'apparition du « castrisme », d'abord à Cuba, comme un phénomène spécifique, puis, après la victoire cubaine, comme nouvelle voie révolutionnaire pour tous les pays latino-américains.

Le facteur subjectif consiste en ceci que la recherche d'un système théorique ramène inéluctablement au marxisme parce qu'il n'y a pas d'autre assise idéologique qui ait résisté à l'épreuve de l'histoire. Mais nous savons que le marxisme est susceptible de bien des lectures, de bien des conclusions d'application selon les déterminations des marxistes eux-mêmes. A Cuba, la logique de la lutte armée — traditionnelle — appuyée — fait nouveau — sur l'action de masse sans laquelle les guérillas auraient été écrasées, ont imposé aux dirigeants, à chaque étape, la redécouverte des implications révolutionnaires du marxisme⁸. De plus, la direction castriste comptait dans ses rangs Ernesto Guevara qui, lui, apportait une culture marxiste certaine, mûrie d'une réflexion originale et d'un effort d'application aux conditions empiriques de la révolution cubaine.

La transformation du Mouvement du 26 Juillet d'organisation petite-bourgeoise radicale révolutionnaire en organisation prolétarienne a été l'effet de l'interaction constante de l'activité révolutionnaire du noyau — qui suscita la levée des masses prolétariennes et paysannes — et en retour sa détermination par elles.

Toute tentative de réduire cette dialectique soit à un blanquisme réussi (comme Debray le fit dans son livre *Révolution dans la révolution*), soit à un spontanéisme prolétarien qui aurait « obligé » la direction à le diriger jusqu'au pouvoir (ce qui nous ramènerait à la question : pourquoi ici et pas ailleurs, et donc de la politique à la psychologie ou, pire encore, concéder aux staliniens cubains ce qui est refusé à la direction castriste), non seulement mutile la riche complexité d'une situation historique, mais, en se fermant à sa compréhension, s'interdit la capacité de saisir en quoi elle est unique, et en quoi elle est susceptible de se reproduire en certains de ses termes.

Il fait peu de doute que c'est d'avoir sous-estimé la spécificité de l'expérience cubaine qui a amené le « Che » à sa mort tragique. Mais

bien pire est l'erreur qui consiste à ne pas voir que la révolution cubaine a donné naissance à un nouveau courant révolutionnaire.

Certes, ce sont — là encore — les faiblesses théorico-politiques de cette direction qui expliquent d'abord les échecs du guérillérisme, puis leur conséquence de mise en état de faiblesse du castrisme lui-même comme courant, et de Cuba comme État ouvrier, condition du succès de l'entrisme stalinien, surdéterminant l'insuffisance de l'organisation démocratique des masses et conduisant aux capitulations idéologiques et politiques devant la bureaucratie russe qui les exigea, en monnayage d'un appui économique-militaire, sans lequel, d'ailleurs, Cuba aurait depuis longtemps été écrasé par les États-Unis.

L'interférence révolution permanente/stalinisme est ici d'une particulière netteté :

1. La révolution cubaine n'a été possible que parce qu'une direction, révolutionnaire prolétarienne par acquisition du marxisme comme instrument politique et par lien aux masses, s'est constituée dans le flux de la révolution elle-même, se substituant à la politique menchevique de collaboration de classes du stalinisme.

2. La bureaucratie stalinienne de l'URSS non seulement n'a pu, dans ce cas, jouer son rôle contre-révolutionnaire pour avorter la révolution, mais bien plus, ses rapports avec l'État ouvrier cubain ont manifesté la contradiction de son caractère double : elle doit aider Cuba à se maintenir comme État ouvrier pour garder son audience internationale et sa capacité d'intervention sur le continent sud-américain et, en même temps, s'efforcer de lui interdire de devenir la plate-forme de la révolution sud-américaine. Ainsi se confirme qu'en dépit de la monstrueuse dégénérescence du pouvoir de la bureaucratie stalinienne, l'existence de l'URSS, par opposition de sa nature sociale à l'impérialisme capitaliste, demeure un facteur objectivement favorable aux révolutions que les bureaucrates s'efforcent pourtant par tous les moyens d'avorter, d'asphyxier, puis, en désespoir de cause, de cloisonner. Cette contradiction, déjà soulignée par Mao Tse-tung à l'époque du Yunan, afin de justifier aux cadres de la révolution chinoise la nécessité du maintien de l'alliance avec l'URSS, vérifiée également dans le cas du Vietnam, confirme l'analyse que Trotsky a faite du stalinisme et qui l'a opposé à tous les révisionnistes qui refusaient de saisir cette contradiction dialectique.

3. Cette contradiction échappe à la volonté de la bureaucratie. L'exemple révolutionnaire de Cuba, en dépit même des reculs et de

reniements (Chili, Pérou) et des défaites et démoralisation des mouvements guérilléristes fondés sur le modèle du castrisme initial, est resté un facteur révolutionnaire. Les forces sociales et subjectives de la révolution étant infiniment plus puissantes que les manœuvres et la diplomatie bureaucratiques, le castrisme débouche aujourd'hui sur une seconde révolution victorieuse, au Nicaragua, sous une direction dont les composantes prolétariennes (marxistes) sont beaucoup plus importantes que celles de l'aube de la direction castriste et qui aident le fleurissement d'organes de pouvoir ouvrier que n'ont connu aucune des révolutions victorieuses qui ont eu lieu depuis Octobre.

Ainsi, la théorie de la révolution permanente est-elle confirmée au travers des pires obstacles objectifs et subjectifs que l'histoire — essentiellement par la traverse incommensurable du stalinisme — a mis devant le prolétariat dans sa tension pour se doter des instruments politiques de sa lutte historique et pour assurer son hégémonie sur les autres classes opprimées. Cette vérification tient compte de l'ensemble des faits et de leur connexion que toute autre approche théorique trie ou triture.

Elle permet aujourd'hui au mouvement troskyste mondial qu'est la IV^e Internationale de rejoindre correctement dans l'action toute lutte révolutionnaire qui éclate et se développe n'importe où dans le monde. Comme il y a trente ans en soutien à la Yougoslavie cernée par les forces de Stalintern et de l'impérialisme; comme il y a vingt ans en soutien de l'État ouvrier cubain reconnu pour tel en dépit des conditions «non classiques» de sa naissance; comme pendant toute sa durée en soutien à la révolution vietnamienne, aujourd'hui la IV^e Internationale soutient et aide de toutes ses forces la révolution nicaraguayenne dans les espoirs qu'elle porte d'un nouvel État ouvrier et d'un déséquilibre mondial gros de nouvelles libérations nationales et sociales en chaîne.

Certes, dans ce cas, pas plus que dans ceux d'hier, notre soutien ne paralyse en rien notre critique, qui, bien plus qu'un droit, est considéré par nous comme un devoir de solidarité politique, et est tourné vers le plus d'efficacité et de force de la révolution, et porte toujours essentiellement vers la confiance dans et vers l'appui sur le mouvement des masses travailleuses dont la mobilisation consciente est l'unique source d'une force invincible.

Il est à remarquer, à l'encontre des dogmatiques, que si les révolutions d'aujourd'hui étaient trahies dès l'origine par leurs directions, le mouvement des masses étant immédiatement détourné par des

bureaucraties contre-révolutionnaires, les théories de la révolution permanente et du stalinisme seraient infirmées en même temps : la première, comme l'avons déjà vu, par le fait que la prédominance de classe du prolétariat et la nécessité de sa direction par un parti le représentant se trouverait contredite ; la seconde par le fait que la bureaucratie stalinienne internationale se trouverait capable, dans des circonstances exceptionnelles, mais constantes (!) de conduire des révolutions à la victoire pour construire des États dont la nature est imprécise. Bien plus, de telles conclusions obligerait, en l'absence de tout autre type de révolutions victorieuses depuis plus de soixante ans, à conclure que non seulement Trotsky, mais Lénine, et Marx avant eux, n'ont édifié qu'une utopie et que ce n'est pas le socialisme qui succédera au système capitaliste mais une nouvelle société d'exploitation de l'homme par l'homme.

Ainsi, l'incapacité à vivre et faire vivre la théorie dans le développement concret de l'histoire amène à porter de l'eau au moulin des philosophes antimarxistes que chaque recul partiel, chaque désillusion de l'intelligentsia fait renaître et que le désespoir des cahots et du cahos de l'histoire jette... au service de la classe dominante.

Les voies de la révolution prolétarienne sont beaucoup plus détournées que les premiers théoriciens ne purent le penser à partir de l'analyse des seules contradictions du système bourgeois et les premières luttes du prolétariat. Elles sont plus détournées, plus longues à suivre, ne serait-ce que parce que les détours accumulent de nouveaux obstacles qui avaient été sous-estimés (tel le poids des nationalismes), mais les faits majeurs demeurent : qu'en moins d'un siècle plus d'un tiers de l'humanité est passé à l'économie collectiviste, qu'aucun pays, si petit soit-il, qui a passé ce cap n'a pu être ramené en arrière vers l'économie capitaliste ; enfin que chaque victoire, quel qu'en soit le prix, quels que soient les errements de sa direction, accélère le mouvement de la révolution, telle est l'incontestable assise de notre optimisme historique.

Les futurologues de la bourgeoisie construisent leurs modèles pour l'an 2000 sans tenir compte de l'essentiel : de la lutte de classes à l'ère de la révolution prolétarienne. Le calendrier n'a pas de vertus magiques, mais les pires traverses de l'histoire contemporaine n'enlèvent rien au réalisme de la réalisation du socialisme mondial pour le ^{XXI} siècle. Car c'est toute la masse travailleuse de l'humanité qui, aujourd'hui, est consciente des problèmes qu'elle a à résoudre et de la solution qu'elle doit leur donner. Ce qui lui manque c'est le savoir des voies et des moyens. Ce savoir cumulé du mouvement ouvrier

marxiste depuis près d'un siècle et demi, c'est lui que synthétise le programme de la IV^e Internationale, et c'est pourquoi, en l'année du centenaire de la naissance de Trotsky, nous pouvons redire le mot qu'il nous a légué à l'heure de son agonie : « En avant, je suis sûr de la victoire de la IV^e Internationale. »

Michel Lequenne

NOTES

1. Cf. Pierre Rousset, *le Parti communiste vietnamien*, éd. Maspero.
2. Cf. in *la Vérité*, sept. 1979, S. Just, « A propos d'une possibilité théorique de la lutte pour la dictature du prolétariat ».
3. Il est caractéristique que, dans l'analyse de la révolution yougoslave, les dogmatiques lambertistes ne fassent pas la moindre mention des révélations des écrits yougoslaves d'après la rupture de 1948, et en particulier la brochure de Moshia Pijade, *la Légende de l'aide soviétique dans la guerre de libération nationale*, véritable mémento de la rupture avec Staline, et où est raconté le refus de la dissolution des « brigades prolétariennes de choc », avant-garde armée prolétarienne des maquis paysans, que Staline exigeait.
4. Les marxistes ne jugent pas sur parole, mais quand les textes confirment les actes ou les annoncent, non seulement ils ne peuvent être tenus pour négligeables, mais ils prennent valeur de preuves.
5. Cf. notre article « Sur le centrisme », in *Critique communiste*, n° 1.
6. Ce n'est évidemment pas pour une autre cause que la littérature sud-américaine, actuellement une des plus riches du monde, est presque exclusivement une littérature révolutionnaire et que rarissimes doivent être ses figures les plus éminentes qui n'ont pas connu les exils et la répression.
7. Le fait que l'ouverture des archives de la police somoziste vient de révéler au FSLN que des dizaines de membres du parti stalinien nicaraguayen et parmi eux non des moindres, étaient des flics de la dictature, n'est pas le fait d'un malheureux hasard.
8. Il n'est pas rare que des « théoriciens », marxistes révolutionnaires autoproclamés, et qui si facilement étiquettent les révolutionnaires « castristes » comme petits-bourgeois, soient eux-mêmes de fraîche origine petite-bourgeoise et ne doivent leur caractère prolétarien qu'à une appartenance organisationnelle pas toujours éprouvée par leur intervention dans la lutte de classes.

cahiers LEON TROTSKY 3

Numéro Spécial : 35 Frs

LES PROCES DE MOSCOU DANS LE

MONDE

- 1- Les contre-procès
- 2- Les procès manqués
- 3- La machine à mentir

Textes de Pierre Broué, Gérard Roche, Alan Wald, René Revol, J.P. Joubert, D. Vogelsanger.

Nombreux documents

--

OFFRE SPECIALE D'ABONNEMENT

1979 N° 1 à 4 = 70 Frs

1980 N° 5 à 8 = 80 Frs

pour les anciens abonnés aux
trois premiers n°, rattrapage

79/80 N° 4 à 8 = 100 Frs

Bulletin d'abonnement

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

à retourner à l'Institut Léon
Trotsky, 29 rue Descartes Paris
75005, accompagné du règlement

ERNEST
MANDEL

Croissance économique et luttes de classe

Critique communiste a engagé un débat utile et nécessaire sur ce qui a été appelé «l'emprise persistante des appareils réformistes sur la classe ouvrière» en Europe occidentale. Sous-jacentes à ce débat se trouvent deux questions vitales pour les marxistes révolutionnaires. Comment expliquer de manière matérialiste la configuration concrète du mouvement ouvrier en Europe, compte tenu des nombreuses variantes nationales? Comment cette configuration peut-elle se transformer (est-elle en train de se transformer?) dans le sens d'apparition de directions de rechange pour la classe?

Nous disons qu'il faut donner à ces questions une réponse matérialiste, c'est-à-dire parachever une théorie marxiste du mouvement ouvrier qui doit être ancrée dans la théorie marxiste du capitalisme qui existe évidemment déjà, et dans une théorie marxiste de la classe ouvrière (qui n'existe qu'en partie).

Tous les participants au débat sont d'accord pour rejeter toute explication unilatérale ou monocausale. L'explication de «l'emprise persistante des appareils réformistes» par la trahison de ceux-ci est manifestement insatisfaisante. En admettant la trahison, il faut encore expliquer pourquoi elle reste efficace, c'est-à-dire pourquoi elle continue à être tolérée depuis trois quarts de siècle. L'explication par

les « conditions objectives » est tout aussi insatisfaisante. Elle ne permet pas de rendre compte des nombreuses explosions au cours desquelles, tout au long du XX^e siècle, les masses ont manifestement débordé, par millions, les limites d'action fixées par les projets gradualistes des appareils réformistes.

Le camarade Weber affirme qu'il rejette, lui aussi, toute explication « objectiviste » ou monocausale. Nous ne mettons point en doute cette profession de foi. Mais force nous est de constater qu'il s'exprime avec suffisamment d'ambiguïté pour qu'une « lecture sur-interprétative » de sa thèse reste possible. Contentons-nous de citer deux passages (nous pourrions en citer une demi-douzaine) :

« La stabilité et la prospérité relatives, nées de l'expansion impérialiste, créent... les conditions d'une pratique de lutte réformiste de la classe ouvrière des métropoles... Prolongée sur plusieurs décennies... cette pratique accrédite l'idée d'une transformation graduelle du système... (*Critique communiste*, n° 26, p. 42).

« L'emprise des directions réformistes sur ces (larges) couches (du prolétariat) tient non pas à ce qu'elles les trompent habilement... mais bien au contraire à ce qu'elles expriment (et confortent) les mêmes illusions réformistes, les mêmes aspirations à un changement sans heurts ni drames, dans l'harmonie universelle... » (*Ibid.*, p. 43).

On avouera que ces passages, malgré les clauses de style qui les accompagnent, accréditent la thèse « monocausale » et unilatérale : prospérité capitaliste = pratique réformiste = illusions réformistes des masses = fondement principal de l'emprise persistante des appareils...

Or, cette thèse est tout aussi idéaliste et mécaniste que la thèse de la trahison. Que trois quarts de siècle d'histoire dépendent en dernière analyse d'« illusions » n'est guère plus matérialiste que la thèse selon laquelle la « trahison » l'aurait en dernière analyse déterminée. Il ne sert à rien de se justifier en proclamant que les « illusions » ont un fondement économique (les réformes engrangées). Les tenants de la thèse de la « trahison » proclament eux aussi, et à juste titre, que celle-ci est fondée sur les intérêts matériels opposés des bureaucraties ouvrières et ceux des larges masses. Dans les deux cas, ce qui fait défaut, c'est la médiation avec les intérêts de classe, les antagonismes de classe, les contradictions internes du mode de production capitaliste et de la société bourgeoise.

Un inventaire incomplet de l'histoire du mouvement ouvrier

Il n'y a qu'une seule hypothèse de travail qui rendrait valable l'explication de l'«emprise persistante des appareils réformistes sur le prolétariat» par «la persistance des illusions réformistes des masses» : c'est l'hypothèse d'une atténuation tendancielle, à long terme, des contradictions internes de la société bourgeoise, d'une atténuation tendancielle des contradictions de classe et des luttes de classe entre le capital et le travail salarié. Mais dans ce cas, il ne faudrait évidemment pas parler d'«illusions réformistes». Il faudrait dire que la classe ouvrière devient réformiste dans la mesure où la réalité lui confirme que les conflits de classe explosifs appartiennent au passé, et qu'elle a donc intérêt à ne lutter que pour des réformes de plus en plus amples.

Ce fut exactement la thèse de Bernstein, thèse dont on ne peut s'empêcher d'admirer la cohésion et la brutale franchise de l'analyse théorique, au fur et à mesure que les variantes postérieures du gradualisme sont examinées (y compris celle de l'eurocommunisme), dont l'inconsistance et l'incohérence théoriques sautent aux yeux.

Henri Weber affirme que la guerre impérialiste et «les terribles années trente» ont infligé un démenti à Bernstein. C'est juste mais incomplet. En fait, il esquive la question principale posée par Bernstein : y a-t-il oui ou non, à long terme, et sans se reporter exclusivement aux guerres impérialistes ou aux crises économiques catastrophiques, aggravation ou atténuation des contradictions internes de la société bourgeoise, aggravation ou atténuation des antagonismes de classe, amplification ou réduction des luttes de classe réelles?

Pour nous, la réponse ne fait pas de doute. Certes, il ne faut pas généraliser de manière abusive. Il serait faux d'oublier qu'il s'agit d'un mouvement cyclique et non d'un mouvement linéaire — c'est justement une de nos thèses principales. Il ne faut pas escamoter des différences nationales substantielles (l'accumulation successive de défaites et de reculs catastrophiques subis par le prolétariat allemand et qui se résument dans les noms Noske-Hitler-Ulbricht-Bad Godesberg, lui a causé un affaissement de conscience politique sans commune mesure avec celui du prolétariat d'un quelconque autre pays européen).

Mais, tout cela étant dit, il reste incontestable qu'entre la grève générale belge de 1902, de 1912, de 1936 et celle de 1960-61 ; qu'entre la grève des cheminots français de 1920 (point culminant des luttes d'après la Première Guerre mondiale), juin 1936, les luttes d'après la Libération, et Mai-68 ; les grèves italiennes de novembre 1920, celles

de la période 1945-1948 et celles de 1969 ; entre la grève générale britannique de 1926 et les grandes vagues grévistes en Grande-Bretagne des années 1970, il y a une ligne ascendante et non descendante, il y a non seulement augmentation considérable du nombre de combattants (en général un accroissement de l'ordre de 300 %), mais encore radicalisation des objectifs, comme la remise en question de la gestion capitaliste, des formes de lutte, voire (bien que ce soit moins général) des formes d'auto-organisation. Seule, parmi les grands pays d'Europe, l'Allemagne constitue l'exception (temporaire), pour les raisons indiquées.

D'un point de vue matérialiste, on ne peut expliquer cette tendance à long terme qu'en partant de l'aggravation et non de l'atténuation des contradictions de classe. Du coup, le terme « illusions réformistes » est réhabilité — puisqu'il s'agit d'une croyance *en contradiction avec la réalité*. Mais, du même coup, la formule perd sa valeur d'explication. Comment des « illusions réformistes » permettent-elles des luttes périodiques d'une telle ampleur, d'une telle incidence objectivement explosive, pré-révolutionnaire, voire révolutionnaire, sur la société bourgeoise ? Comment une pratique qui, périodiquement, est si manifestement anticapitaliste et extra-parlementaire, peut-elle se combiner avec une « mentalité réformiste » installée à long terme ?

On répondra que ces explosions, toutes réelles qu'elles soient, constituent l'exception et non la règle. Ce serait la pratique quotidienne et non la pratique exceptionnelle qui déterminerait le niveau de conscience. Cette objection n'est point valable. D'abord, elle ne permet pas d'expliquer comment une classe ouvrière apparemment nourrie de profondes « illusions gradualistes » puisse brusquement passer à des formes d'action qui sont en contradiction manifeste avec toute « mentalité réformiste ». Contentons-nous d'un exemple.

En 1918-1919, et encore en 1920 (après le putsch de von Kapp), les ouvriers allemands se sont armés *par dizaines de milliers*. Est-il concevable qu'une mentalité « réformiste et gradualiste », prétendument produite par des *décennies* de « pratiques réformistes », engendre un tel changement ultra-rapide, en l'espace de quelques mois, sous le seul effet d'une armée en décomposition et d'une attaque armée de l'adversaire ? Pourquoi n'a-t-on rien vu de pareil en France et en Italie après 1945, notamment lorsque les CRS sont intervenus pour briser les grèves alors que l'expérience de la Résistance aurait dû plutôt encourager de telles pratiques ?

Ensuite elle sous-estime gravement les transformations profondes que des grandes explosions opèrent, et dans la conscience des masses,

et dans l'émergence de nouvelles couches d'avant-garde (de nouveaux «dirigeants naturels de la classe»), et même dans la configuration du mouvement ouvrier lui-même.

L'alternance des formes de la lutte de classe

Mais allons plus loin. De même que le concept de «directions traîtres», les concepts de «pratique réformiste» et d'«illusions réformistes (ou gradualistes)» doivent être fortement relativisés et différenciés. Tous ces concepts contiennent évidemment un noyau de vérité. Mais c'est leur emploi unilatéral généralisé et non différencié qui est abusif.

Commençons par l'idée d'«illusions réformistes». Dans son sens précis et littéral, ce terme signifie un état de conscience où le *passage au socialisme* est attendu d'une addition cumulative de réformes réalisées au sein du régime capitaliste. On commet une généralisation abusive en identifiant avec «illusions réformistes (ou gradualistes)» soit la priorité accordée à la lutte pour des revendications immédiatement réalisables, soit l'importance accordée aux processus électoraux et aux mesures législatives (illusions parlementaires), soit l'abandon du but socialiste pour le seul but de réformer la société existante.

Pour prendre un exemple concret : en 1945, en 1950 et en 1951, la classe ouvrière britannique a voté pour le parti travailliste «par illusion réformiste» au sens originel du terme. Elle espérait une transition au socialisme par voie d'accumulation de réformes réalisées par des gouvernements travaillistes, réformes qui, après 1945, furent d'ailleurs réelles et importantes. Nous sommes profondément convaincus qu'après six gouvernements travaillistes successifs, elle a largement perdu ces illusions. Si elle a encore voté en majorité pour le Labour Party en 1979, bien que dans une proportion beaucoup plus réduite qu'en 1951, ce n'est pas parce qu'elle espérait que Callaghan allait introduire le socialisme par voie de réformes (il n'y avait aucune base matérielle à une telle illusion). Lui supposer pareille incapacité de tirer des conclusions de vingt-huit années d'expériences, c'est sous-estimer son intelligence et son bon sens.

Aujourd'hui, elle vote Labour pour ne pas voter pour le parti des patrons, par manque de solution de rechange crédible, mais certainement pas mue par l'illusion d'atteindre le socialisme par la législation parlementaire réalisée par le Labour. (Cela ne veut évidemment pas dire qu'elle ne puisse pas de nouveau avoir l'illusion *d'avancer vers le socialisme* par la voie d'une victoire électorale travailliste, dans le con-

texte d'une situation politique et sociale et, surtout, d'une situation interne du Labour sensiblement différentes de celles de 1979. Mais même dans ce cas, les expériences acquises depuis 1945, et surtout depuis les gouvernements travaillistes des années soixante et soixantedix, ne resteront pas sans effets sur l'état de conscience du prolétariat britannique.)

Il est encore plus faux d'identifier des luttes centrées sur des revendications immédiates (et rapidement réalisables) avec des « illusions réformistes ». Une telle nature des luttes peut résulter d'un grand nombre de circonstances passagères ou durables : nécessité de surmonter les effets de défaites, rapports de forces économiques très défavorables, conditions politiques qui rendent pratiquement impossible une épreuve de force globale avec la bourgeoisie, possibilités de réaliser des gains importants qu'il serait bête de laisser échapper ; caractère absolu, brûlant et prioritaire, de certains objectifs immédiats, etc. Croire que tout cela exprime ou engendre nécessairement une « mentalité réformiste » ou des « illusions gradualistes » n'est point démontré. Il faut toute une analyse supplémentaire, et concrète, pour chaque cas spécifique, afin de justifier pareille conclusion.

Plus généralement, nous croyons que réduire le niveau de conscience du prolétariat organisé d'Europe d'avant 1914 à des « illusions réformistes » ou à une « mentalité réformiste » est absolument injustifié, et ne permet pas de rendre compte de ce qui s'est passé par la suite. Passons sur le cas le plus évident, celui de la Russie. Mais posons-nous une question : comment se fait-il que dans toute une série de pays d'Europe, la moitié sinon la majorité des travailleurs organisés sont passés sur des positions d'opposition à l'Union sacrée, à la guerre impérialiste et de sympathie avec des projets de luttes anticapitalistes d'ensemble, voire avec des projets révolutionnaires, *en l'espace de moins de trois ans*, et ce *avant* la victoire de la révolution d'Octobre ? Expliquer cela par la misère engendrée par la guerre est manifestement insuffisant. Cette misère était générale.

Or le phénomène s'est produit dans certains pays et non dans d'autres. La misère fut-elle moindre en Belgique, où l'immense majorité des travailleurs reste social-démocrate, qu'en Italie, où la grande majorité des membres du PS sont passés sur des positions centristes ou révolutionnaires ? Pourquoi les centristes allemands sont-ils restés en minorité lors de la scission de 1917, alors que les centristes autrichiens ont gagné la majorité du PS la même année ? Par différence de misère ? Pourquoi un processus analogue s'est-il produit dans certains pays neutres, comme l'Espagne (la Semaine sanglante de 1917 !) ou la Nor-

vège (passage en bloc du PS à la III^e Internationale), où il n'y eut ni misère ni crise d'effondrement de l'État, mais plutôt prospérité relative provoquée par un «boom» de fournitures aux belligérants?

En réalité, la période d'avant 1914 se caractérise avant tout, dans la classe ouvrière européenne, par une élévation presque continue du taux d'organisation, du degré de confiance en elle-même, de foi dans l'avènement du socialisme dans des délais relativement brefs et, avec des différences plus prononcées de pays à pays, du niveau de la conscience de classe. Contrairement à un mythe largement répandu, mais qui n'en reste pas moins un mythe, la guerre de 1914 a été précédée par une phase de stagnation, voire de recul, des salaires réels, provoquée par la vie chère non compensée complètement par les revenus nominaux¹. Déjà avant 1914, les prévisions de Bernstein se révélèrent fausses. Il y eut aggravation et non atténuation des contradictions de classes. Du même coup, les conflits de classes et les grèves devinrent plus dures. Il n'y eut point généralisation de pratiques de collaboration de classes².

Voilà pourquoi la capitulation de la social-démocratie de 1914, ressentie comme une énorme trahison par les uns (une minorité relativement réduite), subie passivement dans l'hébètement de la vague chauvine par les autres, n'apparut dans de nombreux pays que comme une brève interruption dans un processus de croissance organique, apparemment irrésistible, du mouvement ouvrier européen. Voilà pourquoi la radicalisation commencée dès avant 1914 put se poursuivre si rapidement. Voilà pourquoi *partout* — même dans les pays à prédominance réformiste totale dans le mouvement ouvrier — 1918, 1919, 1920 voient des sommets de niveau d'organisation et d'action intrépides du prolétariat européen.

Répetons-le : tout cela devient parfaitement incompréhensible si l'on part de l'hypothèse d'une «mentalité réformiste et gradualiste engendrée par des décennies de pratiques réformistes». La guerre a accéléré ce processus. La victoire de la révolution l'a accéléré davantage. Mais ni la guerre ni la Révolution russe n'ont pu *engendrer* ce processus. La mentalité dominante dans la classe ouvrière, celle de *dizaines de millions* de prolétaires, s'élabore lentement au cours des décennies précédentes, et ne peut être principalement le produit de quelques événements bouleversant tout, même s'il s'agit d'événements aussi importants qu'une guerre et qu'une révolution prolétarienne victorieuse.

Le rejet du concept indifférencié d'«illusions réformistes et gradualistes», qui auraient dominé au sein de la classe ouvrière européenne

d'avant 1914, renvoie directement à un examen critique de la notion de « pratique réformiste ». Là encore, il faut nuancer et corriger toute une série d'affirmations à l'emporte-pièce.

Commençons par l'aspect le plus « paradoxal ». Avant 1914, la majorité du prolétariat européen ne jouissait pas du suffrage universel simple et égal. Au contraire, la lutte pour ce suffrage universel prenait la forme de campagnes et d'actions de masse, souvent tumultueuses, débouchant pour au moins quatre pays (la Belgique, l'Autriche, la Suède et la Finlande) sur des *grèves générales politiques* (en Finlande, avec une ébauche d'organisation soviétique à l'échelle nationale, dépassant de loin ce qu'on a connu fin 1905 en Russie). Loin d'être un élément d'« intégration pacifique et harmonieuse » de la classe ouvrière dans la société bourgeoise, ces luttes pour le suffrage universel étaient un des facteurs principaux de politisation anticapitaliste de la classe ouvrière. C'est à ce point vrai que Rosa Luxemburg, voulant engager le mouvement ouvrier allemand sur la voie des grèves de masse, choisit délibérément la lutte pour l'élection au suffrage universel de la Diète de la Prusse (élue selon un système infâme de « quatre classes d'électeurs ») comme point de mire de sa campagne.

Mais le problème est beaucoup plus général. De par sa nature, la classe ouvrière ne peut être en état de « lutte permanente », de « grève permanente » ou de tension permanente de toute sa force vers des formes radicales de lutte. Elle a besoin d'un salaire pour survivre. Ce salaire, elle ne peut l'obtenir qu'en travaillant pour le patron. En obtenant ce salaire, elle « reproduit » et « consolide » son propre ennemi, le Capital, au moins de deux manières : en produisant la plus-value (elle ne reçoit de salaire qu'à cette condition) ; en réalisant une partie de cette plus-value (en achetant des marchandises *capitalistes* sur le marché).

Dans la lutte de classe quotidienne, la classe ouvrière peut essayer d'améliorer ses conditions de vie et de travail. Elle peut essayer d'augmenter le salaire, de réduire la durée hebdomadaire ou quotidienne du travail. Mais les gains qu'elle obtient en la matière, même lorsqu'ils sont réels, même lorsque le pouvoir d'achat s'élève, même lorsque de nouveaux besoins sont satisfaits par le « minimum vital socialement reconnu », même lorsqu'on passe de la semaine de 60 ou 56 heures à celle de 40 heures, ne modifient pas fondamentalement les chaînes qui lient les prolétaires au Capital. Le plus souvent le patronat réussit à compenser par l'accroissement de la plus-value relative les avantages que les travailleurs lui ont arrachés quant à leur pouvoir d'achat et quant à la durée du travail.

De nouveau, ce serait gravement sous-estimer l'intelligence et le bon sens des travailleurs conscients que de supposer qu'ils ne se rendent pas compte de cet état de fait : ce qu'ils gagnent dans la sphère de la circulation, ils ne peuvent point le gagner et le consolider dans la sphère de la production. Il suffit de lire les comptes rendus des premiers congrès syndicaux de par le monde pour être frappé de la permanence des plaintes qui reviennent à intervalles réguliers concernant l'accélération des cadences, l'augmentation des tâches (c'est-à-dire de l'intensité de l'effort à fournir) pendant une même journée de travail, les charges de plus en plus insupportables du travail à la pièce — plaintes qu'on retrouve de nouveau à l'avant-plan de l'agitation ouvrière dans la période ouverte par 1968, et qui accompagnent depuis trois quarts de siècle, sinon un siècle, toute l'ascension du mouvement ouvrier.

En d'autres termes : la tension entre le comportement de l'ouvrier salarié *en tant que consommateur* (sa tendance naturelle à vouloir obtenir un salaire plus élevé) et son comportement *en tant que producteur* (sa tendance naturelle à vouloir réduire la production de la plus-value) résulte de la condition prolétarienne elle-même, de la manière précise et contradictoire dont le salarié est inséré dans le mode de production capitaliste. Elle est structurelle, permanente, indépendante du niveau (bas, moyen ou élevé) des salaires. Elle ne recouvre donc en rien une alternance entre « mentalité réformiste » et « tendances révolutionnaires » ni objectivement, ni subjectivement. Il faut chaque fois une « analyse concrète d'une situation concrète » pour déterminer si revendications salariales ou (et) revendications portant sur l'organisation capitaliste du travail (ou l'économie et la société bourgeoise dans son ensemble) ont des effets objectifs « déstabilisateurs » ou « intégrables » dans le système, si subjectivement elles stimulent ou atténuent la conscience anticapitaliste du prolétariat. Tout cela dépend du contexte général déterminé par un grand nombre de facteurs.

Nous en tirons une conclusion fort importante : rien, dans la lutte pour les revendications immédiates, qu'elles soient politiques (démocratiques) ou économiques, n'engendre un quelconque automatisme mécaniste, une « mentalité réformiste » ou une « intégration croissante du prolétariat dans la société bourgeoise »³. Même si les salaires dans les pays coloniaux sont infiniment plus bas que dans les pays impérialistes — quelquefois dix fois plus bas ou pire encore — cela ne contredit point le fait incontestable, déjà souligné par Marx, *que le taux d'exploitation* (le taux de la plus-value) *est généralement plus élevé dans les pays impérialistes que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, et qu'il va crois-*

sant. C'est ce fait capital qui fonde de manière matérialiste la possibilité d'un comportement anticapitaliste, à long terme, de la classe ouvrière, indépendamment de la hausse des salaires réels qui peut se prolonger pendant quelques décennies. Invoquer ici comme facteur principal, agissant en sens contraire, la notion des «miettes des surprofits coloniaux», c'est s'engager dans une impasse à partir du moment où on examine la tendance des salaires et le comportement ouvrier dans toute une série de pays semi-coloniaux semi-industrialisés. Le prolétariat argentin, le prolétariat mexicain, le prolétariat sud-coréen, le prolétariat de Taiwan ou celui de Singapour, serait-il, lui aussi, «corrompu par des miettes de surprofits coloniaux»? Et pourtant il a connu, lui aussi, des phases d'augmentation de salaires réels s'étendant quelquefois sur plus d'une décennie ininterrompue.

Nous ne voulons pas nier toute valeur aux notions d'«aristocratie ouvrière» ni à celle des «miettes des surprofits coloniaux». Elles peuvent être valablement intégrées dans une théorie plus générale de la stratification du prolétariat, du rôle que la fragmentation internationale, nationale, sectorielle du marché de la force de travail joue dans la différenciation des salaires et des niveaux de conscience. Mais elles ne peuvent expliquer par elles-mêmes les grandes tendances à long terme du prix de la force de travail qui, entre deux extrêmes fixés par des lois objectives, dépendent des «rapports de forces entre les combattants», comme Marx l'a si admirablement exprimé.

Lorsque les salaires réels augmentent à long terme, on ne doit guère conclure à un effet automatiquement corrupteur ou «intégrationniste» de ces conquêtes partielles. Elles *peuvent* avoir cet effet (elles l'ont eu par exemple en Grande-Bretagne dans la période postérieure au chartisme), mais cela dépend alors d'un contexte plus vaste. Dans un autre contexte, du fait qu'il augmente le degré de confiance en elle-même de la classe ouvrière et sa combativité (l'appétit vient en mangeant!), pareil succès peut même engendrer au contraire une élévation de la conscience de classe, y compris au sens politique, anticapitaliste, du terme.

En outre, pour paraphraser le poète, «rien n'est jamais acquis au prolétariat», ni ses conquêtes, ni sa force, ni le climat d'apaisement et de conciliation de la part de l'ennemi de classe, que les réformistes cherchent si ardemment à susciter. Même dans les périodes «fastes» d'augmentation des salaires réels (1880-1900, puis 1950-1970 en Europe occidentale; pour d'autres zones géographiques, il faut une autre périodisation), il y a eu les crises périodiques de surproduction, les brusques flambées de chômage, la paupérisation de couches margi-

nalisées par la croissance économique inégale, l'écart entre ce qu'obtiennent les travailleurs organisés et ce qui est irréalisable pour les inorganisés. Il y a eu la surexploitation des femmes, des jeunes, des immigrés. Il y a eu des poches de misère rurale et urbaine, les « couches de Lazare » du sous-prolétariat ayant d'ailleurs des dimensions bien plus fortes avant 1914 qu'aujourd'hui, par suite de l'absence de la Sécurité sociale. Il y a la peur permanente de l'ouvrier, même beaucoup mieux payé, de retomber brusquement dans ces couches-là, par suite du chômage, d'accident du travail, d'invalidité, de maladie. Il y a la détresse des vieux aux retraites de misère. Il suffit d'examiner l'ampleur d'institutions comme les monts de piété ou les œuvres de charité privées à la veille de 1914 pour s'apercevoir que cette peur n'était nullement irrationnelle.

L'action conjointe de ces deux facteurs — l'impossibilité pour la bourgeoisie de transformer le prolétaire en un « citoyen intégré » au sein du processus de production et l'instabilité, l'insécurité fondamentales de la condition prolétarienne — font qu'il n'y a aucun lien automatique entre élévation du niveau de vie de la classe ouvrière et « pratiques », voire « mentalités », réformistes. Tout dépend du contexte historique. Pour donner un seul point de référence historique récent : les salaires réels ouest-allemands, français et italiens ont augmenté plus ou moins dans la même proportion pendant la période 1953-1968 (si nous ne nous abusons, l'augmentation a été légèrement moins forte en pourcentage en RFA qu'en Italie). En France et en Italie, cela débouche sur les explosions grandioses de 1968-1969. En Allemagne, il n'y a rien de comparable.

Est-ce à dire que la pratique de la lutte essentiellement axée sur les revendications immédiates d'avant 1914, n'étant pas « naturellement et par nature » réformiste, encourageait l'avènement de crises prérévolutionnaires et révolutionnaires ? Il serait évidemment absurde de l'affirmer. Il y eut, certes, en dehors même de la révolution russe de 1905 et de ses retombées en Finlande, des moments de crise politique grave dépassant nettement le « seuil de tolérance » d'un régime capitaliste fonctionnant normalement. Mais, d'abord, ces moments sont extrêmement rares. Ils sont limités à quelques pays impérialistes parmi les plus faibles (Autriche, Italie, Espagne). Et, surtout, la bourgeoisie est infiniment mieux armée qu'après 1914, pour ne pas dire qu'après 1944, pour y faire face, pour rapidement « normaliser » la situation.

C'est ici que doivent intervenir deux éléments supplémentaires dans l'analyse : la définition du changement d'époque provoquée par 1914 ;

les conditions qui rendent possible l'alternance entre les luttes quotidiennes de la classe ouvrière et des explosions d'une ampleur telle qu'elles menacent au moins objectivement la survie du régime capitaliste lui-même.

Le camarade Weber affirme que l'idée de «capitalisme agonisant» (nous préférons cette formule à celle, plus objective, d'époque de déclin du capitalisme) est purement descriptive et qu'elle se limite donc essentiellement à la période 1914-1940 ou 1945 (*Critique communiste*, n° 26, p. 110). Pour pouvoir étayer cette interprétation très restrictive, il doit ramener tout le problème à une définition purement economiciste, qui est exactement le pendant d'une thèse absurde défendue par l'OCI pendant tant d'années. Puisqu'il y a eu expansion économique très forte entre 1948 et 1968 (disons plutôt début des années 1970), il n'y a pas de phase de déclin du capitalisme qui tienne. Puisqu'il y a manifestement déclin du capitalisme, il ne peut y avoir eu de croissance des forces productives, disaient les camarades de l'OCI (les uns identifient même croissance économique et croissance des forces productives, ce qui revient à nier l'évidence ; les autres affirment qu'il peut y avoir déclin des forces productives et en même temps croissance économique rapide, ce qui revient à une révision idéaliste non moins absurde de la notion marxiste de force productive).

Or, nous avons déjà longuement analysé ce phénomène dans *le Troisième Âge du capitalisme*. Nous nous étonnons que le camarade Weber, tout en se référant à plusieurs reprises à cet ouvrage, ne semble guère saisir cet aspect de l'argumentation. Un mode de production entre en déclin non quand les forces productives cessent de se développer au sens absolu du terme, mais lorsque la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports de production existants devient explosive, lorsqu'on a déjà atteint et dépassé le maximum de développement des forces productives *que les rapports de production existants peuvent contenir* (c'est la formule classique que Marx utilise dans sa préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, où il s'efforce de résumer de manière synthétique les lois générales du matérialisme historique).

De ce point de vue, les faits depuis 1914 sont éloquentes. La succession des crises militaires, politiques, sociales, économiques, culturelles, est pratiquement ininterrompue. La «crise de la civilisation bourgeoise» est permanente et irréversible. Les potentialités destructives, le gaspillage, la «pourriture», pour citer Lénine, qui accompagnent la croissance économique, prennent une ampleur terrifiante, entièrement nouvelle. La crise des rapports de production capitalistes se

manifeste de plus en plus nettement. Elle s'étend à tous les domaines de la vie sociale. Elle se prolonge par une crise généralisée de tous les rapports sociaux bourgeois.

Loin d'infirmer ce diagnostic, la période de croissance économique accélérée qui s'étend en Europe capitaliste et au Japon de 1948 à la fin des années soixante, au début des années soixante-dix, le confirme de manière éclatante. Faut-il rappeler au camarade Weber sa propre histoire et celle de la JCR ? Mai-68, le grand combat mené par le prolétariat français, un des plus objectivement révolutionnaires en Europe occidentale depuis 1923, a éclaté en pleine période d'expansion économique, alors qu'il n'y avait pas de chômage important, alors que les travailleurs avaient derrière eux une phase d'augmentation exceptionnellement élevée et prolongée de leur niveau de vie (que Mai-68 a d'ailleurs prolongée de quelques années encore). La même remarque s'applique au « Mai rampant italien » de 1969. C'est bien la preuve que ni l'expansion économique ni l'augmentation du niveau de vie ne pouvaient arrêter pour longtemps l'explosivité des contradictions sociales et économiques sous-jacentes à la période de déclin du mode de production capitaliste. Elles l'ont même en quelque sorte nourrie, notamment en élargissant de manière révolutionnaire les besoins et les aspirations de la classe ouvrière, en fonction même de la croissance des forces productives, des besoins et aspirations que le régime était dans l'incapacité manifeste de satisfaire⁴ (la réciproque, c'est évidemment le fait que le retournement de l'« onde longue », la fin de l'expansion accélérée, aggrave aujourd'hui encore plus nettement la crise sociale structurelle du capitalisme en déclin).

Le camarade Weber note, il est vrai, les différences entre la phase d'expansion 1945-1975 et celle de 1880-1914 (ne discutons pas le choix chronologique ; c'est sans importance dans ce contexte-ci) : extension des États ouvriers bourgeois bureaucratés, révolution coloniale, etc. (*Critique communiste*, n° 27, p. 112-113). Mais c'est pour isoler encore davantage les phénomènes économiques (« les conditions favorables créées dans l'un et l'autre cas à l'essor d'une pratique de lutte réformiste de la classe ouvrière »). Une fois de plus, il oublie sa propre histoire politique et celle de son organisation. Peut-on expliquer et comprendre Mai-68 sans faire intervenir la guerre d'Algérie, la guerre d'Indochine et le rôle qu'elles ont joué dans l'apparition de la JCR et du mouvement étudiant ? Peut-on le comprendre sans tenir compte de la naissance d'une nouvelle avant-garde de masse, « enfants de la révolution cubaine et vietnamienne », produits de la crise du réformisme et du stalinisme ? *Pourquoi, pour la première fois depuis 1914-1917, toute une*

génération d'ailleurs pas seulement étudiante (qu'on se rappelle les explosions de Caen et du Mans précédant l'explosion parisienne) n'a-t-elle pas été attirée par les appareils réformistes traditionnels, mais a-t-elle agi indépendamment d'eux? Mai-68 aurait-il été possible sans ce phénomène-là?

En comprenant *ce qui a changé depuis 1914*, à savoir un degré qualitativement plus élevé de l'explosivité des contradictions qui déchirent le monde capitaliste, et un degré qualitativement plus élevé d'instabilité du régime bourgeois — y compris de l'État bourgeois — nous comprenons du même coup pourquoi un type de luttes de classe qui étaient quasiment impossibles avant 1914, sauf quelques cas exceptionnels, pouvaient se reproduire beaucoup plus rapidement après 1914. Certes, là encore, il faut nuancer et distinguer pays par pays. Mais quiconque se penche sur l'histoire politique et sociale depuis 1914 admettra que se sont multipliées des luttes de masse d'une ampleur telle qu'elles pouvaient ébranler profondément, sinon mettre en danger à court terme, l'existence même de la société bourgeoise, ce qui n'était pas possible avant 1914. Si l'on compare la stabilité de la société et de l'État, c'est-à-dire de la domination de classe du Capital, en Grande-Bretagne, en France, en Italie, aujourd'hui, avec ce qu'elle fut avant 1914, on se rendra compte, de la manière la plus synthétique, qu'il n'y a aucune commune mesure.

Il est vrai qu'avant 1914, sentant la stabilité et la force de l'adversaire, la classe ouvrière évitait, elle aussi, d'instinct, des épreuves de force qu'elle risquait de perdre. Mais cela n'empêchait ni des grèves générales, ni des grèves de masse, ni des grèves économiques se durcissant progressivement, ni des actions de masse extra-parlementaires à objectifs politiques. Cela n'empêchait ni une croissance de la conscience de classe, ni une mentalité profondément anticapitaliste. Tout cela peut difficilement être résumé dans la formule «pratique réformiste».

Certes, dans quelques cas précis, mais qui sont l'exception et non la règle, il y eut prédominance d'illusions gradualistes, chez certains syndicats de métier privilégiés en Grande-Bretagne, en dehors de l'Europe, dans le mouvement syndical «gempertiste» aux États-Unis, dans une partie du mouvement syndical en Australie.

Certes aussi, au fait de s'en tenir, en gros, à des luttes pour des objectifs immédiats, à vouloir éviter des épreuves de force, sauf à des moments exceptionnels, il y eut coïncidence entre l'attitude de la masse ouvrière et la «vieille tactique éprouvée» des leaders social-démocrates. Voilà le «noyau rationnel» de la thèse du camarade Weber. Mais cette coïncidence recouvrait plusieurs ambiguïtés.

D'abord, chez la majorité des dirigeants social-démocrates et syndicalistes, la volonté d'éviter un combat frontal avec l'ennemi de classe exprimait déjà de manière croissante une peur conservatrice d'un tel combat, peur qui n'avait plus rien à voir avec une appréciation *conjoncturelle* des rapports de forces, mais qui était fonction d'une intégration réelle dans l'ordre bourgeois. 1914 et, plus encore, 1918 allaient clarifier les choses à ce propos.

Par contre, dans la tête de la majorité des travailleurs organisés, du moins dans une série de pays, il n'y avait point pareille motivation. Dès que le pouvoir se déstabilisait, la tendance prédominante de la lutte de classes fut celle d'une radicalisation rapide des objectifs et des formes de lutte, même au prix d'un affrontement frontal avec la bourgeoisie et son État.

Ensuite, la pratique des manœuvres de louvoiement, de la tactique du compromis élevée au niveau de principe stratégique, débouchait progressivement au sein de l'appareil social-démocrate sur une attitude positive à l'égard de l'ordre bourgeois. Celle-ci avait à son tour une base réelle. La bourgeoisie — du moins son aile la plus intelligente — avait cessé de considérer ces chefs routiniers et embourgeoisés comme gibiers de potence. Des offres de coalition gouvernementale s'étaient déjà succédé à plusieurs moments, dans plusieurs pays.

La situation de la classe ouvrière restait fondamentalement différente. Nulle part, le patronat n'était ébranlé, affaibli ou démobilisé au point de chercher son salut dans des offres de collaboration de classes plus ou moins permanente aux délégués syndicaux dans les entreprises. La lutte de classe y gardait un sens beaucoup plus dur, beaucoup plus immédiat. La répression antisyndicale fut la règle et non l'exception. Il n'y avait donc pas de base objective, pas de « donnée immédiate de l'expérience » qui rendait crédible l'idée de la collaboration patronat/syndicat. Le grand tournant à ce propos intervient plus tard, en 1918.

De tout cela, il se dégage que, loin d'évoluer de manière parallèle ou de se rapprocher l'une de l'autre, la mentalité d'une partie importante du prolétariat organisé et celle de la bureaucratie réformatrice évoluèrent *en sens inverse* déjà avant la guerre de 1914. Une conjoncture particulière provoquée par la guerre et par la trahison des chefs réformistes en août 1914 *voilèrent* pendant une certaine période cette discordance croissante. A partir de 1916-1917, elle éclate au grand jour, et sur une échelle colossale. Aucune autre interprétation de la lutte et de la conscience de classe d'avant 1914 ne permet d'expliquer l'énorme recomposition du mouvement ouvrier européen à partir de 1916-1917

et jusqu'en 1923 (dans certains pays jusqu'en 1936-1937), et qui fait changer d'allégeance de parti à, littéralement, des millions de travailleurs. Pour expliquer les différences nationales sensibles dans l'ampleur de cette recomposition, pour en fixer les limites, pour expliquer aussi l'immaturité des jeunes partis communistes, même lorsqu'ils sont des partis de masse comme le PC allemand à partir de 1921, il faut faire intervenir des facteurs supplémentaires se rapportant à l'histoire des luttes de classes d'avant 1914.

D'abord, si une longue période de luttes de classes centrée sur des revendications immédiates n'engendre pas nécessairement des « illusions gradualistes » et une « mentalité réformiste », elle engendre inévitablement un autre phénomène : l'absence de cadres expérimentés et aguerris dans d'autres formes de luttes. Selon la fréquence et l'ampleur de luttes plus radicales, avant 1914, dans chaque pays, l'avant-garde ayant un minimum de préparation pour les luttes de nature nouvelle qui deviennent plus fréquentes après 1916-1917 sera relativement large, réduite ou pratiquement absente. Cela eut des incidences facilement mesurables sur les rythmes et l'aboutissement de la recomposition du mouvement ouvrier dans chaque pays pendant et au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Ensuite, le changement de période impliquait un changement nécessaire de tactique et de stratégie. Or, tactiques et stratégie ne s'acquièrent pas seulement par l'expérience. Elles réclament aussi des clarifications politiques, théoriques, programmatiques. A cet égard, il y eut un retard prononcé, au sein de la gauche socialiste d'avant 1914, bien que l'effort de clarification fût réel (différent évidemment de pays à pays). La possibilité, la capacité, la volonté de transmettre cette clarification à des couches ouvrières plus larges diffèrent encore plus de pays à pays, débouchant sur des rapports de forces non moins différents entre marxistes internationalistes conséquents, centristes de gauche, centristes de droite et ultra-gauches pendant toute la période de 1916-1921. Cela, à son tour, pesa lourdement sur les rythmes et le contenu réel de la recomposition du mouvement ouvrier.

La périodisation des luttes de classes

Nous ne contestons donc pas que 1914-1918 constitue une césure. Mais nous en voyons avant tout la cause dans le changement radical des rapports de forces entre les classes, dans l'affaiblissement qualitatif de l'ordre bourgeois. Cela rendait possibles, inévitables, et surtout

plus fréquentes, des luttes d'une nature différente de celles qui prédominèrent avant 1914. Mais il n'y eut ni césure dans la mentalité prédominante du prolétariat organisé, du moins dans une série de pays, ni surtout changement de la tendance généralement ascendante du mouvement ouvrier, de la combativité ouvrière et de la conscience de classe. La seule constatation véritable, c'est que le rythme du processus s'accéléra, non qu'il changea de direction.

Dès lors, c'est une autre césure qu'il faut rechercher pour expliquer le retournement de la tendance ascendante des luttes ouvrières et de la conscience de classe. Cette autre césure se place précisément au cours de la période que le camarade Weber caractérise comme si propice à l'éclosion d'une mentalité révolutionnaire, voire d'une « rupture avec la mentalité réformiste » : les années trente.

Certes, là encore il faut différencier de pays à pays. En Italie, en Hongrie, en Pologne, la césure se situe déjà au cours des années vingt. En Grande-Bretagne, on peut discuter de ce qui est arrivé entre la défaite de la grève générale de 1926 et le choc traumatique de 1931 (rupture du premier ministre travailliste Mac Donald avec son parti). En Allemagne et en Autriche, si les défaites décisives se situent en 1933 et 1934-1938, des défaites moindres, mais non sans portée sur la suite des événements, se situent en 1923 et en 1927. Mais nous croyons qu'aucune de ces défaites ne rendit impossibles des victoires décisives au cours des années trente. C'est encore plus net en France et en Espagne, où il y eut des reculs temporaires de la combativité ouvrière au cours des années vingt, mais qui n'empêchèrent nullement les montées spectaculaires de 1931-1934-1936 en Espagne, de 1934-1937 en France.

La nature de cette deuxième césure dans l'histoire du mouvement ouvrier européen est évidente : *des défaites d'ampleur historique cassent pour une longue période le caractère ascendant de la combativité et de la conscience de classe du prolétariat*. L'ampleur de la défaite est différente de pays à pays (il n'y a pas de commune mesure entre Hitler et Pétain). La durée du recul ne l'est pas moins. Mais il est certain qu'à partir de 1923, de 1933, et surtout de 1937, l'effet cumulatif de toutes ces défaites (à la série desquelles il faut évidemment intégrer la défaite en quelque sorte la plus grave historiquement : l'expropriation politique du prolétariat soviétique par la bureaucratie stalinienne) devient déterminant. Nous nous trouvons maintenant devant une classe ouvrière européenne dont la confiance en elle-même, dont la combativité globale, dont la foi dans l'avenir socialiste de l'humanité, dont la cons-

cience de classe, sont profondément ébranlées et abaissées pour une longue période.

Il est vrai qu'il y eut une remontée importante de la combativité ouvrière pendant et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. De nouveau les différences nationales sont frappantes. Il n'y a aucune comparaison entre cette remontée en Yougoslavie et en Grèce (où elle prit une forme révolutionnaire) et, dans une mesure plus réduite, en Italie et en France d'une part, et celle d'une série de pays où elle fut soit presque nulle, soit limitée à des combats de couches très minoritaires, d'autre part. Mais là n'est pas le fond de la question.

La vague d'après-guerre débuta d'un niveau de conscience moyen de la classe ouvrière qualitativement plus bas que celui de 1918. Là, et nulle part ailleurs — certainement pas dans la force accrue de la bourgeoisie, dans l'habileté accrue de l'impérialisme, ou dans les manœuvres plus efficaces des appareils eux-mêmes — réside la raison principale de la facilité avec laquelle réformistes et staliniens ont pu canaliser la vague 1944-1948, avec une efficacité qualitativement plus grande qu'en 1918 (à cette cause principale on peut évidemment ajouter des causes secondaires, comme la faiblesse extrême des noyaux révolutionnaires organisés en 1944. Même la présence de courants syndicaux centristes comme le courant Renard en Belgique permit de révéler une résistance ouvrière plus forte en 1944-1946 à la politique traître des appareils que dans la plupart des pays.)

La vague 1944-1948 déboucha donc à son tour sur une défaite de la classe ouvrière européenne. C'est cette défaite qui créa les préconditions sociales et politiques du «boom» économique (on oublie un peu vite les conditions d'instabilité et de chaos économique de l'immédiat après-guerre), dont l'une des sources «purement» économiques est par ailleurs à rechercher dans l'augmentation considérable et à long terme du taux de la plus-value, donc du taux de profit, donc du rythme d'accumulation du capital, rendues possibles par les défaites ouvrières (fascisme, guerre, guerre froide).

Mais les défaites de 1947-1948 (1950 en Grande-Bretagne) sont des défaites plus réduites, plus relatives que celles des années vingt et trente. Le reflux n'entame nullement l'existence des organisations ouvrières de masse (sauf en Grèce). Si ses effets sur la conscience moyenne des masses furent réels et négatifs, il faut cependant nuancer : ils le furent moins en Italie qu'en France, beaucoup moins en Grande-Bretagne qu'en Allemagne occidentale. Et surtout : ils se sont imbriqués avec les effets en sens contraire de deux processus historiquement plus amples : d'une part les victoires éclatantes de la révolu-

tion mondiale en dehors de l'Europe, avant tout celle de la révolution chinoise en 1949 et ses suites; d'autre part, le renforcement de la classe ouvrière, du point de vue numérique, culturel, et même en ce qui concerne sa qualification moyenne (ce dernier point est plus controversé), qui fut le résultat inévitable de la croissance économique accélérée d'après-guerre.

Les effets de ces deux processus historiques se firent d'abord sentir par une lente transformation des rapports de forces entre les classes. Ils se firent ensuite sentir dans le domaine de la conscience de classe. Après la phase de changements «moléculaires» qui s'étend sur les années soixante, il y eut le coup de tonnerre de Mai-68 qui ouvrit une nouvelle période d'essor de la combativité, de la radicalisation des luttes et de la conscience de classe du prolétariat, comparable, toutes proportions gardées, à celle qui a précédé et suivi la Première Guerre mondiale (comparable ne veut évidemment pas dire identique, loin s'en faut! L'absence d'un pôle d'attraction et d'inspiration comparable à la victoire de la révolution d'Octobre se fait cruellement sentir.).

Notre périodisation de l'histoire des luttes de classe et du mouvement ouvrier en Europe est donc sensiblement différente de celle du camarade Weber. Nous croyons qu'elle correspond mieux à la réalité, c'est-à-dire qu'elle épouse plus étroitement le mouvement réel de la lutte de classes qui peut même être quantifié. La différence se résume à ceci : pour le camarade Weber, il y a corrélation intime et déterminante (ne l'accusons pas d'une corrélation complète et absolue) entre les cycles longs du comportement et de la mentalité du prolétariat d'une part, et les «ondes longues» économiques soit expansives, soit dépressives. Pour nous, au contraire, *les cycles des luttes de classes* (dans chaque pays, dans chaque partie de l'Europe, et dans l'Europe dans son ensemble) *sont relativement autonomes* de la conjoncture économique. Ils sont déterminés par la dialectique interne de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier et par le grand contexte historique dans son ensemble. L'effet cumulatif des défaites ou des victoires passées, la tendance descendante ou ascendante de la force de frappe des travailleurs organisés, qui ne dépendent pas directement des conditions économiques, et qui sont plus importantes que celles-ci pour indiquer la tendance générale, l'ampleur et la radicalité relative des luttes, y interviennent de manière déterminante.

Nous ne défendons évidemment pas la thèse — qui serait inacceptable pour un marxiste — qu'il n'y aucun rapport entre les grands changements de la conjoncture capitaliste (à moyen terme et à long terme) et les possibilités et débouchés des luttes ouvrières. Nous disons que les

cycles longs de la lutte de classes sont *relativement* indépendants des mouvements économiques à long terme, et qu'il n'y aucune preuve ni aucune logique dans les corrélations du type : essor économique égale (ou favorise) luttes réformistes ; stagnation relative et crises économiques égalent (ou favorisent) luttes révolutionnaires.

L'incidence de la conjoncture sur les luttes révolutionnaires et leurs débouchés possibles est réelle. Elle doit cependant être médiatisée par les facteurs suivants : comment la classe ouvrière est-elle capable de réagir sur tel ou tel retournement de la conjoncture (rapide, et même à long terme), ce qui dépend de la force qu'elle a accumulée dans la phase précédente ? Comment voit-elle les changements de ses propres conditions d'existence ? comme le produit fatal d'un régime irremplaçable, ou comme le produit de ses propres luttes ? A quel point est-elle préparée idéologiquement et politiquement pour faire face à des changements brusques (ou à plus long terme) de la conjoncture économique ? C'est l'interaction de ces facteurs (et d'un grand nombre d'autres encore) avec les effets objectifs de la conjoncture qui détermineront la trajectoire générale de la lutte de classes. Sinon, on ne peut pas comprendre pourquoi la présence de deux millions de chômeurs en Grande-Bretagne brisa net tout mouvement gréviste et affaiblit gravement la force syndicale pendant les années trente, alors qu'elle a littéralement l'effet contraire depuis 1974. Une fois de plus l'éternel problème de *la dialectique des facteurs objectifs et subjectifs* se trouve posé.

Il n'y a pas eu « d'emprise persistante des appareils réformistes » sur la classe ouvrière d'Europe occidentale

La conclusion qui se dégage de toute cette analyse, c'est qu'il n'y a pas dans l'histoire du xx^e siècle une « emprise persistante des appareils réformistes sur la classe ouvrière d'Europe occidentale ». Cette emprise, déjà douteuse à la veille de la Première Guerre mondiale dans des pays comme la Finlande, l'Italie, l'Espagne, la Pologne, fortement contestée par une minorité du prolétariat en Grande-Bretagne et en France (le courant syndicaliste), est ébranlée dans des couches clés de la classe ouvrière espagnole, allemande et italienne dès 1917, et dans plusieurs pays en 1919, 1920, 1921, y compris en France.

Elle se rétablit dans des proportions diverses entre 1923 et 1933. Mais le facteur déterminant de ce rétablissement est non le « boom » économique, mais les erreurs politiques désastreuses de la III^e Internationale, seule direction de rechange existante dès la dispa-

rition de l'Internationale deux et demie. Le meilleur exemple est celui de la Grande-Bretagne où c'est au cours des années 1923-1926 que la gauche syndicale dirigée par les communistes gagne des secteurs entiers du mouvement de masse, ce qui ne fut pas sans influence sur la possibilité même de voir éclater la grève générale de 1926. Tout cet acquis, toute cette potentialité énorme, est cassée par la politique du comité anglo-russe, de l'IC et du PC britannique.

L'emprise réformiste est de nouveau contestée de manière croissante à partir de la victoire des nazis en 1933 (événement bien plus déterminant à ce propos que la crise économique). Elle commence à être brisée en Espagne surtout à partir de 1934, ce qui se vérifie de manière éclatante dans la période 1936-1937. Elle est largement entamée sinon brisée en France à partir de juin 1936. Elle est ébranlée en Autriche et en Belgique, où des forces centristes réussissent cependant à ramener des courants de masse rebelles vers la social-démocratie.

La troisième vague de contestation, nous en sommes en train de la vivre à présent, c'est-à-dire dans la période ouverte par Mai-68. Comme les deux vagues précédentes, elle entraîne déjà plusieurs millions de travailleurs sur notre continent. Ce n'est évidemment pas le critère électoral qui est décisif, mais le degré de contrôle et de canalisation que les réformistes exercent sur les revendications, les luttes et la radicalisation ouvrières. Encore une fois, le phénomène est si réel qu'il est facilement quantifiable.

La véritable histoire des rapports appareils réformistes/masses est donc une histoire d'alternance entre des phases «d'emprise stable», «d'emprise contestée massivement», de «récupération partielle de l'emprise» et de «contestation massive renouvelée». Est-ce étonnant que cette alternance épouse étroitement le mouvement cyclique des luttes de classe que nous avons analysé précédemment?

L'objection selon laquelle le fait même de la récupération prouverait «l'emprise stable» est contraire à la logique. Cela équivaut à dire qu'un homme qui tombe malade à plusieurs reprises est en réalité en bonne santé permanente du seul fait que ces maladies n'aboutissent pas à sa mort. Si encore la maladie était un fait unique. Mais si elle revient régulièrement, c'est elle qu'il faut commencer par expliquer, avant de déterminer les causes des guérisons temporaires.

Une autre objection porte sur l'ambiguïté de la recomposition du mouvement ouvrier de plusieurs pays européens au cours des années trente. Personne ne niera que c'est au cours de Juin-36 que le PCF a conquis l'hégémonie sur les «gros bataillons» de la classe ouvrière française, hégémonie qu'il a conservée jusqu'aujourd'hui (même si

elle est maintenant davantage sapée et contestée qu'à aucun autre moment depuis quarante ans). Mais le PCF n'appliquait-il pas déjà une politique de collaboration de classe réformiste à cette époque? Comment dès lors voir dans le passage des travailleurs de la SFIO à la CGT de Jouhaux au PCF une rupture avec les appareils réformistes?

Le camarade Trotsky a déjà répondu à cette objection dans son dernier article (inachevé) de 1940, *la Classe, le Parti et la Direction*. Pour que les travailleurs puissent s'apercevoir de la dégénérescence de la direction d'un parti de masse, il faut des événements explosifs de très grande portée, liés à la lutte de classes immédiate. Les travailleurs français, comme les travailleurs espagnols, identifièrent le PC en 1936 avec la révolution d'Octobre et l'Internationale communiste, et non avec le réformisme. Le tournant décisif du 7^e Congrès du Comintern, les procès de Moscou, la nature du stalinisme, ce n'était compris que d'une petite avant-garde très politisée, non par la nouvelle avant-garde ouvrière qui montait dans les entreprises et qui dirigea Juin-36.

La véritable nature contre-révolutionnaire et réformiste du stalinisme et de l'appareil du PCF a commencé à être assimilée par une avant-garde ouvrière *plus large*, beaucoup plus large, sans doute seulement à partir de Mai-68 et de l'invasion de la République socialiste tchécoslovaque (même l'écrasement de la révolution hongroise et le XX^e Congrès du PCUS ont eu beaucoup moins d'échos dans les entreprises que parmi les intellectuels communistes). Il n'y avait donc pas de contradiction entre le fait que les travailleurs combattifs, exprimant leur méfiance instinctive à l'égard du Front populaire, du gradualisme et de l'électoratisme, déclenchèrent la grève générale avec occupation d'usines et débordèrent ainsi les appareils réformistes dans leur ensemble et que, simultanément, ils passèrent dans leur majorité sous l'allégeance politique du PCF au lieu de subir l'hégémonie politique de la SFIO.

Il y a d'ailleurs un parallèle intéressant à établir entre ce passage massif des travailleurs d'avant-garde français au PCF en 1935-1936 et l'adhésion à la social-démocratie de pas mal d'ouvriers d'avant-garde dans plusieurs pays d'Europe capitaliste au cours des années soixantedix. Ce dernier phénomène est, certes, lié à la prolétarianisation de nombreuses couches des «nouvelles classes moyennes». Mais il ne reflète pas seulement cette tendance objective. Il est aussi le produit d'une prise de conscience massive, antistalinienne et antibureaucratique, de la part de larges couches du prolétariat européen, notamment par suite de l'expérience de l'étouffement militaire du «printemps de Prague», largement assimilée par la classe ouvrière occidentale.

Les PC servant de repoussoir à ces couches-là, et les organisations révolutionnaires étant encore trop faibles pour servir de pôle d'organisation de rechange pour des masses plus larges, des couches de travailleurs avancés ont adhéré aux partis social-démocrates, par l'intermédiaire des syndicats notamment, en fonction non pas d'«illusions gradualistes croissantes» mais au contraire comme «moindre mal» par rapport au PC, dans des conditions de radicalisation croissante. Ils y ont adhéré malgré la nature réformiste de la social-démocratie, comme d'autres avaient adhéré au PCF en 1935-1936 malgré sa transformation en parti passé du côté de l'ordre bourgeois. Mitterrand l'avait bien compris. Ce fut la base de toute son opération politique. Un phénomène parallèle s'est produit au sein du PSOE en Espagne, et partiellement même au sein du PS portugais, fût-ce pendant une phase très courte. Ce jeu de balancement pourrait d'ailleurs reprendre dans l'autre sens, toujours dans la mesure où n'existe pas une alternative révolutionnaire organisationnellement crédible.

Le problème de la récupération (qui n'est jamais complète) d'hégémonie réformiste après les «ruptures» de 1916-1923, des années trente et de Mai-68, pose cependant des questions théoriques plus profondes, qui renvoient, une fois de plus, à la nature même de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier.

Rappelons d'abord *la contrainte* pour la classe ouvrière de vendre sa force de travail. Ceci implique que toute explosion pré-révolutionnaire ne peut avoir que deux débouchés : ou bien se transformer en situation révolutionnaire, c'est-à-dire en situation de dualité de pouvoir plus ou moins généralisée (qui débouchera à son tour soit sur la victoire de la révolution prolétarienne soit sur sa défaite), ou bien le retour à la «normale», c'est-à-dire la reprise du travail et la consolidation momentanée du pouvoir bourgeois.

Le «retour à la normale» n'implique pas nécessairement que l'explosion n'a rien changé, que l'on revient à ce qui était avant. Les rapports de forces peuvent se trouver modifiés sensiblement, et pour des années, et en ce qui concerne ceux entre le Capital et le Travail, et en ce qui concerne ceux entre les appareils d'avant-garde ouvrière. Néanmoins, c'est un retour à la normale dans le sens d'une situation où les questions de la lutte de classe quotidienne reprennent pour le moment le pas sur les «grands choix» de la lutte de classe à l'échelle historique.

Cela suffit déjà pour expliquer la raison essentielle de la «récupération réformiste». Car dans la lutte de classe quotidienne, le prolétariat a besoin *d'une organisation* (ou d'organisations) qui permet de transférer

le poids de millions d'inorganisés sur les conflits qui opposent quelques milliers, quelques centaines, ou quelquefois un seul travailleur au patronat (et à l'État). Dans l'absence d'un parti révolutionnaire de masse, les travailleurs se trouvent donc obligés de se référer, du moins pour ces conflits quotidiens, aux appareils existants, même s'ils se rendent compte de l'insuffisance et des accommodements avec l'ennemi dont les bureaucraties ouvrières se rendent coupables. Les travailleurs considèrent leurs organisations de masse comme des outils. Ils sont bien obligés de préférer des outils usés et imparfaits.

La «récupération» est cependant accompagnée d'un autre phénomène qu'il ne faut point négliger. Chaque lutte importante que la bureaucratie ouvrière trahit produit des prises de conscience chez une série de militants d'avant-garde, souvent des dirigeants de lutte ou des militants qui ont joué un rôle de pointe dans cette lutte. Des ruptures «idéologiques» avec la conciliation et la collaboration de classe ont eu lieu chez d'innombrables individus par suite de telles expériences, au cours des quarante-cinq dernières années, c'est-à-dire depuis que la dégénérescence de l'IC s'est jointe à celle de la social-démocratie. Quiconque connaît l'histoire de la lutte de classe de son pays au cours de cette période pourra facilement dresser la liste de ces individus. Elle comporte des milliers de noms par pays, voire des dizaines de milliers pour les pays les plus importants.

Le malheur, c'est que, dans l'absence d'une organisation révolutionnaire déjà suffisamment forte pour servir de pôle de regroupement et incarner une politique de rechange crédible, la croissance numérique de l'organisation *pendant la période précédente*, sa maturité politique, son implantation dans la classe étant de nouveau un facteur *relativement* autonome du contre-courant de la lutte de classe — l'effet normal de cette prise de conscience est soit le scepticisme et la démoralisation, soit l'engagement individuel dans un combat isolé et fragmentaire. Dans quatre-vingt-dix-neuf cas sur cent, cela équivaut à la dispersion, au moins à terme.

Seule une infime minorité de travailleurs, dégoûtés par les trahisons des appareils, rejoint de petites organisations révolutionnaires, dont l'efficacité dans la lutte de classe n'est pas évidente. Et même cette infime minorité ne s'y maintient généralement pas longtemps, du moins si elle n'acquiert pas rapidement une solide éducation politique qui lui fera comprendre non seulement le pourquoi des trahisons bureaucratiques, mais encore les raisons historiques de la faiblesse relative des organisations révolutionnaires et la possibilité (ainsi qu'une idée réaliste du rythme!) pour la surmonter.

L'histoire de la «récupération» des masses par les appareils réformistes est donc aussi l'histoire de la dispersion tragique de masses de militants qui ont compris la trahison des appareils. Ce qui veut dire que l'ampleur de l'avant-garde, les résultats «moléculaires» à plus long terme des explosions au sein des masses plus larges, et les succès relatifs de la construction du parti révolutionnaire, deviennent tous des facteurs qui déterminent l'étendue de la «récupération», qui peut donc être, selon le cas, bien plus réduite qu'elle n'apparaît à première vue (surtout si on en recherche avant tout l'expression dans des résultats électoraux).

La nature de la période actuelle

L'examen attentif de ce qui s'est passé après Mai-68 en France et dans les autres pays d'Europe capitaliste (non seulement ceux particulièrement caractérisés par la remontée de luttes ouvrières) confirme à notre avis le bien-fondé de cette analyse. Lorsque nous disons qu'à partir de 68 il y a modification qualitative des rapports de forces entre le Capital et le Travail, sur le plan mondial autant qu'européen, et modification qualitative des rapports de forces entre les appareils bureaucratiques et l'avant-garde ouvrière large, nous ne voulons pas dire que la révolution est à l'ordre du jour partout et en permanence. Mais nous enregistrons le fait que la bourgeoisie n'a pas réussi — contrairement à ce qui s'est passé dans les années trente — à imposer un abaissement tant soit peu substantiel du pouvoir d'achat des masses et un relèvement suffisant du taux de profit pour pouvoir «résoudre» la crise à sa manière. La crise sera donc longue. Le prolétariat conserve ses forces intactes, et les «points de rupture» seront nombreux.

Ce qui caractérise la période, c'est son *instabilité fondamentale*, la multiplication de crises de types les plus divers (même s'il ne s'agit pas de LA crise catastrophique, et encore moins de LA crise d'effondrement final, qui est d'ailleurs un dangereux mythe fataliste, non-marxiste et surtout non-léniniste). Ce qui la caractérise, c'est le grand nombre de situations transitoires, de passages potentiels rapides de situations d'apparente stabilité à des situations prérévolutionnaires, de situation prérévolutionnaires à des situations révolutionnaires ou contre-révolutionnaires, de brefs retours à des situations d'apparente stabilité, et de courtes phases de transition entre les unes et les autres. Pensons au Portugal de 1974-1975-1976, puis de 1978-1979, à l'Espagne de 1975-1977, puis de 1978-1979, et même à la France de 1977, 1978 et 1979. De ce point de vue, le parallèle avec la situation des années

vingt et trente, telle qu'elle fut analysée par Trotsky, est frappante. Et, dans ce sens, la période s'oppose à celle d'avant 1914, caractérisée par une stabilité qualitativement plus élevée du mode de production capitaliste et de l'État bourgeois.

Nous enregistrons en même temps le fait que les appareils bureaucratiques ont subi des échecs spectaculaires *au sein du mouvement ouvrier organisé* dans leurs tentatives de faire avaliser par les travailleurs leurs plans d'appui à la politique d'austérité. Énumérons ce qui s'est passé en moins d'un an (et la liste n'est pas exhaustive) :

1. En Allemagne occidentale, la direction du syndicat des métallos et celle de la Confédération syndicale DGB ont été battues aux congrès successifs de leur organisation sur la question des 35 heures. Malgré leur opposition, la majorité des délégués s'est prononcée en faveur de la lutte pour cet objectif.
2. En Grande-Bretagne, le plan du gouvernement travailliste pour limiter les augmentations de salaire à 5 % a été battu en brèche par la grève de chez Ford d'abord, par une vague de grèves dans le secteur public ensuite.
3. En Espagne, la montée des votes d'opposition au «pacte de la Moncloa», dans les congrès syndicaux, qui allaient de 25 % à plus de 50 % des mandats, a obligé les directions tant des commissions ouvrières que de l'UGT à ne pas renouveler ce pacte, malgré les intentions en sens contraire de la bureaucratie du PC et du PS.
4. En France, au congrès de la CFDT, la direction d'Edmond Maire a été battue sur la question de lier les 35 heures à la possibilité de réductions des salaires hebdomadaires. Même sur son projet général de «recentrage» de la tactique syndicale dans un sens d'acceptation d'une politique d'austérité, elle a rencontré une opposition substantielle dépassant 40 % des mandats.
5. En Italie, à l'assemblée nationale des délégués de la métallurgie FLM (décembre 1978), la direction syndicale fut battue sur la question de l'extension à l'ensemble de la sidérurgie de la réduction du temps de travail.
6. En Irlande, un projet d'accord patronat-syndicat-gouvernement sur la politique des revenus, signé par la direction confédérale des syndicats, a été rejeté avec une majorité de deux tiers des mandats au congrès confédéral.

Tout cela atteste de la présence d'une avant-garde ouvrière substantielle, critique à l'égard des appareils, capable déjà de s'opposer à eux sur des questions importantes de la lutte de classes immédiate, capable d'influencer des masses fort larges. Disons-le carrément : *jamais, au*

cours des années vingt et trente, les appareils n'ont subi de telles défaites au sein du mouvement syndical, d'une telle ampleur et avec une telle extension internationale.

On objectera que cela se limite, pour l'essentiel, à des questions de revendications immédiates et « purement syndicales ». N'insistons pas outre mesure sur le fait que dans une phase économique dépressive, où les marges de concessions de la bourgeoisie sont devenues fort étroites, l'affaiblissement du contrôle des appareils sur une avant-garde si large et si influente même sur des questions « purement syndicales » aggrave la crise du système et comporte des dangers accrus d'explosions. N'insistons pas non plus sur l'actualité plus grande que jamais, au sein du mouvement syndical, de toute la problématique du contrôle ouvrier qui n'est pas précisément « réformiste ».

Si l'on veut dire que l'avant-garde ouvrière n'est pas capable d'« inventer spontanément » (ou semi-spontanément) tout un programme politique de rechange au projet politique gradualiste des appareils, et que, de ce fait, le « débordement » se manifeste plus facilement sur le plan syndical que sur le plan politique, on enfonce évidemment des portes ouvertes. Si nous n'avions pas cette conviction profonde, nous ne pourrions pas concevoir la construction du parti et de l'Internationale marxistes-révolutionnaires comme la tâche clé de notre époque, comme le seul moyen de résoudre la crise de l'humanité.

Mais cela ne veut pas dire qu'on puisse parler d'une indépendance d'action et d'un débordement des appareils qui se limiterait aux seules « questions économiques ». Le comportement des travailleurs britanniques est particulièrement suggestif à ce sujet. On ne peut nier que la vague de grèves de l'automne et de l'hiver 1978 fut un défi non seulement à la politique salariale de Callaghan, mais à toute la politique du cabinet de « gestion de la crise ». Le résultat des élections l'a d'ailleurs confirmé. Il en va de même du défi qu'un million de travailleurs — nous ne croyons pas que ce chiffre soit exagéré — expriment d'ores et déjà, même sur le plan électoral, à la politique réformiste en France, ou à la politique du « compromis historique » en Italie.

Le véritable problème se trouve ailleurs. C'est, qu'alors que la contestation du réformisme sur le plan syndical et « économique » peut s'exprimer par des actions spectaculaires, visibles par tous, efficaces, souvent victorieuses, sa contestation sur le plan politique est infiniment plus difficile à traduire dans les faits. « Déborder » les projets gradualistes sur le plan politique, ce n'est pas seulement formuler un programme d'action anticapitaliste, tracer la ligne du gouvernement des travailleurs, esquisser l'orientation de la grève générale, faire accepter l'idée

de trancher les grandes options par la mobilisation et l'action extra-parlementaires des masses, faire adopter par des couches de plus en plus nombreuses de travailleurs l'idée et la pratique de l'auto-organisation (voilà sans doute le contenu concret de la formule « combattre les illusions réformistes des masses » qu'utilise le camarade Henri Weber, et qu'il ne réduira pas, nous en sommes certain, à une simple « dénonciation » rituelle). C'est rendre crédible une telle orientation, c'est-à-dire rendre crédible un projet révolutionnaire aux yeux de larges masses. Une telle crédibilité ne s'acquiert pas principalement par la propagande, par la parole et par l'écrit. Elle réclame des expériences concrètes, des actions.

Or, pour que des expériences et des actions débouchent sur de telles prises de conscience, *il faut qu'elles soient très larges, généralisées*. C'est pourquoi le combat pour le front unique, pour l'unification des luttes, pour la préparation de la grève générale, occupe une place centrale dans notre politique d'aujourd'hui. Mais pour la même raison, le « contre-projet révolutionnaire » est condamné à rester largement minoritaire aussi longtemps que l'unification et la généralisation des luttes ne se traduiront pas dans les faits.

Il y aura de nouveaux Mai-68 (sans exagérer l'analogie formelle), sans que personne ne puisse en fixer les délais. Ils démontreront toute l'avance réalisée depuis 68, tout l'impact de la nouvelle avant-garde ouvrière, l'écho décuplé de nos propres forces si nous sommes capables d'utiliser le délai qui nous reste pour renforcer le parti, pour poursuivre avec ténacité et la politique de regroupement des marxistes révolutionnaires, et la politique d'approche fraternelle des minorités de gauche au sein des organisations de masse qui s'amplifieront et avec lesquelles le dialogue constructif est dès maintenant possible.

Mais aussi longtemps que ce nouveau Mai-68 n'est pas là, ou que du moins de larges masses ne le voient pas comme pointant à l'horizon, leur radicalisation politique se rapportera forcément aux projets des réformistes, sans pour autant les approuver entièrement, sans pour autant être acritique ou suiviste, sans pour autant impliquer nécessairement des illusions gradualistes dans la tête des ouvriers avancés eux-mêmes. Répétons-le encore une fois : c'est la raison pour laquelle l'aspect unitaire de notre orientation politique, notre politique de front unique, et son couronnement dans la propagande pour le gouvernement PS-PC, ont tant d'importance à l'heure actuelle, dans le contexte et avec les précisions indiquées plus haut.

C'est pourquoi nous pensons que les conclusions du camarade Weber sur la possibilité que l'appel à « l'Union sacrée face à la crise et

à la concurrence internationale... peut être entendu dans un premier temps par une fraction non négligeable du salariat» (*Critique communiste* n° 26, p. 51) ou, pire encore, «qu'on ne doit [pas] s'attendre à des commotions susceptibles de produire des crises d'effondrement de l'État» (*ibid.*, p. 52) ne sont pas valables.

La tentative du camarade Weber de trouver une justification économique à ses conclusions, en opposant la «crise rampante» (p. 50) d'aujourd'hui à la «crise catastrophique» d'après 1929, n'est pas non plus acceptable. Comme le camarade Weber le rappelle lui-même dans sa deuxième contribution, nous sommes en présence d'une phase prolongée de crises combinées qui sont beaucoup plus explosives que ne le laisse supposer la formule «crise rampante». Bien loin de les maintenir, cela *réduit* les marges de manœuvres de la bourgeoisie et des appareils réformistes. Et la possibilité pour la bourgeoisie de sortir de la longue phase dépressive sans infliger une défaite grave à la classe ouvrière est extrêmement réduite.

Il est vrai qu'après avoir prévu des explosions révolutionnaires dans plusieurs pays d'Europe occidentale pour le milieu des années soixante-dix, nous devons aujourd'hui enregistrer que la révolution portugaise qui, elle, a été réelle, n'a pas été suivie dans l'immédiat.

Nous devons travailler dans l'hypothèse de délais plus longs. En partie, la «crise du militantisme», pour autant qu'elle n'est pas due à des facteurs de composition sociale, est due à cette réadaptation nécessaire : ce n'est pas la même ténacité que réclame l'idée de militer avec l'espoir que la révolution est pour demain, et l'idée que la révolution peut ne pas venir avant dix ans.

Oui, la recomposition du mouvement ouvrier est un travail de longue haleine. Mais ce n'est pas parce que nous aurions sous-estimé les ressources, les réserves, la stabilité de la bourgeoisie. C'est parce que la construction d'un parti révolutionnaire suffisamment fort pour servir de pôle d'attraction à l'avant-garde ouvrière large prend plus de temps que prévu, est une entreprise plus complexe que prévu, réclame une implantation plus profonde dans les couches clés du prolétariat que prévu, réclame un fonctionnement du parti qui le rende utile et efficace aux yeux des travailleurs, et que, sans ce pôle de regroupement, la dispersion des énormes énergies non-réformistes qui existent déjà au sein de la classe prolonge la survie d'appareils déjà discrédités.

Le rôle propre, autonome, de la construction du parti comme facteur codéterminant pour faire éclater les possibilités révolutionnaires de la période — en liaison intime avec les tendances et regroupements de gauche dans les syndicats et les partis ouvriers de masse — telle est

la conclusion que nous opposerions à celle du camarade Weber. Elle est cohérente avec toute l'analyse précédente.

Pour la résumer sous la forme la plus paradoxale : ce n'est pas la force relative du Capital et de son État, ce ne sont pas les illusions réformistes des masses, c'est la faiblesse relative des révolutionnaires qui donne aujourd'hui aux appareils réformistes encore plus d'influence qu'ils n'en auraient en fonction de l'évolution profonde qui est en cours au sein de l'économie et de la société bourgeoises, et au sein de la classe ouvrière elle-même.

Ernest Mandel

NOTES

1. Le rapport qu'Otto Bauer avait préparé pour le congrès de l'Internationale socialiste, prévu pour août 1914 à Vienne («le Congrès qui n'a pas eu lieu»), indiquait qu'après une forte hausse des salaires réels entre 1890 et 1900, ceux-ci avaient commencé à baisser à partir de cette date dans de nombreux pays d'Europe : 8 % en Grande-Bretagne, 14 % en Belgique, 17 % en Prusse. Seule parmi les grands pays, la France aurait fait exception. Bien que ces chiffres soient sujets à caution, la tendance générale semble nette.
2. Parmi les grèves dures précédant 1914 en Europe, rappelons la grande grève (et le lock-out) des métallos de Suède en 1909, les grèves explosives d'Italie en 1912 (grève générale des métallos) et la vague de grèves en Grande-Bretagne de 1911 à 1913 (1,5 million de grévistes en 1912).
3. Cette thèse, originellement défendue par des anarchistes radicaux, partiellement intégrée dans le vocabulaire communiste pendant ses phases «ultra-gauchistes» ou purement propagandistes, est aujourd'hui reprise notamment par les «tiers-mondistes» extrémistes. Ils prônent en fait une alliance avec la bourgeoisie coloniale contre le prolétariat occidental, sous prétexte que celui-ci serait objectivement et inévitablement intéressé à une alliance avec l'impérialisme. La lutte entre nations est substituée à la lutte de classes comme contradiction fondamentale dans le monde d'aujourd'hui.
4. Avec notre modestie habituelle, nous nous permettons de rappeler que nous n'avons pas seulement prévu le détournement de «l'onde longue» d'expansion économique dès 1964, nous avons aussi prévu des explosions du type de Mai-68 en pleine phase d'expansion accélérée. Voir notre article de mai 1965 : «Une stratégie socialiste pour l'Europe occidentale», paru dans la *Revue internationale du socialisme*, n° 9. Il y est dit notamment qu'il est parfaitement possible que nous assistions, malgré le climat de «prospérité capitaliste», et sans crise catastrophique, ni effondrement de l'État sous l'effet de guerres, à une radicalisation progressive des travailleurs, que ceux-ci déclencheront des luttes de plus en plus dures, qu'ils commenceront à lier des revendications transitoires aux revendications immédiates, et que cela pourrait déboucher sur une grève générale qui pourrait renverser le gouvernement et ouvrir une phase de dualité de pouvoir.

DANIEL
BENSAÏD

Managua-Petrograd, et retour...

Un peu plus de soixante ans après la victoire de l'Octobre russe, la vieille amie la taupe attaque de son mufle infatigable le sol du Nicaragua. Il y a peu de points communs, en apparence, entre la Russie de 1917 et le Nicaragua de 1979. Les différences sautent aux yeux : la révolution russe survenait dans un immense pays en guerre, aux confins d'une Europe impérialiste démantelée par trois ans de combats. Elle disposait d'un inépuisable réservoir humain de millions d'ouvriers et de paysans. Elle bénéficiait de l'étendue même de son territoire et de la possibilité ouverte, en pleine guerre civile, de « céder de l'espace pour gagner du temps ».

Rien de tel au Nicaragua. Un tout petit pays d'à peine plus de 2 millions d'habitants, coincé entre l'Atlantique et le Pacifique, sous la surveillance directe du colosse impérialiste. Déjà saigné à blanc par la guerre civile.

Pourtant, malgré les différences de contexte politique, de sociologie, de géographie, du point de vue de la marche et de la stratégie de la révolution, la comparaison demeure pertinente. Paradoxalement, on pourrait presque dire que la révolution sandiniste se rapproche des grandes lignes du schéma stratégique d'Octobre. Préparé par plusieurs grèves générales et insurrections partielles, par le long travail d'usure de la guérilla, le renversement de la dictature commence,

dans sa phase finale, par l'appel à la grève générale, lancé le 4 juin 1979 par le Front sandiniste. En juin et juillet, la grève générale se transforme en insurrection urbaine de masse, en partie préparée et planifiée par l'avant-garde militaire sandiniste, en partie spontanée.

Ce processus de *grève générale insurrectionnelle* s'accompagne d'un essor de l'auto-organisation sous toutes ses formes : essor des comités de défense civique, prolifération de milices, rôle des femmes organisées dans l'Ampronac. Parallèlement, la Garde nationale, principal pilier de la dictature, se désagrège. Après le départ de Somoza, le 17 juillet, lorsque l'intérimaire Urcuyo prétend s'accrocher au pouvoir, il n'a plus entre les mains d'appareil d'État digne de ce nom, et un ultime élan des sandinistes et des masses de Managua balaie ce dernier vestige de la dictature.

Comme en Russie, l'impétuosité du *processus d'auto-organisation* résulte de l'effondrement d'un appareil d'État militaro-bureaucratique et de la faible charpente (ce que Gramsci appelait l'aspect « gélatineux ») de la société civile. Les organes divers, comités et milices, dont se dote la révolution répondent moins à un projet conscient qu'à un besoin urgent pour résoudre les problèmes les plus variés : ravitaillement, transport, autodéfense et vigilance, administration révolutionnaire, réorganisation des services de santé et d'éducation...

Dualité du pouvoir

Aussitôt rentré à Petrograd, l'un des tout premiers articles publiés par Lénine dans la *Pravda*, dès le 9 avril 1917, est consacré à la *Dualité du pouvoir*. Pour Lénine, il existe déjà deux pouvoirs antagoniques en Russie : la dictature de la bourgeoisie et la dictature naissante du prolétariat, incarnée par les soviets. Mais l'opposition entre ces deux pouvoirs ne revêt pas une forme limpide. Il y a au contraire « enchevêtrement » des deux pouvoirs et confusion dans la mesure où le pouvoir soviétique se dessaisit de l'exercice réel du pouvoir au profit du gouvernement. Il transfère sa légitimité révolutionnaire à un gouvernement de coalition entre les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks et surtout le parti « cadet », qui est incontestablement le parti de la bourgeoisie réformatrice.

Lénine fait de la question de la guerre et de la paix la pierre de touche de la politique gouvernementale : toute croisade chauvine, appelant à la poursuite de la guerre au nom d'une révolution qui n'en est

encore qu'à sa phase démocratique bourgeoise, revient pour lui à poursuivre la politique de la bourgeoisie sous une autre forme

A Managua comme à Petrograd, il y a, depuis le renversement de Somoza, *une forme spécifique de dualité du pouvoir*. La dictature a été abattue et son appareil répressif anéanti. La bourgeoisie conserve la propriété privée des principaux moyens de production et d'une partie de la terre. Elle dispose encore de certaines institutions étatiques et de moyens d'information. Elle est majoritaire numériquement au sein du gouvernement de Reconstruction nationale. Elle bénéficie surtout du soutien international de l'impérialisme et de la social-démocratie.

Au Nicaragua, le démantèlement de l'appareil répressif est déjà allé bien au-delà de ce qu'il était à Petrograd entre février et octobre 1917. En Russie l'essentiel de cet appareil restait en place, à commencer par la hiérarchie de l'armée tsariste et ses régiments spéciaux de Cosaques. En Russie, la bourgeoisie disposait de sa propre représentation politique sous forme de partis de type parlementaire, comme le parti cadet, et de ses agents politiques au sein du mouvement paysan et ouvrier, à travers les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks.

Au Nicaragua, en revanche, la seule force armée après la chute de Somoza est celle de l'armée rebelle sandiniste, forgée par les travailleurs dans la guérilla et l'insurrection, ou celle des milices. La bourgeoisie a commencé à créer son réseau de clubs, regroupements, chambres de commerce. Mais elle n'a pas encore de parti politique capable de remplir le vide laissé par le renversement de la dictature, comparable au parti cadet, ou même à ce que fut le PPD au Portugal après la chute de Caetano. De même, le Front sandiniste est jusqu'à présent le parti de la révolution au Nicaragua. Il ne l'a pas subie comme un bouchon au fil de l'eau, soumis aux pressions contradictoires de la poussée des masses et de la résistance de la bourgeoisie. Il a impulsé et dirigé le processus révolutionnaire, jusques et y compris l'insurrection finale. Il n'y a donc ni socialistes-révolutionnaires ni menchéviks pour diviser le mouvement populaire.

Nous n'en déduisons pas que le Front sandiniste soit en contrepartie l'équivalent direct du Parti bolchévik. Un parti bolchévik qui serait d'emblée majoritaire et sans concurrent. Il s'en faut de beaucoup. En raison de l'histoire et des limites programmatiques du Front sandiniste. Le Front peut être gros de courants menchéviks, petits-bourgeois. Ils peuvent apparaître face aux épreuves à venir. Mais une première sélection s'est opérée en son sein à travers les luttes passées et surtout à travers la guerre civile qui *précède* le renversement de la dictature au lieu de le suivre.

C'est pourquoi la dualité du pouvoir au Nicaragua est encore plus complexe et «*enchevêtrée*» qu'elle ne l'était en 1917 en Russie : *au point de traverser l'appareil gouvernemental lui-même*. Les principaux ressorts de la mobilisation populaire ont été jusqu'à présent d'ordre démocratique (contre la dictature et pour la terre) plutôt que directement socialiste. La conscience des masses est encore imprégnée de préjugés religieux ou anticommunistes. La révolution demeure sandiniste. Et derrière ce drapeau national mûrit et s'approfondit la conscience des ouvriers et des paysans, confrontés à un *processus de révolution permanente*.

L'enchevêtrement des deux pouvoirs, le chevauchement du contenu démocratique et du contenu social de la révolution sont tels, que le Front sandiniste se trouve dans une situation éminemment contradictoire. Emporté par la vieille dialectique du «*déjà plus*» et du «*pas encore*». La bourgeoisie n'est *déjà plus assez forte* pour assumer seule le pouvoir : la laisser gouverner seule signifierait courir à l'affrontement précipité, non seulement avec la bourgeoisie nationale, mais plus sérieusement avec son grand-arrière impérialiste. L'autre pouvoir, celui des ouvriers et des paysans, de leurs comités, n'est *pas assez consolidé et organisé*, majoritaire et reconnu, pour balayer le gouvernement. Les masses ne s'approprieront les revendications socialistes et ne se débarrasseront du gouvernement qu'à l'épreuve de la pratique, pressées par le besoin de résoudre la crise économique, qui amènera des conflits croissants avec les secteurs bourgeois du gouvernement.

C'est pourquoi cette situation transitoire trouve dans le gouvernement de reconstruction un point d'*équilibre instable* entre les forces du prolétariat et celles de la bourgeoisie, avant une épreuve de force inévitable.

Petrograd : organiser la révolution (de février à juillet)

Avant de revenir à Managua, nous irons à Petrograd suivre au fil des semaines les réponses de Lénine aux différentes questions posées dans un contexte de dualité du pouvoir : place des soviets, participation ou pas au gouvernement provisoire, convocation de l'Assemblée constituante, revendications sociales? Il s'agit là des éléments d'une tactique extrêmement mobile, qui ne cessent de se redistribuer entre février et octobre, au fur et à mesure des événements et des modifications du rapport de forces.

Dès son retour en Russie, en avril, Lénine met avant tout l'accent

sur la caractérisation de la situation politique comme situation de double pouvoir : « A côté du gouvernement provisoire, du gouvernement de la bourgeoisie, s'est formé un autre gouvernement, faible encore, embryonnaire : ... ce sont les soviets des députés ouvriers et soldats. » (« De la dualité du pouvoir », *Pravda*, 9 avril 1917). Un mois plus tard, il définit toujours la situation comme « une situation extrêmement originale : un enchevêtrement, un amalgame de deux dictatures, celle de la bourgeoisie (le gouvernement) et celle du prolétariat et de la paysannerie (le soviet) ». (« Les tâches du prolétariat », 28 mai 1917).

C'est ce contexte qui détermine et conditionne les rapports entre le gouvernement et les soviets, entre les revendications démocratiques et les mots d'ordre socialistes.

A l'annonce du déclenchement de la révolution, dès mars 1917 Lénine cite dans les « Lettres de loin » un vieil article d'octobre 1915, dans lequel il admettait la possibilité pour les bolchéviks de participer à un gouvernement révolutionnaire provisoire en compagnie de la petite bourgeoisie démocratique, mais en aucun cas avec les « révolutionnaires chauvins », partisans de poursuivre la guerre (tome 23, p. 141). En revanche, il écarte catégoriquement la participation minoritaire comme « simple pion » au gouvernement Goutchkov-Miloukov qui s'est formé après la révolution de février. Il est tout aussi impossible à ses yeux de participer « à égalité » à ce gouvernement, non par principe, mais parce qu'on ne peut concilier les exigences antagoniques de la guerre et de la paix. Enfin, on ne peut participer « majoritairement » au gouvernement sans renverser le gouvernement lui-même (« Lettre de loin », 11 mars 1917).

Or, dans la première vague de la révolution montante, le rapport de forces entre les classes et le niveau de conscience du prolétariat sont tels qu'il est hors de question de s'attaquer directement au gouvernement. Ce que Lénine entrevoyait déjà de son lointain exil : « Nous ne pouvons renverser d'emblée le nouveau gouvernement, ou si nous y parvenons, nous ne saurons garder le pouvoir que si nous opposons à la magnifique organisation de l'ensemble de la bourgeoisie russe, une non moins magnifique organisation du prolétariat... » (*id.*)

A son retour, il est parfaitement conscient de l'étroitesse de la voie, entre l'affrontement prématuré avec le gouvernement et la tentation opportuniste du soutien. Les fameuses Thèses d'avril sont sans appel : « aucun soutien au gouvernement provisoire », qui refuse de faire la paix (7 avril 1917). Mais aussitôt, quelques jours plus tard, Lénine met en garde contre le danger inverse : le désir subjectiviste de sauter pardessus l'étape démocratique bourgeoise encore inachevée. « Si j'avais

dit pas de tsar, mais un gouvernement ouvrier, ce danger me menacerait. Mais je n'ai pas dit cela, j'ai dit tout autre chose...» («Sur la tactique», 13 avril 1917).

Et qu'a-t-il dit en vérité? Qu'il ne peut y avoir d'autre gouvernement que les soviets, qu'on ne peut passer du gouvernement provisoire qu'à ces soviets. Qu'il ne faut se laisser dérouter ni par les conciliateurs, ni «par les isolés enclins à brûler les étapes et à s'écrier avant que la majorité du peuple ait acquis une vigoureuse cohésion : A bas le gouvernement provisoire!» (*Ibid.*).

Le mot d'ordre du jour est au contraire à l'organisation des travailleurs autour des soviets. C'est encore ce qu'il réaffirme après la crise de fin avril qui a vu les masses descendre dans la rue contre la politique du gouvernement («Les leçons de la crise», 23 avril 1917). C'est toujours la thèse qu'il défend devant la conférence du Parti bolchévique le 24 avril : «Le mot d'ordre A bas le gouvernement provisoire! est teinté d'aventurisme, on ne peut pas renverser le gouvernement *en ce moment.*» Certains ont lancé ce mot d'ordre «erronné» : «Il faut renverser le gouvernement provisoire, mais *pas tout de suite* et pas par des moyens habituels.» Aussi le Parti se contente-t-il d'appeler à des manifestations pacifiques.

Dès l'ouverture du processus révolutionnaire, la tâche centrale réside donc dans le développement et la consolidation des soviets en tant qu'éléments prolétariens de la dualité du pouvoir. Cette tâche commande toutes les autres et conditionne les possibilités tactiques de lancer tel ou tel mot d'ordre sur le gouvernement ou la Constituante. La voie est tracée en toute clarté dans les Thèses d'avril : «La question n'est pas de savoir avec quelle rapidité il faut marcher, mais où il faut aller. La question n'est pas de savoir si les ouvriers sont prêts, mais à quoi et comment il faut les préparer.» («Discours à l'appui des thèses d'avril», 12 avril 1917.)

De février à juillet, Lénine ne dévie donc pas d'un pouce. Il s'en tient à la ligne de conduite définie dès les premiers jours de la révolution : construire les soviets et y gagner la majorité, pour pouvoir faire basculer le moment venu la situation de dualité de pouvoir du côté du prolétariat. Tout affrontement précipité, avant que le second pouvoir soit au moins aussi fort que le premier, serait une aventure putschiste. «Le mot d'ordre de l'heure, écrit-il dès le 11 mars 1917, c'est l'organisation.» Et quelques jours plus tard dans «Les tâches du POSDR» (15 mars 1917) : «La tâche spéciale de l'heure, celle qui répond à cette situation transitoire, est l'organisation du prolétariat.» Pas l'organisa-

tion stéréotypée, mais l'organisation révolutionnaire qui doit réunir les fonctions de l'armée et de l'État, à savoir les soviets.

«Ouvriers, lance-t-il, vous avez accompli des prodiges d'héroïsme prolétarien et populaire dans la guerre civile contre le tsarisme, vous devez accomplir des prodiges d'organisation prolétarienne et populaire pour préparer votre victoire dans la seconde étape de la révolution» (7 mars 1917). La tâche est désormais de s'organiser, «d'élargir et affermir une milice prolétarienne» (22 mars 1917). Une milice «véritablement populaire», formée de la population entière des deux sexes, mobilisée un jour sur quinze, et payée par les capitalistes («Lettres de loin», 11 mars 1917).

En termes concrets, cette situation transitoire de dualité du pouvoir se traduit pour les soviets par des tâches de contrôle et de vigilance. Lénine applaudit au projet du soviet de Petrograd de créer un *Comité de surveillance* sur le gouvernement provisoire. Voilà qui est bien «un pas réel dans la voie des garanties réelles» (23 mars 1917). Il ne s'agit pas encore de prendre tout le pouvoir, mais de faire que le pouvoir prolétarien se dresse, s'étoffe et prenne conscience de sa propre force.

Quelle place occupe dans ce contexte, et par rapport à la priorité absolue donnée à la consolidation du double pouvoir, la consigne d'*Assemblée constituante*? Pour Lénine, il s'agit là d'un mot d'ordre démocratique radical, difficilement dissociable de la question du pouvoir réel. Ainsi, avant l'explosion révolutionnaire, il revenait déjà, dans un article du 9 janvier 1917, sur l'expérience de 1905 : «Ce n'est pas le tsar, mais un gouvernement révolutionnaire provisoire qui doit convoquer la première véritable assemblée représentative du peuple en Russie» (tome 23, p. 270). La Constituante n'a aucune vertu progressiste ou révolutionnaire en elle-même. Elle peut contribuer à mobiliser les masses et à élever leur niveau de conscience. Mais, dans la mesure où elle ne quitte pas le terrain de la démocratie parlementaire formelle et bourgeoise, elle n'est jamais autre chose qu'un mot d'ordre tactique étroitement lié à la situation concrète : «En 1905, la démocratie révolutionnaire comprit fort bien le caractère de cet octroi d'une Constituante fictive» (*Ibid.*). Et c'est pourquoi il était juste alors de boycotter la Douma.

Quand éclate la révolution, la revendication de la Constituante est au même titre que la paix un défi démocratique lancé au gouvernement provisoire : «Le soviet des députés ouvriers et soldats lutte pour la convocation immédiate d'une Assemblée constituante» (tome 23, mars 1917). Il faut souligner qu'il ne s'agit pas là d'un mot d'ordre central du Parti bolchévique, mais d'un défi lancé par l'embryon du pou-

voir prolétarien (le soviétique) au pouvoir bourgeois, sur son propre terrain, celui de la démocratie radicale.

De février à juillet, la Constituante n'apparaît pratiquement pas comme mot d'ordre central des bolchéviks sous la plume de Lénine, il apparaît plutôt comme incidente, comme rappel des promesses non tenues par le gouvernement provisoire, comme preuve de ses contradictions et de son impuissance. Ainsi, dans « Les tâches du prolétariat » (28 mai), Lénine reproche-t-il au gouvernement de ne pas avoir encore fixé de date à la convocation. Mais la tâche *pratique* principale demeure la consolidation des soviets : « Plus nous mettrons de zèle à aider le peuple à former partout des soviets, à prendre en main la vie de la nation, plus Lvov et consorts retarderont la convocation de la Constituante, et plus il sera facile au peuple de faire son choix (par la Constituante *ou sans elle*) en faveur d'une République des soviets. » (*Ibid.*) La perspective avancée est donc déjà celle de la République des soviets. Plus la démocratie réelle prolétarienne prendra corps à travers les soviets, moins la bourgeoisie osera affronter la comparaison et convoquer une Constituante qui pourrait lui échapper. Mais Lénine ne laisse en dernière analyse aucun doute sur la source réelle de décision : avec *ou sans* la Constituante (dont la souveraineté est ainsi niée par avance), le peuple choisira à travers les instruments qu'il se forge, et non à travers ceux du parlementarisme bourgeois.

En fait, Lénine redoute plutôt que la question de la Constituante n'obstrue l'horizon, qu'elle masque l'essentiel et encourage la passivité. De toutes ses forces, il met en garde contre le légalisme et l'attentisme. Ce qui distingue la politique des différents partis se réclamant du prolétariat, ce n'est ni la revendication d'Assemblée constituante, ni l'exigence qu'elle soit convoquée au plus tôt. Dans *les Partis et les tâches du prolétariat*, Lénine dit que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks répondent « oui, et au plus tôt », à la question de savoir s'il faut convoquer la Constituante. Que répondent les bolchéviks ? Et en quoi se distinguent-ils des autres partis ?

Ils répondent : « Oui, et au plus tôt. Mais la garantie de son succès et de sa convocation réside *uniquement* dans l'accroissement du nombre et dans la consolidation des forces des soviets ; l'organisation et l'armement des masses ouvrières : telle est la seule garantie. » (*Ibid.*) En clair les bolchéviks ne se distinguent ni par le mot d'ordre, ni par le délai de convocation, mais par le fait que la convocation et surtout la fonction réelle de la Constituante restent *subordonnées* à la construction d'un réel pouvoir révolutionnaire et prolétarien, celui des soviets, *qui commande toutes les virtualités en germe dans la situation de dualité de pouvoir.*

Petrograd : la question de la Constituante subordonnée au cours de la lutte de classe (juillet-août)

Les journées de juillet 1917 marquent un changement dans la situation et les rapports entre classes. La fonction tactique des mots d'ordre s'en trouve aussitôt modifiée. Pour Lénine la situation objective dicte les mots d'ordre et non l'inverse. Il enregistre immédiatement le bouleversement des données politiques : «Le 4 juillet marque un tournant... l'instabilité du pouvoir a pris fin. Le pouvoir est passé, à l'endroit décisif, à la contre-révolution... Le pouvoir ne peut plus désormais être pris pacifiquement.» («A propos des mots d'ordre», juillet 1917). Pas un instant Lénine ne songe à changer d'orientation. Il continue d'affirmer qu'il aurait été erroné de chercher la conquête directe du pouvoir au cours des journées de juillet. Mais il faut enregistrer les changements intervenus.

La situation de dualité de pouvoir n'est pas surmontée. Mais l'équilibre fragile d'avant juillet est rompu. Le gouvernement provisoire et la majorité des soviets se sont frontalement opposés à la mobilisation semi-spontanée des masses et ont dissous le Parti bolchévique, interdit sa presse, emprisonné ses dirigeants. Au-dessus de la dualité de pouvoir émerge un gouvernement qui n'est plus investi par les soviets, mais qui prend les traits du bonapartisme : «Le bonapartisme est une forme de gouvernement qui naît de l'esprit contre-révolutionnaire de la bourgeoisie dans une ambiance de réformes démocratiques et de révolution démocratique.» (1^{er} septembre 1917.)

Lénine abandonne alors le mot d'ordre de tout le pouvoir aux soviets. Dès lors que les directions majoritaires dans les soviets se sont placées sur le terrain de la contre-révolution, un mot d'ordre ne peut plus garder le sens qu'il avait avant juillet. En effet, après les journées de juillet, où socialistes-révolutionnaires et menchéviks ont «livré les bolchéviks à la réaction», tous les espoirs fondés sur le développement pacifique de la révolution se sont à jamais évanouis» (*id.*). Le mot d'ordre de tout le pouvoir aux soviets fut donc bien celui du *développement pacifique* de la révolution qui était possible en avril, mai et juin, jusqu'aux journées de juillet, c'est-à-dire au moment où «le pouvoir réel passa aux mains de la dictature militaire» («La situation politique», 10 juillet).

Lénine ne cesse de marteler cette idée, que le mot d'ordre du pouvoir aux soviets fut pendant tout un temps celui des «formes pacifiques et indolores» de la révolution : «Jusqu'au 4 juillet, le mot d'ordre du passage de la totalité du pouvoir aux soviets d'alors était le seul juste...

Il était possible d'éliminer pacifiquement la lutte des classes et des partis au sein des soviets.» (1^{er} septembre 1917.)

En juillet-août, le mot d'ordre disparaît donc. Il réapparaît à la fin août, pendant quelques jours en tant que formule explicite de compromis, après la défaite du putsch de Kornilov : «Ce qui est *un compromis* pour nous, c'est le retour à notre revendication d'avant juillet : tout le pouvoir aux soviets, formation d'un gouvernement menchéviks/socialistes-révolutionnaires responsable devant les soviets. En ce moment et *pendant quelques jours tout au plus*, ce gouvernement pourrait se former et s'affermir d'une manière toute pacifique... Les bolchéviks ne devraient poser aucune autre condition [que la responsabilité devant les soviets].» (3 septembre 1917.) Pour se défendre contre Kornilov, le gouvernement a eu besoin de l'appui des masses. Le Parti bolchévik a reconquis droit de cité dans cette lutte. Il n'est cependant toujours pas majoritaire dans les soviets. Transitoirement, pendant quelques jours tout au plus, il peut donc proposer un gouvernement menchéviks/socialistes-révolutionnaires appuyé sur les soviets. Passé ce délai, le mot d'ordre du passage de la totalité du pouvoir aux soviets prendra un autre contenu, *non plus pacifique, mais insurrectionnel* : celui du dénouement violent de la dualité de pouvoir.

Dans les semaines qui suivent les journées de juillet, Lénine s'acharne à alerter son parti contre les «illusions constitutionnelles». Il redoute que la bourgeoisie pousse l'avantage par le développement de la contre-révolution démocratique, c'est-à-dire la restauration des institutions bourgeoises. Dans le fameux article contre les «illusions constitutionnelles» (26 juillet 1917), il écrit qu'il y a 99 % de chances pour que la Constituante ne soit pas convoquée à la date prévue, et, si elle l'était, 49 % de chances «d'être aussi impuissante que la première Douma tant que la révolution russe n'aura pas vaincu» (*Ibid.*).

Avant les journées de juillet, la convocation de la Constituante était bien l'un des enjeux de la lutte. Mais les menchéviks portaient leur attention sur «l'acte juridique» de convocation. «Les bolchéviks, au contraire, *plaçaient le centre de gravité dans la lutte de classe* : si les soviets triomphent, la réunion de la Constituante sera assurée, sinon elle ne le sera pas.» (*Ibid.*)

Les journées de juillet étaient dirigées contre la Constituante. Mais, «*sans une nouvelle révolution*, sans le renversement du pouvoir de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, l'Assemblée constituante ou bien ne sera pas convoquée, ou bien ne sera qu'une parlote de Francfort, c'est-à-dire *une Assemblée impuissante et vaine de petits bourgeois* épouvantés par la guerre, partagés entre les velléités de gouverner sans la bour-

geoisie et la crainte de se passer de celle-ci. La question de l'Assemblée constituante est subordonnée à la marche et à l'issue de la lutte des classes qui met la bourgeoisie aux prises avec le prolétariat. » (*Ibid.*)

Petrograd : le pouvoir aux soviets devient le mot d'ordre de l'insurrection (septembre-octobre)

Un nouveau et dernier grand tournant se produit aux premiers jours de septembre, comme contrecoup de la mobilisation face à Kornilov. Entre le 31 août et le 12 septembre, les bolchéviks conquièrent la majorité dans les soviets de Petrograd et de Moscou. Lénine en tire aussitôt les conséquences pratiques : «Ayant obtenu *la majorité* aux soviets des députés ouvriers et soldats *des deux capitales*, les bolchéviks peuvent — doivent prendre en main le pouvoir. Ils le peuvent, car la majorité agissante des éléments révolutionnaires du peuple des deux capitales suffit pour entraîner les masses... » («Les bolchéviks doivent prendre le pouvoir», 12 septembre 1917). «Le 3 et le 4 juillet, enchaîne-t-il, nous n'avions pas derrière nous la classe qui est l'avant-garde de la révolution. Nous n'avions pas encore la majorité parmi les travailleurs et les soldats des deux capitales. Aujourd'hui, nous l'avons dans les deux soviets. Elle a été créée uniquement par les événements des mois de juillet et d'août, par l'expérience des répressions contre les bolchéviks et par l'expérience de la rébellion contre Kornilov... Politiquement, nous n'aurions pas gardé le pouvoir les 3 et 4 juillet, car, avant l'aventure Kornilov, l'armée et la province auraient pu marcher et auraient marché contre Petrograd.»

Dès lors l'heure a sonné pour *renverser le gouvernement et reprendre le mot d'ordre de tout le pouvoir aux soviets, dans un sens non plus pacifique, mais insurrectionnel*. Dès le 13 septembre, dans «Le marxisme et l'insurrection», Lénine affirme «la nécessité absolue d'une *rupture complète avec la bourgeoisie*, de la destitution de tous les membres du gouvernement actuel... Nous rompons définitivement avec ces partis (y compris les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks) car ils ont trahi la révolution...» Désormais, le mot d'ordre Tout le pouvoir aux soviets n'est «pas autre chose qu'*un appel à l'insurrection*» («Lettre aux camarades», 8 octobre 1917).

Face à la crise économique et aux ravages conjugués de la guerre et de la guerre civile, l'accent est mis non plus sur les seules revendications démocratiques, mais sur *le contenu anticapitaliste de la révolution*. Dans son texte sur «Les tâches de la révolution» et dans *la Catastrophe*

imminente et les moyens de la conjurer, Lénine met au premier plan des tâches «le contrôle, le recensement, la surveillance». C'est «le premier mot d'ordre de la lutte contre la famine». C'est la «question capitale», qui débouche sur la nationalisation des trusts, la banque unique, la suppression du secret commercial. Avant la victoire politique, il insiste : «Le gouvernement des soviets doit instituer sans délai le contrôle par les ouvriers de la production et de la consommation à l'échelle du pays tout entier.» Il met l'accent sur le contenu concret de la modification des rapports de production. Il ne suffit pas de nationaliser et d'étatiser. Sans l'exercice direct du pouvoir des travailleurs sur les lieux de production, la planification ne saurait remplacer efficacement le marché : «Ce n'est pas dans la confiscation des biens capitalistes que sera le nœud de l'affaire. La seule confiscation ne servira à rien, car elle ne comporte aucun élément d'organisation, rien qui contrôle la justesse de la répartition.» («Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir?»)

A partir du moment où le mot d'ordre Tout le pouvoir aux soviets devient le mot d'ordre de l'insurrection, *la question de la Constituante passe au second plan*. Elle ne joue plus un rôle moteur dans la mobilisation démocratique des masses. Il semble même que Lénine commence alors à se préoccuper de mettre en garde les travailleurs contre le rôle qu'elle pourrait être appelée à jouer, d'ultime barrage démocratique contre la révolution sociale. A travers la critique de la conférence démocratique, début septembre (dans «Le marxisme et l'insurrection»), s'annoncent les critiques ultérieures contre la Constituante : «La plus grande erreur de notre part, le pire *crétinisme parlementaire* serait de traiter la conférence démocratique comme un parlement, car *même* si elle se proclamait parlement et parlement souverain de la révolution, elle ne déciderait malgré tout de rien : la décision ne lui appartient pas; elle dépend des quartiers ouvriers de Petrograd et de Moscou.» D'où la conclusion qu'il fallait boycotter le pré-parlement. Dès lors, Lénine appelle à la *défiance envers la Constituante*, autant qu'il ne la revendique : «Si on peut réaliser l'alliance des ouvriers des villes avec la paysannerie pauvre en remettant immédiatement le pouvoir aux soviets, tant mieux... Sinon, *l'Assemblée constituante elle-même, à elle seule, n'apportera pas de salut*, car dans son sein les socialistes-révolutionnaires peuvent poursuivre leur jeu d'entente avec les cadets et Kérénsky...» («La Révolution russe et la guerre civile», 29 septembre 1917.)

Plus se rapproche l'heure du dénouement final, plus Lénine se montre préoccupé du *rôle de diversion que peut jouer la revendication démocratique de la Constituante*. Le 8 octobre il écrit : «S'ils se résignaient à la

convocation de la Constituante par le gouvernement Kérensky, les bolchéviks réduiraient à une phrase creuse le mot d'ordre du pouvoir aux soviets, et se désoleraient politiquement en tant que parti prolétarien révolutionnaire.» Lors du comité central du 10 octobre, il répète : «Attendre jusqu'à la Constituante, qui, chose évidente, *ne sera pas pour nous*, est impensable, car cela signifie aggraver nos difficultés.» Il ne cesse de pester contre ceux qui veulent attendre, qui ne comprennent pas que seule la conquête du pouvoir «assure» la Constituante. Quand Zinoviev et Kamenev reculent devant l'appel à l'insurrection, il les dénonce comme corrompus avant l'heure par le crétinisme parlementaire : «Que messieurs Zinoviev et Kamenev fondent leur propre parti, avec quelques dizaines d'individus désorientés ou de *candidats à l'Assemblée constituante.*» (18 octobre 1917.)

Cette défiance envers le mot d'ordre d'Assemblée constituante ne trouvera son expression théorique achevée qu'aux derniers jours de 1917. Devant le Comité central réuni le 1^{er} décembre, Lénine caractérise la Constituante comme «*la forme supérieure de la démocratie en république bourgeoise*». Il cherche à donner à la Constituante un contenu nouveau, à la tirer du côté de la démocratie directe à l'opposé de la démocratie représentative, ne fût-ce que par la révocabilité des élus : «Vous disiez qu'il fallait isoler la bourgeoisie, mais sous le couvert d'un mot d'ordre démocratique de pure forme, celui de l'Assemblée constituante, les cadets déclenchaient en fait une guerre civile... Nous avons institué le *droit de rappel des députés* et *la Constituante ne sera pas celle que la bourgeoisie avait conçue.*»

A la veille de la réunion de la Constituante, le 12 décembre, il rédige enfin ses «Thèses sur la Constituante», dans lesquelles il rappelle que, dès le début de la révolution, les soviets furent considérés comme «*une forme de démocratie supérieure à celle de la république bourgeoise habituelle avec Assemblée constituante*». Ce fut le fil à plomb léniniste de toute l'année 1917. «Ainsi, *cette Assemblée constituante* qui devait être le couronnement de la République parlementaire bourgeoise ne pouvait que se mettre en travers de la voie de la révolution d'Octobre et du pouvoir des soviets.» («Projet de décret sur la dissolution de la Constituante», janvier 1918.) Le même jour, dans le discours sur la dissolution, il déclare : «Naguère, comparée au tsarisme et à la république de Kérensky, l'Assemblée constituante valait mieux pour nous que leurs fameux organismes du pouvoir; mais à mesure que naissaient les soviets, ceux-ci, bien entendu en tant qu'organes révolutionnaires du peuple tout entier, devenaient incomparablement supérieurs à tous les parlements du monde, ce que je soulignais déjà en avril.» Dans le projet de révision

du programme rédigé le 6 octobre 1917, il n'envisageait la coexistence entre la République soviétique et l'Assemblée constituante que comme un « *type mixte provisoire* ».

Managua : pour que les comités deviennent la tête et le bras de la révolution

Parallèlement à la résistance de la dictature, la bourgeoisie nicaraguayenne, conseillée par l'impérialisme, a tenté de négocier avec le Front sandiniste la sauvegarde de son pouvoir d'État. En juin-juillet, les accords conclus offraient à la bourgeoisie anti-somoziste une *triple garantie*. Il était prévu :

- la formation d'une junte de reconstruction de cinq membres (trois bourgeois et deux sandinistes) et d'un gouvernement de reconstruction ;
- la fusion de l'armée sandiniste et des restes de la Garde nationale ;
- la mise en place d'un Conseil d'État composé des représentants des organisations du front anti-somoziste, en majorité bourgeois.

L'ouragan de la révolution a balayé ce château de cartes. La maladroite obstination d'Urcuyo les 17 et 18 juillet a déclenché un dernier assaut populaire qui *a disloqué ce qui pouvait subsister de la Garde nationale*, dont les lambeaux se sont réfugiés au Honduras.

Le Conseil d'État n'a pas vu le jour. Fin octobre, les petits partis bourgeois (social-démocrate, social-chrétien, démocrate-conservateur) ainsi que la chambre de commerce, inquiets des nouvelles mesures sociales, ont organisé diverses réunions pour exiger la réunion rapide du Conseil d'État.

Ce conseil devait être composé de trente-trois représentants des partis bourgeois, de la chambre de l'Industrie et du Commerce, du Front sandiniste, des syndicats, de l'Église catholique et autres groupes. Sa composition avantageait outrageusement les secteurs les plus conservateurs du Front anti-somoziste. Depuis, la radicalisation de la révolution montre à l'évidence que sa convocation signifierait un grand pas en arrière. Aucune date n'a encore été fixée pour sa réunion, et le 5 octobre, Moïses Hassan, membre de la Junte de reconstruction, indiquait que sa composition devrait être reconsidérée. D'autres dirigeants sandinistes ont émis l'intention de redéfinir la composition d'un conseil d'État appuyé sur les organes de mobilisation nés du processus révolutionnaire.

Avec l'effondrement de la Garde nationale et en l'absence du Conseil d'État, le gouvernement de reconstruction nationale, gouvernement de coalition entre le Front sandiniste et des représentants significatifs de la bourgeoisie, reste suspendu en l'air. Dans la mesure où il ne rompt pas radicalement avec les institutions de l'État bourgeois et avec la propriété privée, il demeure un gouvernement bourgeois. Mais il n'est pas le centre de gravité du pouvoir réel.

Les sandinistes qui détiennent la substance du pouvoir et contrôlent l'armée révolutionnaire ont parfois justifié à mots couverts ce gouvernement comme leur couverture pour négocier avec l'impérialisme. A l'inverse, ce gouvernement peut devenir le canal de transmission des pressions et des diktats impérialistes.

Il ne faut pas en déduire que l'heure serait à l'affrontement ouvert avec ce gouvernement. La question dans un gouvernement de coalition est de savoir qui est l'otage de qui. En Yougoslavie de 1943 à 1945, en Chine en 1949, à Cuba en 1960, les derniers ministres bourgeois étaient déjà les otages de la révolution et non l'inverse. Au Portugal au contraire, le PC et le PS étaient en juin 1974 les otages volontaires du gouvernement de Spínola, et nous exigeons leur retrait immédiat du gouvernement en même temps que la convocation d'une Assemblée constituante.

Au Nicaragua, le Front sandiniste détient le pouvoir réel, et *jusqu'à présent* le gouvernement a enregistré ou avalisé les mesures sociales prises. De sorte que *sa légitimité révolutionnaire n'est pas entamée aux yeux des masses*. On peut prévoir, dans la mesure où des secteurs significatifs de la bourgeoisie sont représentés en son sein, que des conflits et ruptures sont inévitables, au fur et à mesure que s'approfondira le processus de révolution permanente. Mais il n'est pas indifférent que ce soit la bourgeoisie qui soit acculée à rompre et à se retirer du gouvernement en s'opposant aux besoins de la révolution en marche.

Dans ces conditions, on ne peut considérer la présence du Front sandiniste au gouvernement comme un manquement aux principes. Le véritable problème est ailleurs : sans chasser directement les ministres bourgeois, il faut *éduquer les masses et les préparer à l'idée qu'un conflit est inévitable*. Qu'il est possible de lutter avec un secteur de la bourgeoisie contre la dictature et pour les libertés démocratiques, mais que la société ne peut être dirigée dans l'intérêt des travailleurs par un gouvernement où patrons et ouvriers se retrouvent côte à côte.

La gravité de la crise même ne tardera pas à poser le problème. Dans un pays dévasté par la guerre civile, en proie au chômage et à la famine ou aux rationnements, des solutions radicales s'imposent. La

révolution nicaraguayenne ne saurait être appréciée au seul critère du rythme et de l'ampleur des expropriations. Plus de la moitié des terres cultivables ont été nationalisées, ainsi que les entreprises de Somoza, la banque, les assurances. Mais la situation de pénurie appelle inévitablement de nouvelles mesures de contrôle des prix et de la production, de ravitaillement, d'épuration, d'extension de la réforme agraire. Le *Bill of Rights*, qui tient lieu de constitution provisoire, déclare que la propriété privée est passible de restrictions en fonction de «*l'utilité publique et de l'intérêt social*». Cette clause ouvre la voie à une possible extension de la réforme agraire, ainsi qu'à la multiplication des «interventions» ou enquêtes, y compris sur les biens de la bourgeoisie antisomoziste, à l'initiative des services gouvernementaux ou des comités sandinistes. Le ministère de l'Économie a ainsi été amené à établir un contrôle contre la spéculation sur les prix de la viande et à appeler les comités sandinistes à jouer un rôle actif dans l'exercice de ce contrôle.

Le développement de ces mesures anticapitalistes et l'essor de l'auto-organisation sont indissociables.

Le Monde du 27 octobre reprenait dans un article une dépêche de l'AFP faisant état des démêlés du ministre de l'Intérieur, Tomas Borge, avec les milices, notamment dans la région de Masaya, ainsi que de déclarations insistant sur la nécessité de réduire les pouvoirs exagérés que se seraient octroyés certains comités de défense sandinistes (comme la possibilité de délivrer des permis de conduire et des autorisations de sortie à l'étranger).

Ces rumeurs sont en partie contradictoires avec les déclarations antérieures et avec les articles de la presse sandiniste. Lors d'une conférence de presse, le 9 octobre, Tomas Borge avait développé de manière détaillée sa conception du rôle et de l'avenir des milices : «Les milices actuelles sont en passe d'être intégrées à l'armée, à la police, à la production. C'est un processus plutôt lent en raison des limites matérielles et autres de l'organisation existantes. Dès que les milices actuelles sont intégrées dans l'armée, les organes de sécurité de l'État, les centres de production — ou dans les lycées et collèges, car nombre de miliciens sont en fait des étudiants ou des collégiens — nous allons créer une milice nationale. En fait, elle est déjà en création. Ce qui signifie que les travailleurs, dans les usines, les étudiants dans les universités, les employés dans les administrations, qui veulent rejoindre volontairement les milices (et j'insiste sur le mot volontairement, car il ne s'agira en rien d'un service obligatoire) pourront le faire.

«Nous avons calculé que dans quelques mois nous aurons 300 000

miliciens au Nicaragua. Ces miliciens seront intégrés dans les centres de production et les travailleurs dans les usines seront eux-mêmes des miliciens. Ils auront leurs propres armes. Il ne faudra pas les trimballer dans les rues, elles seront entreposées sur les lieux de travail, et seront bien évidemment sous le contrôle des miliciens eux-mêmes. Ces armes serviront à monter la garde dans les usines, à maintenir l'ordre dans les villes, ou, si nécessaire, à se joindre au combat, si notre pays est attaqué.

« En conséquence, les milices auront aussi un entraînement militaire d'au moins un jour par semaine, de sorte que, s'il était nécessaire de défendre le pays, le peuple du Nicaragua serait sans doute capable de le faire aussitôt à travers ses milices. »

Ce projet répond à un réel problème dans la situation de dualité du pouvoir qui est celle du Nicaragua. Les armes ont été saisies pendant la chute de la dictature, souvent par des jeunes à partir de 12 ans, dont les conditions matérielles ne permettent pas la scolarisation. Dans un pays où la moitié de la population est en proie au chômage saisonnier ou régulier, dans un contexte instable de guerre civile larvée, le danger existe de voir une partie des milices d'hier se transformer en bandes errantes. Le souci d'enraciner les organes miliciens sur les lieux de travail, d'étude et de production, est juste ; tout comme est juste le projet d'une tournée hebdomadaire d'entraînement militaire. C'est en ces termes que Lénine posait au printemps 1917 la question des milices. Avec une précision supplémentaire : que dans les entreprises privées, la journée d'entraînement militaire sera payée par les patrons !

Le sort des milices a sans aucun doute fait l'objet d'un débat dans le Front sandiniste. Mais après la tentative d'incorporer l'essentiel des milices dans l'armée sandiniste début août, la décision de leur maintien et de leur réorganisation semble l'avoir emporté. Ce que confirme leur présence à côté de l'armée au défilé militaire du 1^{er} septembre, ainsi qu'une lettre ouverte à la presse de Carlos Nunez, membre de la direction nationale unifiée du Front, datée du 7 septembre, en défense des milices, et enfin l'intervention de Tomas Borge.

Les comités de défense sandinistes, définis par le Front comme « les yeux et les oreilles de la révolution », posent un problème analogue. Il ne fait aucun doute que le Front sandiniste ne s'est pas contenté d'enregistrer l'existence des comités. Il a pris l'initiative de les encourager. Un article solennel de *Barricada*, daté du 23 septembre, prône leur développement : « C'est une organisation large et démocratique du peuple nicaraguayen qui se constitue pour défendre et consolider la révolution. Par son entremise les plus larges masses populaires met-

tent en œuvre les changements révolutionnaires, cherchent à résoudre leurs problèmes, défendent leurs intérêts et se préparent à participer directement à l'exercice du pouvoir populaire... Ils ont surgi avant l'insurrection comme une nécessité urgente d'organiser la défense contre la dictature et l'appui au FSLN. Les comités de défense furent les gardiens les plus effectifs de chaque quartier pour le nettoyer des sbires. Ils furent les infirmeries, les cliniques clandestines, les imprimeries secrètes équipées de ronéos vietnamiennes, les cantines subversives... Les CDS, comme nous l'avons dit, sont les yeux et les oreilles de la révolution.»

Cet article définit un mode de représentation des comités, à partir de la rue ou du bloc d'immeubles, *jusqu'aux conseils municipaux inclus*, sur la base d'un système de délégués *révocables à tous les échelons*. Mais rien n'est précisé au-delà. Aucun projet de congrès ou de conférence pour la *centralisation des comités au niveau du pays tout entier*. Or tel est bien le problème.

Après l'assassinat d'un de ses responsables, le 5 octobre à Managua, le Front sandiniste a lancé une opération de ratissage systématique de la ville. Après quoi, il a mis en avant une campagne pour *contrôler le somozisme, défendre la révolution*, à travers les CDS. Les comités se sont ainsi vu confier des tâches de contrôle, de surveillance, d'épuration, auxquelles s'ajoutent aujourd'hui des tâches de contrôle des prix. Ces comités jouent donc un rôle actif de mobilisation. On peut néanmoins comprendre, dans une situation d'équilibre instable, dont tenteront de profiter les spéculateurs, les profiteurs, les embusqués du somozisme, que le Front sandiniste veuille contrôler centralement la délivrance de papiers comme les permis de conduire qui peuvent servir de documents d'identité, ou garder sous son autorité les mouvements d'entrée et de sortie dans le pays.

Mais il n'est pas possible d'ignorer que toute mesure de ce type, dans une situation enchevêtrée de double pouvoir, où les représentants du Front cohabitent dans le gouvernement avec des bourgeois notoires, où l'autorité révolutionnaire coexiste avec le maintien des institutions étatiques, revêt un caractère contradictoire. Une centralisation est sans aucun doute nécessaire. Mais une centralisation au profit du pouvoir révolutionnaire : s'il s'agit de retirer aux comités locaux des pouvoirs abusifs, ils ne peuvent être transférés qu'à un pouvoir central émanant lui-même de la centralisation des comités. A cette condition, il sera possible de convaincre les combattants de la révolution, sans renoncer à aucune parcelle des conquêtes révolution-

naires, de rassembler leurs forces pour faire face à de nouveaux affrontements.

La question de la Constituante et des élections libres ne peut être posée que *de manière subordonnée* par rapport à la priorité que constitue la centralisation des comités. Si l'épreuve de force immédiate n'est pas possible avec la bourgeoisie soutenue par l'impérialisme, c'est que le niveau de conscience des masses nicaraguayennes est encore largement antidictatorial et démocratique, bien plus que socialiste. La situation de dualité de pouvoir doit être mise à profit pour approfondir l'expérience des masses, *renforcer leur organisation autonome, élever leur niveau de conscience*. Syndicats, comités et milices sont les instruments de cette bataille. La seule qui donne des *garanties* pour aborder dans les meilleurs rapports de forces les confrontations inévitables.

L'exigence de convocation de la Constituante et d'élections libres peut être dans ces conditions l'axe de campagne privilégié d'une bourgeoisie soucieuse de reconstituer le terrain parlementaire sur lequel pourraient prendre vie les partis politiques qui lui font aujourd'hui défaut. Il peut s'agir des premiers préparatifs de la contre-révolution démocratique. Nous ne disons pas pour autant que le refus net de convoquer une Assemblée élue constituerait une position de force. C'est pourquoi il serait plus probant et plus efficace du point de vue des tâches à accomplir, de développer au maximum les organes de démocratie directe et de *les centraliser*. En reprenant la démarche de Lénine, les sandinistes pourraient alors répondre que *seule une Assemblée constituante convoquée par un gouvernement révolutionnaire appuyé sur un congrès national des comités pourrait être autre chose qu'une parole* propice aux combinaisons et alliances parlementaires contre la révolution.

La révolution nicaraguayenne a de multiples obstacles à surmonter. Non seulement celui que représente sa propre bourgeoisie, mais encore les pressions internationales, incomparablement plus fortes, de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Sa capacité à déjouer les pièges multiples et les traquenards dépendra en dernière analyse de l'existence d'un parti révolutionnaire cohérent, solide et reconnu. Le Front sandiniste a été jusqu'à ce jour l'avant-garde de cette révolution. C'est en son sein que les militants organisés de la IV^e Internationale défendront loyalement leur programme, pour s'efforcer de construire avec lui le parti révolutionnaire dont la révolution a besoin et à travers lui la section de la IV^e Internationale.

Daniel Bensaïd



Destruction en juin 1979 à Massaya dans le centre ville.

Sur un marché à Managua.



MICHEL
ROVERE

A propos du mot d'ordre de Constituante

C'est dans deux textes écrits l'un en mai 1930 et l'autre en janvier 1931 à propos de l'Italie que Trotsky décrit peut-être le mieux à la fois l'importance des mots d'ordre démocratiques, notamment celui d'Assemblée constituante, mais aussi leurs limites dans une situation de crise révolutionnaire, à l'heure où la question du pouvoir, c'est-à-dire du renversement de l'État bourgeois et de l'instauration de la dictature du prolétariat, est mise à l'ordre du jour.

Dans ses «Remarques critiques à propos de la résolution du groupe Prometeo sur les revendications démocratiques»¹, Trotsky attaque violemment les positions ultra-gauches de ce groupe bordiguiste qui considère que la démocratie est un principe des exploités, et que le fait d'avancer des mots d'ordre démocratiques est, partant, «réactionnaire».

Aux bordiguistes qui opposent le mot d'ordre de dictature du prolétariat indépendamment de toute réalité historique comme une vérité absolue face à l'erreur, elle aussi absolue, de la démocratie. Trotsky explique le caractère totalement métaphysique d'une telle position à partir de quelques exemples concrets.

- *1^{er} exemple* : la libération et l'indépendance nationale
«Que se passerait-il avec un détail comme par exemple l'indépen-

dance de l'Inde vis-à-vis de la Grande-Bretagne? C'est un mot d'ordre purement démocratique. Il s'agit de la libération d'une nation dominée par une autre... Que se passe-t-il alors avec le mot d'ordre démocratique "d'indépendance nationale"? Nos critiques avisés sautent par-dessus la question.»

- *2^e exemple* : la défense des libertés d'expression

«Est-ce que les communistes doivent lutter contre la violence et les provocations de la police lorsqu'elles sont dirigées contre la liberté de la presse, le droit de grève et de réunion? Et qu'est-ce que cela signifie sinon la lutte pour la démocratie?»

- *3^e exemple* : la question agraire

«Comment aborder dans cette même Inde, en Hongrie ou dans tant d'autres pays, la question agraire? Nous savons que la soif de terre des paysans peut les conduire à appuyer la dictature du prolétariat, même dans un pays aussi arriéré que l'Inde, mais, pour concrétiser cette possibilité, il faut une série de conditions historiques concrètes, et parmi elles une compréhension correcte du problème agraire démocratique.

«Les paysans indiens ne connaissent pas la dictature du prolétariat et ne la connaîtront pas avant qu'elle se réalise, grâce à leur appui semi-conscient. Je dis semi-conscient parce que le paysannat indien, malgré le peu de clarté de sa position politique, veut très consciemment prendre la terre et exprime ce désir dans la formule selon laquelle la terre doit appartenir au peuple et non aux propriétaires terriens. Il ne s'agit pas là d'un programme révolutionnaire pur, qui signifie la liquidation de tout vestige du féodalisme. Que diront les bordiguistes aux paysans? Votre programme est démocratique et partant réactionnaire; nous vous proposons un programme de socialisme et de dictature du prolétariat. Il ne fait pas de doute que les paysans leur répondraient avec quelques mots bien sentis de la langue indienne.

«Et qu'est-ce que nous disons, nous, aux paysans? Votre programme démocratique pour la terre signifie un grand pas historique dans le développement social. Nous autres, communistes, nous poursuivons un but historique beaucoup plus radical, mais nous appuyons totalement votre tâche démocratique et nous la faisons nôtre à l'étape actuelle. C'est l'unique moyen d'attirer le paysan pour qu'il appuie la dictature du prolétariat dans le cours de sa propre lutte.»

• 4^e *exemple* : Trotsky écharpe le crétinisme antiparlementaire des bordiguistes

« Ces doctrinaires refusent de comprendre que nous réalisons la moitié, les trois quarts, voire dans certaines périodes historiques 99 % de la préparation de la dictature en nous appuyant sur la démocratie et que, ce faisant, nous défendons chaque centimètre des positions démocratiques conquises [...]

« La démocratie est une arme du capitalisme disent nos critiques. Elle l'est, mais de façon contradictoire comme le capitalisme dans son ensemble. La démocratie sert la bourgeoisie, mais dans certaines limites elle peut également servir le prolétariat contre la bourgeoisie. Le malheur est que les bordiguistes ne comprennent pas la démocratie et la dictature du prolétariat comme des institutions historiques qui peuvent se succéder dialectiquement, mais comme deux principes purs qui incarnent l'un le bien et l'autre le mal. »

Enfin Trotsky parachève sa charge contre l'ultra-gauche, en reprenant l'exemple du mot d'ordre de Constituante en Russie. « Enfin j'aborderai le point 5, qui se réfère à la Russie et qui est d'une rare curiosité. Il y est dit que les bolchéviks n'ont avancé le mot d'ordre d'Assemblée nationale que *durant une période assez courte, de la chute du tsarisme jusqu'à la tentative de restauration de la domination capitaliste*. En réalité la social-démocratie a avancé le mot d'ordre d'Assemblée nationale depuis qu'elle commencé d'exister, c'est-à-dire depuis 1883. Ce mot d'ordre a joué un rôle extrêmement important dans l'éducation du prolétariat et du parti depuis le début du siècle. La révolution de 1905 s'est développée sous ce mot d'ordre. Tout le travail des bolchéviks entre les deux révolutions se fonda sur les mots d'ordre suivants : république démocratique, la terre aux paysans (réforme agraire démocratique), la journée de 8 heures (mot d'ordre de démocratie ouvrière). »

Polémiquant avec l'ultra-gauche, comme il dénonçait peu auparavant l'aventurisme et le putschisme des staliniens de la troisième période en Chine qui jugeaient opportuniste le mot d'ordre d'Assemblée nationale et même après les défaites de Changai et de Canton², Trotsky affirme avec force l'un des fondements de la théorie de la révolution permanente : dans un pays arriéré, face à une bourgeoisie incapable d'accomplir les tâches de la révolution démocratique bourgeoise, c'est au prolétariat et à son avant-garde organisée de reprendre en main la bataille pour ces libertés-là et permettre par-delà que la grande masse de la petite bourgeoisie (la paysannerie) se range à ses côtés, étant entendu que seule une révolution socialiste, l'instauration

de la dictature du prolétariat, est à même de réaliser de façon véritable et complète ces tâches démocratiques bourgeoises.

La lettre à Blasco

Dans les «Problèmes de la révolution italienne»³, écrit en mai 1930, Trotsky donne pourtant un autre éclairage, complémentaire mais tout aussi indispensable, au mot d'ordre d'Assemblée constituante. Il est vrai que les interlocuteurs ne sont plus les mêmes. Il ne s'agit plus de polémique contre l'ultra-gauche bordiguiste, mais d'une discussion avec trois dirigeants du Parti communiste italien, Blasco (Pietro Tresso), Feroci et Santini qui viennent de rejoindre l'Opposition de gauche internationale et d'être exclus du CC du PCI. Là Trotsky polémique contre la conception centriste ou réformiste de gauche qui, au moment du point culminant de la crise révolutionnaire, lorsque la question de la destruction définitive de l'État bourgeois et de l'instauration de la dictature du prolétariat est à l'ordre du jour, hésite à trancher entre Constituante et soviét, entre les dernières formes de la démocratie bourgeoise et les nouveaux organes d'une démocratie supérieure.

«Vous me rappelez que j'ai critiqué autrefois le mot d'ordre de "Assemblée républicaine basée sur les comités d'ouvriers et de paysans", mot d'ordre avancé autrefois par le Parti communiste italien.

«[...] je voudrais vous dire pourquoi je considère ce slogan comme erroné ou, tout au moins, ambigu en tant que mot d'ordre politique. L'Assemblée républicaine constitue de façon évidente une institution de l'État bourgeois. Que sont d'autre part les comités d'ouvriers et de paysans? Il est évident qu'ils sont des sortes de soviets d'ouvriers et de paysans, et cela doit être dit. Car des organes de classe d'ouvriers et de paysans pauvres, que vous leur donniez le nom de soviets ou de comités, constituent toujours des organisations de lutte contre l'État bourgeois, deviennent ensuite les organes de l'insurrection pour être finalement transformés, après la victoire, en organes de la dictature du prolétariat. Comment alors, dans ces conditions, une Assemblée républicaine, organe suprême de l'État bourgeois, pourrait avoir sa "base" dans des organes de l'État prolétarien?»

Et Trotsky continue en rappelant comment et surtout qui et dans quelles circonstances a joué la confusion entre soviets et Constituante : «Je voudrais vous rappeler qu'en 1917, avant Octobre, Zinoviev et Kamenev, quand ils s'opposèrent à l'insurrection, le firent en arguant

qu'il convenait d'attendre l'Assemblée constituante qui devait se réunir afin de créer un «État combiné» par la voie d'une fusion entre l'Assemblée constituante et les soviets ouvriers et paysans.

«En 1919 nous vîmes Hilferding⁴ proposer d'inscrire les soviets dans la constitution de Weimar. Comme Zinoviev et Kamenev, Hilferding appelait cela «l'État combiné». Nouvelle espèce de petit bourgeois, il voulait, *au moment précis du tournant historique le plus abrupt* (souligné par nous), combiner un troisième type d'État en entrecroisant les fils de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat sous le signe de la Constitution.»

Le mot d'ordre d'Assemblée constituante concentre en effet un certain nombre de revendications démocratiques, face à des régimes autocratiques de dictatures militaires ou bonapartistes : le principe du suffrage universel, des élections libres, de la supériorité et de la souveraineté des organes élus sur tous les individus ou organismes autoproclamés ou cooptés. C'est ce qui lui a conféré toute sa force, par exemple en Russie, dans la lutte contre le tsarisme. Il n'est pas besoin de rappeler le rôle des revendications démocratiques dans un processus de révolution permanente. La lutte pour les revendications démocratiques bourgeoises et leur réalisation ne s'arrête évidemment pas au moment où, dans le cours même de la crise révolutionnaire et de la montée du mouvement de masse, la question de l'instauration de la dictature du prolétariat est posée : dans un pays colonial ou semi-colonial la question agraire démocratique, l'alphabétisation, comme réformes démocratiques bourgeoises, mettront des années avant d'être achevées, même après l'instauration de l'État ouvrier.

De même la dictature du prolétariat, fondée et identifiée à la démocratie ouvrière, peut et doit reprendre à son compte, en les élargissant, un certain nombre de principes démocratiques bourgeois : les libertés de réunion, d'association, les élections libres, le principe de la supériorité des organismes élus sur les organismes nommés, la subordination de l'appareil de l'État aux organismes représentatifs élus, etc.

La Constituante est aussi une institution de l'État bourgeois

Mais le mot d'ordre de la Constituante n'est pas seulement l'incarnation de ces principes-là. Dès la première minute de son existence, elle est aussi autre chose : une institution de l'État bourgeois, peut-être la plus représentative, la plus démocratique, selon l'expression de Lénine, mais quand même une institution de l'État bourgeois.

C'est pour cela que toute la tradition du mouvement marxiste révolutionnaire a été de refuser d'avancer de façon isolée le mot d'ordre de Constituante, en considérant qu'il serait pourvu en soi d'un contenu transitoire, irrécupérable par la bourgeoisie. Au contraire il s'est toujours agi d'avancer simultanément la question des *tâches* que doit accomplir une telle institution, tâches qui sont posées par le cours même du mouvement de masse, et qui correspondent aux besoins objectifs des masses.

Cette tradition remonte, avant même Lénine, à Marx et Engels au cours de la révolution allemande de 1848.

Marx, Engels et l'Assemblée de Francfort

« En Allemagne, écrivent Marx et Engels dans *le Manifeste communiste*, le Parti communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie. Mais à aucun moment il ne néglige d'éveiller chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent convertir les conditions politiques et sociales créées par le régime bourgeois en autant d'armes contre la bourgeoisie. Afin que, sitôt détruites en Allemagne les classes réactionnaires, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même. »

Le Manifeste paraît quelques semaines avant que n'éclatent les émeutes du 18 mars 1848 qui préludent à la révolution allemande. C'est au cours de cette révolution que Marx et Engels feront l'expérience de la veulerie historique de la bourgeoisie allemande qui craint déjà plus le prolétariat que la monarchie. Tirant le bilan de la politique « ententiste » de l'Assemblée de Francfort face à la monarchie prussienne, Marx écrit dans *la Nouvelle Gazette rhénane* du 31 décembre 1848 : « L'histoire de la bourgeoisie prussienne de mars à décembre, comme celle de la bourgeoisie allemande en général, prouve qu'en Allemagne une révolution purement bourgeoise et l'établissement de la domination bourgeoise sous la forme d'une monarchie constitutionnelle sont impossibles. Seules sont possibles la contre-révolution féodale absolutiste ou la révolution républicaine et sociale. »⁵

Mais si Engels et Marx vont mener bataille, des colonnes de *la Nouvelle Gazette rhénane* pour le premier, ou à la tête des milices du Palatinat contre les capitulations de la gauche de l'Assemblée de Francfort, ils

ne le feront pas seulement sur le terrain abstrait de la lutte entre l'Assemblée et le trône, mais au nom des tâches objectivement mises à l'ordre du jour par le déclenchement de la révolution allemande.

Le premier soin de Marx et d'Engels dès l'annonce de la révolution en Europe fut d'élaborer et de faire adopter par le Comité central de la Ligue les revendications des communistes en Allemagne. Les principales de ces dix-sept revendications sont la proclamation d'une République allemande, une et indivisible, l'armement général du peuple, la suppression sans indemnités des charges féodales, la nationalisation des domaines féodaux, des mines, des carrières et des transports, la prise en charge par l'État des hypothèques grevant la petite propriété paysanne, la séparation de l'Église et de l'État, l'établissement d'un impôt progressif sur les revenus et la suppression des impôts sur la consommation, la fondation d'ateliers nationaux, enfin l'instruction gratuite et générale du peuple⁶.

Le but ouvert de Marx et d'Engels est d'associer, dans un pays où les centres industriels restent encore peu nombreux, la masse de la paysannerie et de la petite bourgeoisie à l'action révolutionnaire du prolétariat.

Dans le même temps où Marx et Engels font l'expérience des trahisons de la bourgeoisie prussienne et allemande, ils rompent avec les Associations démocratiques, interclassistes, et s'efforcent d'organiser de façon indépendante, dans les Unions ouvrières, le prolétariat allemand.

Cette expérience de la Révolution allemande de 1848 ne va pas rester sans conséquences sur le développement de la politique marxiste révolutionnaire à l'orée du xx^e siècle. On sait comment Parvus et Trotsky, à partir de certaines des conclusions de Marx, ont élaboré la théorie de la révolution permanente⁷.

On sait moins comment Lénine lui-même s'est inspiré de la démarche de Marx et d'Engels pour aborder la question des revendications démocratiques et de leur prise en charge dans le programme et l'action du POSDR.

Lénine avant et pendant 1905

La social-démocratie révolutionnaire russe reprend à son compte dès sa fondation la lutte pour les libertés démocratiques contre l'autocratie tsariste. Dans le projet de programme qu'il rédige en prison, en

1895⁸, Lénine explique : «la lutte de la classe ouvrière russe pour sa libération est une lutte politique, et sa tâche première est d'obtenir la liberté politique».

Lénine dresse ensuite une longue liste de revendications démocratiques des socialistes russes : aux côtés des revendications de suffrage universel, de liberté de réunion, d'association et de grève, de la liberté de la presse et de l'égalité des nationalités, Lénine prône comme première mesure «la convocation d'un Zemski sobor composé de représentants de tous les citoyens en vue d'élaborer une constitution»⁸, c'est-à-dire l'élection d'une constituante.

Ce programme est repris par toutes les ailes de la social-démocratie russe et même par certains secteurs populistes ou de la bourgeoisie libérale.

Mais, très vite, un discriminant va opérer qui est la question des alliances et des moyens de mettre en œuvre ce programme de la démocratie révolutionnaire.

La question des alliances et des moyens

Et, de fait, après la scission de 1903 entre bolchéviks et menchéviks sur les principes d'organisation, c'est la question des alliances avec les partis du libéralisme bourgeois qui va creuser et approfondir le fossé entre les deux ailes du POSDR.

A partir de l'automne 1904, les Zemtvos, organismes représentatifs de la moyenne bourgeoisie et de la petite bourgeoisie terrienne, organisent une campagne de repas semi-publics. Les menchéviks décidèrent d'appuyer cette campagne des banquets et de ne rien faire qui puisse effrayer cet allié.

Lénine au contraire, qualifiant les libéraux de «larbins du tsarisme», expliquait que si soutien il y avait, il ne pouvait s'agir que de «critiquer les flottements, de souligner impitoyablement chacun de ses faux pas, de démasquer et flétrir tous les faux pas de cette bourgeoisie démocrate»⁹.

Cette divergence prit évidemment un tour aigu après l'éclatement de la révolution de 1905 quand la liquidation du tsarisme ne fut plus seulement un sujet de péroraisons et de toasts pour les bourgeois libéraux éméchés, mais la revendication de la rue et des usines.

Si tous les courants, depuis la bourgeoisie libérale jusqu'aux bolchéviks, parlent d'Assemblée constituante, le clivage porte entre les différents courants sur les tâches que cette constituante doit accomplir et

partant sur les moyens d'assurer, face à l'autocratie, sa convocation et sa souveraineté.

Lénine, dans « Les deux tactiques de la social-démocratie russe »¹⁰, explique qu'il y a trois positions fondamentales en présence :

— Le gouvernement du tsar qui admet qu'il est nécessaire de convoquer les représentants du peuple, mais ne veut en aucun cas admettre que leur assemblée puisse être autre chose que consultative, c'est-à-dire une véritable Assemblée constituante, représentative et souveraine.

— La bourgeoisie libérale et son Parti constitutionnel démocrate (KD) ne réclament pas le renversement de l'autocratie et n'exigent pas que de véritables garanties protègent la liberté et la régularité des élections et des travaux d'une assemblée réellement représentative et constituante.

« Au fond la bourgeoisie libérale, écrit Lénine, recherche un accommodement aussi pacifique que possible entre le tsar et le peuple révolutionnaire. Accommodement qui lui donnerait le plus de pouvoir à elle, la bourgeoisie, et le moins au peuple révolutionnaire, prolétariat et paysannerie »¹².

— Face à ces deux positions, la troisième est celle du prolétariat révolutionnaire, « pour autant qu'il est dirigé par la social-démocratie », qui exige que tout le pouvoir soit remis à l'Assemblée constituante. Mais Lénine critique féroce­ment les menchéviks qui se contentent simplement d'agiter le mot d'ordre de Constituante sans indiquer *les tâches* qu'elle aura à résoudre et les moyens de sa réalisation. Et Lénine de rappeler le contenu de la résolution du III^e Congrès du POSDR réuni en avril 1905 (c'est le premier congrès fractionnel réuni par les bolchéviks dans le dos de la minorité, ce qui en révèle l'importance aux yeux de Lénine).

« Pour instituer un nouveau régime exprimant réellement la volonté du peuple, il ne suffit pas de qualifier de constituante l'Assemblée des représentants, écrit Lénine, il faut encore que cette assemblée ait le pouvoir et la force de se constituer. Conscient de ce fait, le Congrès ne s'est pas borné à formuler purement et simplement dans sa résolution le mot d'ordre d'Assemblée constituante, il a précisé les conditions matérielles qui seules permettront à cette assemblée d'accomplir véritablement sa tâche. »¹²

Et d'expliquer que seul un gouvernement révolutionnaire provisoire est capable d'assurer la liberté de la Constituante. Le mot d'ordre de Gouvernement provisoire révolutionnaire, gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, est lié évidemment chez Lénine à ce qui reste

encore en 1905 une conception «semi-étapiste» de la révolution socialiste, définie par la formule de dictature révolutionnaire et démocratique du prolétariat et de la paysannerie.

C'est à juste titre que Trotsky critiquera une telle formulation qui ménage la chèvre et le chou, en expliquant que la bourgeoisie russe abandonnera au prolétariat la totalité des positions de la révolution et que le seul mot d'ordre correct est celui de gouvernement ouvrier¹³.

Mais plutôt que de revenir ici sur cette appréciation du GPR chez Lénine, il faut voir toute la *démarche* qui la sous-tend, démarche que Trotsky évidemment ne critique pas : sur les *moyens*, le GPR et la Constituante qu'il convoquera ne peuvent être que le produit de l'*insurrection* mettant à bas le régime autocratique.

Le programme d'action de ce gouvernement tel qu'il devait être ratifié par la Constituante (les *tâches*) doit être «conforme à la situation historique objective et aux tâches de la démocratie prolétarienne. Il s'agit là de *tout* le programme minimum de notre parti, programme des transformations politiques et économiques immédiates, parfaitement réalisables, d'un côté sur le terrain des rapports économiques et sociaux actuels et nécessaires, d'un autre, pour faire un nouveau pas en avant, pour réaliser le socialisme.» Le rôle du GPR «consistera, d'un point de vue formel, à convoquer une Assemblée constituante, son activité pour le fond à réaliser le programme minimum de la démocratie prolétarienne seul capable d'assurer les intérêts du peuple soulevé contre l'autocratie.»¹⁴

Le moins que l'on puisse dire c'est que Lénine ne fétichise guère le mot d'ordre de Constituante, et cela 12 ans avant la Révolution russe. Au point que Lénine explique que désormais en juin-juillet 1905 le mot d'ordre de Constituante n'est plus le mot d'ordre décisif : «Pour faire progresser la révolution, c'est-à-dire pour conduire celle-ci au-delà du terme que lui assigne la bourgeoisie monarchiste, il faut préconiser activement, souligner, mettre au premier plan des mots d'ordre *excluant* (souligné dans l'original) "l'inconséquence" de la démocratie bourgeoise. Ces mots d'ordre en ce moment *ne sont qu'au nombre de deux* : 1. Gouvernement révolutionnaire provisoire et 2. République parce que le mot d'ordre d'Assemblée constituante nationale a été *repris* par la bourgeoisie monarchiste.»¹⁵

Voilà qui devrait faire réfléchir tous ceux qui voudraient conférer à ce mot d'ordre une valeur *stratégique*. Dans une révolution, et l'insistance de Lénine sur le GPR le montre, au-delà du caractère faux ou ambigu du mot d'ordre, la seule question stratégique est celle du *pouvoir* et de qui s'en empare.

Cette attitude traditionnelle des bolchéviks de ne se laisser guider que par des considérations de stricte opportunité dans leur attitude envers la Constituante et le système parlementaire en général ne se démentit pas pendant la révolution de 1917, même si d'un bout à l'autre, et même d'ailleurs après la prise du pouvoir, ils maintinrent le mot d'ordre d'Assemblée constituante.

Comme l'écrit Anweiler : « Une fois Lénine converti au système des conseils, présenté comme une "forme supérieure de démocratie", il cessa d'accorder à l'Assemblée constituante la valeur relative qu'elle avait eue jusqu'alors dans son programme révolutionnaire. »¹⁶

Les bolchéviks, ou du moins la majorité d'entre eux, qui suivent Lénine après son retour en Russie et *les Thèses d'avril*, subordonnent l'objectif de la Constituante à l'objectif du pouvoir des soviets. Lénine, expliquant devant le parti ses *Thèses d'avril* où nul mot n'est dit sur la Constituante, le justifie ainsi : « La vie et la révolution ont repoussé la Constituante au second plan. »¹⁷

Pourquoi les bolchéviks vont-ils cependant maintenir le mot d'ordre ? D'une part, parce que la bourgeoisie et les socialistes-révolutionnaires qui ont mis la Constituante à leur programme refusent, de février à septembre, de la convoquer. C'est parce qu'il n'est pas « repris » par la bourgeoisie, que les bolchéviks vont reprendre le mot d'ordre et l'opposer, notamment après les journées de juillet et la répression qui s'abat contre les secteurs avancés du prolétariat comme un véritable défi démocratique face aux visées bonapartistes et autoritaires du cabinet Kérenski.

Ce faisant, les bolchéviks et Lénine faisaient de la pédagogie démonstrative aux yeux des masses, en particulier paysannes, en soulignant clairement comment les partis bourgeois, incapables de satisfaire leurs revendications (la terre et la paix), refusaient d'accomplir même le b a-ba de leur programme démocratique : « Plus MM. Lvov et consorts retarderont la convocation de la Constituante et plus il sera facile au peuple de faire son choix (par l'Assemblée constituante ou sans elle, si Lvov met trop de temps à la convoquer) en faveur d'une République des conseils de députés ouvriers et paysans. »¹⁸

Or, c'est précisément sur la question du mot d'ordre de Constituante que les secteurs opportunistes du parti bolchévik qui jugeaient qu'à cause de l'état arriéré de l'économie russe le moment n'était pas venu pour une révolution socialiste, vont cristalliser de septembre à

octobre leur opposition à la stratégie de Lénine-Trotsky de conquête du pouvoir.

Zinoviev et Kamenev

Face à la préparation de l'insurrection, qu'ils iront jusqu'à dénoncer publiquement, Kamenev et Zinoviev proposent comme alternative de « combiner » les soviets et la Constituante.

Il s'agit ainsi, sans lutte armée, c'est-à-dire sans destruction de l'État bourgeois, d'assurer le partage du pouvoir à un gouvernement de coalition socialiste et d'instituer, avec la Constituante, au niveau national un organisme qui jouirait selon eux d'une audience et d'une autorité qui faisaient défaut aux soviets. La révolution démocratique qui, pour eux, était seule à l'ordre du jour, serait ainsi couronnée par la Constituante révolutionnaire. Pour Lénine et Trotsky par contre, alors que la prise du pouvoir était possible et à l'ordre du jour, l'Assemblée constituante n'était plus qu'un vestige de la révolution bourgeoise qu'il convenait d'éliminer¹⁸.

Pourtant les bolchéviks, arrivés au pouvoir, maintinrent la convocation de l'Assemblée constituante, Lénine, qui s'y opposait, ayant été mis en minorité. L'argument principal des bolchéviks était de « légitimer » *a posteriori* par une Constituante, où les bolchéviks seraient avec leurs alliés socialistes-révolutionnaires de gauche en majorité, la prise du pouvoir, notamment aux yeux de la masse paysanne. En aucun cas il ne s'agissait de « combiner » de façon si peu durable que ce soit, soviets et Constituante, dictature du prolétariat et parlementarisme bourgeois²⁰.

Il y avait un réel problème de fond. L'insurrection n'avait été ratifiée, par le vote du II^e Congrès panrusse des soviets, *que par les représentants des ouvriers et des paysans sous l'uniforme*. Restait l'immense océan de la paysannerie russe, qui continuait d'accorder sa confiance à une force politique opposée à l'insurrection, les socialistes-révolutionnaires de droite. Comme devaient le montrer d'ailleurs les résultats des élections de la Constituante, les bolchéviks n'étaient majoritaires que dans les grands centres industriels, parmi les troupes des fronts proches de la capitale et dans les bourgades le long des chemins de fer et des lignes de télégraphe²¹.

Mais dès lors qu'il apparaît que socialistes-révolutionnaires de gauche et bolchéviks resteraient minoritaires, le parti bolchévik lança, dès la mi-novembre, une campagne d'agitation contre le « nouveau fétiche », la Constituante.

Lorsque celle-ci se réunit et refusa d'entériner les mesures prises par le Gouvernement provisoire ouvrier et paysan et de ratifier la prééminence du pouvoir soviétique, les bolchéviks la dissolvaient au bout de six heures en envoyant une escouade de marins la disperser.

L'exemple du Nicaragua

Ces leçons valent également pour les révolutions d'aujourd'hui, et en premier lieu au Nicaragua.

Dans la contre-résolution soumise à la direction de la IV^e Internationale, peu de temps avant qu'ils ne décident de scissionner, les dirigeants de la tendance léniniste-trotskyiste (TLT) expliquaient qu'en octobre 1979 le mot d'ordre politique central à mettre en avant pour les masses nicaraguayennes était le mot d'ordre de «pour une Constituante souveraine, pour un gouvernement ouvrier et paysan», et d'expliquer :

«Dans le chemin de la lutte des masses pour la satisfaction de leurs revendications, pour la centralisation de leurs organismes, pour l'indépendance de classe, les masses s'affronteront à un gouvernement qui s'oppose à leurs intérêts et qui apparaîtra ainsi avec tout le poids de son illégitimité. La lutte pour la pleine satisfaction des revendications des masses assumera la forme d'une lutte pour la convocation d'une Assemblée constituante souveraine.

«Ce mot d'ordre *transitoire* [souligné par nous] pose de façon immédiate et concrète la nécessité de rompre avec l'impérialisme pour obtenir la satisfaction des revendications des masses. Elle permet de sceller l'alliance des ouvriers, des paysans et des masses sur le terrain de la lutte anti-impérialiste.

«En impulsant le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine les trotskystes mènent l'agitation pour les élections libres. Ce faisant, ils insisteront sur l'absence totale de légitimité des personnalités bourgeoises du gouvernement et poseront concrètement le problème de la rupture avec la bourgeoisie, donnant ainsi aux masses les moyens de distinguer entre ceux qui s'engagent à défendre leurs revendications de ceux qui, étrangers à leurs combats, représentent les intérêts de la contre-révolution.

«Le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine ne s'oppose *en aucun cas* [nous soulignons] aux formes d'organisations surgies des masses, au contraire, comme le dit le *Programme de transition* : «à une

certaine étape de la mobilisation des masses sous les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et devraient surgir» [la citation du programme de transition s'arrête là]. *Aujourd'hui au Nicaragua cette bataille politique* sur le terrain de l'indépendance de classe est l'unique moyen pour développer et centraliser les comités et les milices [souligné par nous]. La tâche des trotskystes est d'aider les masses à se libérer de la tutelle de l'État et à se diriger vers un nouveau pouvoir, le pouvoir ouvrier.»²²

Bel exemple de métaphysique programmatique digne de passer à la postérité pour montrer concrètement comment le dogmatisme conduit à la révision partielle du Programme. Commençons par le commencement, c'est-à-dire par la définition des tâches posées aujourd'hui aux masses nicaraguayennes par la «situation historique objective» pour reprendre la formule de Lénine. On peut être d'accord sur l'horizon (rapproché d'ailleurs) de ces tâches, à savoir l'instauration d'un «gouvernement ouvrier et paysan», «d'un pouvoir ouvrier».

Sauf que les *moyens* que nous propose la TLT ne sont pas exactement en accord avec les fins. Il existe au Nicaragua une situation de double pouvoir. La bourgeoisie conserve, même après l'insurrection qui a balayé Somoza, des éléments de pouvoir (radio, presse, chambre de commerce et d'industrie, législation défendant la propriété privée) y compris au sein du gouvernement de reconstruction nationale, gouvernement de coalition qui demain peut être une des plates-formes à partir desquelles la bourgeoisie lancera sa contre-offensive, pacifique ou violente, même si aujourd'hui, c'est la direction du FSLN qui assure le pouvoir réel.

Face à ce pouvoir bourgeois qui ne dispose plus d'aucun appareil répressif au Nicaragua même, se dresse un autre pouvoir, celui des Comités de défense sandiniste, des syndicats, de l'association des travailleurs des champs, des milices et encore aujourd'hui de l'armée populaire sandiniste. (Si l'EPS est formellement l'armée du GRNN, il est difficile d'expliquer comment cette armée qui n'est formée que de maquisards du FSLN et de miliciens recrutés, où il n'y a pas un seul officier ou sous-officier provenant de l'ancien appareil répressif, et qui est placée en fait sous la direction unique du FSLN, est une armée bourgeoise. Autre chose sera le problème inévitable à terme de sa «normalisation» si un État ouvrier n'est pas instauré.)

Si aujourd'hui le chemin à suivre est effectivement celui qui mène à la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan, si ce chemin signifiera bien sûr des affrontements avec la bourgeoisie, y compris au sein du GRNN et des administrations, il faudrait que les camarades

de la TLT nous expliquent pourquoi l'étape de la Constituante, à l'heure actuelle au Nicaragua, est nécessaire.

Et au lieu de nous assener le dogme, ils feraient bien de nous faire l'analyse concrète d'une situation concrète, y compris à partir des citations *entières* du *Programme de transition*.

Oui, il y est dit qu'«à une certaine étape de la mobilisation des masses sous les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire les soviets peuvent et devraient surgir»²³, mais Trotsky ajoute aussitôt : «Leur rôle historique dans chaque période donnée, *en particulier leur rapport avec l'Assemblée nationale*, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne, par le caractère de la politique du parti prolétarien.»

On reprendra un peu plus tard la fin de la citation, mais arrêtons-nous aux trois considérants :

1. — Le niveau politique du prolétariat, c'est non seulement son degré de combativité (démonstré par le soulèvement de masse contre la dictature), mais son degré de conscience qui s'exprime à la fois par le degré de l'auto-organisation et le type de revendications mises en avant (contrôle ouvrier, expropriation de la bourgeoisie).

C'est de ce niveau politique que dépend un élément déterminant : la possibilité de la prise du pouvoir, du renversement définitif de l'État bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

2. — Deuxième critère : le rapport entre la paysannerie et le prolétariat, c'est-à-dire l'État de l'alliance ouvriers-paysans qui dans un pays semi-colonial est seule à même de garantir l'existence et la survie du gouvernement ouvrier-paysan comme première forme de la dictature du prolétariat ou courte période transitoire vers celle-ci.

3. — Enfin la politique du parti prolétarien nous amène dans le cas présent à juger de ce qu'a été la politique consciente du FSLN comme la direction du processus révolutionnaire du Nicaragua, depuis la préparation de l'insurrection jusqu'au contenu des mesures effectives (seul critère objectif) prises depuis lors.

Et pourquoi Trotsky pose-t-il ces trois critères ? Mais par rapport à la tâche centrale de toute crise révolutionnaire : la prise du pouvoir. Achevons la citation du *Programme de transition* : «Tôt ou tard les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise [cela veut dire y compris sa forme supérieure de Constituante]. Eux seuls sont capables de mener jusqu'au bout la révolution démocratique et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste.»

Aujourd'hui les mêmes camarades nous expliquent que le GRNN est le dernier refuge de l'État bourgeois et encore uniquement parce

que les sandinistes y tolèrent les ministres bourgeois. Et que nous proposent-ils? Ils nous proposent de lutter contre la bourgeoisie, en élisant une nouvelle institution bourgeoise, seulement plus démocratique, de dénoncer l'illégitimité des ministres bourgeois de GRNN en légitimant d'autres députés bourgeois par des «élections libres» pour une Constituante bourgeoise.

Bien sûr que dans certaines circonstances il ne faut pas, *tactiquement*, opposer le mot d'ordre de Constituante à la centralisation des comités, c'était le cas au Portugal en 1975 où la Constituante existait avant que ne se développe l'auto-organisation et alors que celle-ci n'avait pas les moyens de prétendre réellement au pouvoir. Mais c'est cela le discriminant. Aux camarades chinois qui l'interrogeaient sur la tactique à adopter à l'égard d'une Assemblée nationale, Trotsky répondait que la tactique dépendait uniquement de savoir si on était en mesure ou non de prendre le pouvoir²⁴.

Et c'est cela la question qui est posée au Nicaragua : quand les masses disposent de leurs comités, de leurs syndicats, de leurs milices qui se prolongent dans une armée régulière constituée et qu'en face la bourgeoisie ne dispose plus que de lambeaux d'appareil d'État, de ses partis et d'aucun instrument de coercition, la question à l'ordre du jour c'est la prise du pouvoir définitif, pas l'élection d'une nouvelle institution bourgeoise. Après, on peut discuter tactique et juger comment les camarades du FSLN préparent cette échéance, s'il convient ou non de prendre quelques délais pour renforcer la conscience et l'auto-organisation des masses avant le choc final, qui ne sera pas seulement un choc contre la bourgeoisie nationale, mais qui mettra la révolution nicaraguayenne directement aux prises avec les bourgeoisies régionales et l'impérialisme américain. Mais c'est dans cette perspective-là qu'on juge des questions tactiques. Nous dire qu'aujourd'hui la voie vers le gouvernement ouvrier et paysan passe par la Constituante, que celle-ci en aucun cas ne sera contradictoire avec les comités (qu'on peut même les «combiner», pourquoi pas?) rappelle de fâcheux précédents centristes.

Cela amène les camarades de la TLT à doter le mot d'ordre de Constituante de vertus qu'il n'a pas, à faire de ce mot d'ordre «démocratique» un mot d'ordre «transitoire» sous le prétexte qu'il est par définition irrécupérable par la bourgeoisie semi-coloniale. Et là, il y a début de révision du programme par les adulateurs du programme. Car si Trotsky, et c'est à la base de la théorie de la révolution permanente, explique que dans les pays semi-coloniaux les mots d'ordre démocratiques ont une *dynamique* transitoire, en ce sens qu'ils ne peu-

vent être résolu que par la révolution socialiste, il maintient ferme la caractérisation, le contenu de classe des mots d'ordre. Le mot d'ordre de Constituante, qui débouche sur une institution bourgeoise, est un mot d'ordre démocratique bourgeois au même titre que «la terre à celui qui la travaille» qui n'aboutit qu'à une nouvelle répartition de la rente foncière. Et aucune Constituante ne pourra jamais jouer le rôle des soviets. Il n'y a pas de *continuité organique* entre la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat, entre Montesquieu et Lénine. Il est évident que ces camarades de la TLT n'ont recours à cette forme sauvage «d'étapisme-trotskyte» que pour couvrir autre chose : le fait qu'ils caractérisent le FSLN comme une force petite-bourgeoise, ce qui ressort très clairement de leurs propositions de front unique à l'heure actuelle :

«Dans la bataille pour les revendications, pour la Constituante, les trotskystes œuvrent à la réalisation d'un front de classe regroupant toutes les organisations du mouvement ouvrier et celles des petits paysans pauvres en appelant tous ceux qui à l'intérieur du FSLN se déclarent hostiles à la bourgeoisie et en faveur des masses opprimées.»²² Cela signifie, pour être concret, que les stalinien (par définition dans le mouvement ouvrier) font partie de ce Front de classe, mais pas le FSLN qui a dirigé la révolution. *Hic rhodus, hic salta!*

Encore une fois, c'est en partant des tâches, du renforcement de l'armement du prolétariat et des paysans organisés dans leurs milices, de la réforme agraire à accomplir et à élargir, des tâches aussi bêtement démocratiques que l'alphabétisation, l'assistance sociale aux nécessiteux (1 million sur 2,5 millions d'habitants) que nous disons, il existe d'ores et déjà les instruments «supérieurs» à ce que serait une Constituante pour les réaliser, dans le sens d'amoindrir et d'effacer les différences de niveau de conscience qui subsistent, d'éviter les phénomènes d'atomisation politique (et l'atomisation politique commence dans l'isoloir des «élections libres») et sociale, et préparer l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan, l'expropriation finale de la bourgeoisie.

C'est donc dans le sens de la généralisation des CDS, du développement des centrales ouvrières et paysannes, du maintien et du renforcement des milices, de la centralisation et de l'extension des prérogatives des comités que se situe le chemin qui prépare le mieux les affrontements de classes à venir, l'instauration d'un nouveau territoire libre du deuxième État ouvrier d'Amérique.

NOTES

1. *Writings of Leon Trotsky (1930-1931)*, Pathfinder Press, p. 133 et suivantes.
2. Cf. *l'Internationale communiste après Lénine*, t. 2, p. 386 et suivantes.
3. *Writings of Leon Trotsky (1930)*, *op. cit.*, p. 220 et suiv.
4. En fait, c'est dès 1918 qu'Hilferding propose cette « combinaison » entre parlementaires bourgeois et mouvement des conseils. Ce fut la cause de la rupture de Rosa Luxemburg de l'USPD.
5. *La Nouvelle Gazette rhénane*, Éditions Sociales, t. II. p. 250.
6. *Ibid.*, t. I, p. 14.
7. Cf. Alain Brossat, *Aux origines de la révolution permanente*, éd. Maspero.
8. Lénine, *Œuvres complètes*, Éd. de Moscou, t. 2, p. 92-93.
9. Cf. Marcel Liebman, *le Léninisme sous Lénine*, éd. du Seuil, t. 1, p. 71 et suiv.
10. Lénine, *Œuvres complètes*, *op. cit.*, t. 9.
11. *Ibid.*, p. 15.
12. *Ibid.*, p. 20.
13. *Bilan et Perspective*, éd. de Minuit, p. 425 et suiv.
14. Lénine, *op. cit.*, t. 9, p. 22.
15. *Ibid.*, p. 40.
16. Oskar Anweiler, *les Soviets en Russie*, NRF, p. 265.
17. *Ibid.*
18. Lénine, *op. cit.*, t. 24, p. 62.
19. Anweiler, *op. cit.*, p. 267.
20. Cf. Trotsky, *l'Avènement du bolchévisme*, éd. Maspero, le chapitre sur la Constituante.
21. Anweiler, *op. cit.*, p. 263, et Liebman, *op. cit.*, t. 2, p. 37 et suiv.
22. Document ronéoté en espagnol.
23. *Programme de transition*, Classique rouge, éd. Maspero, p. 45-46.
24. « Le mot d'ordre d'Assemblée nationale en Chine », 2 avril 1930. Aux camarades chinois qui lui demandaient s'il fallait ou non participer à une Assemblée nationale dont les pouvoirs et les compétences seraient limitées, Trotsky répondait : « Devrions-nous, nous communistes, participer à une Assemblée nationale aussi limitée et manipulée ? Si nous ne sommes pas assez forts pour la remplacer, c'est-à-dire prendre le pouvoir, nous y participerions certainement. Une telle étape ne nous affaiblirait pas. Au contraire, cela nous aiderait à rassembler et développer les forces de l'avant-garde prolétarienne. A l'intérieur de cette assemblée contrefaite, et surtout à l'extérieur, nous ménerions l'agitation pour une nouvelle assemblée plus démocratique. S'il existait un mouvement de masse révolutionnaire, nous construirions simultanément des soviets. Participerions-nous à cette sorte d'Assemblée ? Bien sûr, une fois encore, si nous n'étions pas assez forts pour remplacer cette Assemblée par une forme plus élevée de gouvernement, c'est-à-dire les soviets. » (Souligné par nous.) *Writings of Leon Trotsky*, Pathfinder, 1930, p. 165.

E. BRENNE
A. STAN
F. DUVAL

L'informatique conviviale peut en cacher une autre

Un intellectuel collectif contradictoire

En décembre 1976, Valéry Giscard d'Estaing confiait à Simon Nora la mission d'étudier un rapport sur les « moyens de conduire l'informatisation de la société »¹ comme « facteur de transformation de l'organisation économique et sociale et du mode de vie »².

Le rapport écrit par Nora et Minc est en réalité la synthèse du travail effectué par plus de 400 intellectuels, fonctionnaires, économistes, ingénieurs et patrons au sein de commissions animées par la mission informatique du ministère de l'Industrie.

Ce travail préalable couvrait les sujets suivants :

- Réseaux, télécommunication et télématique;
- Banques de données;
- Informatique et macroéconomie;
- Nouvelle croissance : examen des approches étrangères; Japon, USA;
- Évaluation économique des usages de l'informatique;
- Informatisation de la société : structure d'analyse dans quelques pays étrangers;
- L'industrie de l'informatique;
- Évolution du marché des matériels informatiques;

- Les sociétés de services et de conseils en informatique ;
- L'informatique et l'administration française ;
- Les départements informatiques internes ;
- Les moyens et petits utilisateurs ;
- Le tournant informatique (évolution historique de l'informatique) ;
- Évaluation des performances et du rapport performances/prix des matériels et des logiciels ;
- Réflexion sur l'expérience canadienne d'informatisation ;
- Introduction de l'informatique dans les activités médicales et de santé ;
- Problèmes juridiques posés par l'informatisation ;
- Informatique et pouvoir local ;
- Prise en compte des conditions de travail dans les décisions d'automatisation administrative ;
- Recherches et technologies de l'information ;
- L'informatique et son image ;
- Les applications avancées de l'informatique.

L'addition de ces rapports préalables, travaux de commissions et contributions annexes, ne définit pas un intellectuel collectif de la bourgeoisie, mais bien plutôt « la combinaison contradictoire de rationalité partielle et d'irrationalité globale » qui selon Ernest Mandel renvoie « à la contradiction entre la contrainte de mise en valeur maximale du capital et les exigences d'une réalisation optimale de l'homme »³.

Contrairement aux apparences, il est moins question d'un modèle français d'informatisation de la société que de développer à propos de l'informatique : « Une thèse sur l'orientation économique à moyen terme, nécessaire à une issue bourgeoise à la crise »⁴.

« Et des considérations courtoises sur le rôle de l'État dans le développement des activités et des marchés informatiques et de télécommunication. »⁵

Le tout fonctionne par l'idéologie :

- Une interprétation de l'évolution historique de la technologie de l'informatique et des télécommunications et de ses conséquences sociales⁶.
- Une thèse socio-politique globale sur la disparition de la lutte de classes par une société informationnelle, ni marxiste, ni libérale⁷.

Beaucoup plus que par ses chapitres sur l'économie et sur l'État, c'est par l'idéologie que le rapport Nora-Minc est efficace. C'est aussi la dernière mouture d'une démarche classique déjà illustrée par la fameuse *Révolution scientifique et technique* de Radovan Richta, à savoir : élaboration d'une thèse scientifique futuriste et bien entendu au-dessus de la lutte de classes. Ce qui permet de renvoyer dos à dos capitalistes et marxistes après leur échec à analyser et à promouvoir le développement harmonieux de la société. Avec le rapport

Nora, la bourgeoisie entend fixer un cadre délimitant le débat qu'elle veut mener sur l'informatique.

Inspecteur des finances, Nora est représentatif de ces couches de la haute administration qui à travers les vicissitudes de la politique au jour le jour ont suffisamment de clairvoyance pour se consacrer à l'étude de la crise de l'organisation et des stratégies de l'État dans ses rapports avec la société civile. Des discours de Mendès France (préparés par Nora) à *l'État et le citoyen*, livre manifeste du club Jean-Moulin, au discours programme sur la « Nouvelle Société » préparé par Nora pour Chaban-Delmas et aujourd'hui à propos de l'informatique, il y a continué dans la compréhension du rôle central des rapports de l'État et de la société civile dans l'élaboration des stratégies de la bourgeoisie.

Crise de l'État, société bloquée, mutations technologiques qui autorisent le « changement social » : la pensée de Simon Nora puise aujourd'hui aux sources les plus modernistes, Attali, Foucault, Edgar Morin, Touraine, etc. pour inlassablement répéter le même *credo* : « La reconquête progressive de l'État par la société qui s'invente elle-même, c'est bien la seule voie du salut [...] Ou se créera, à travers mille péripéties, un équilibre dynamique où la société et l'État non seulement se supporteront, mais se fabriqueront réciproquement ; ou le jeu se durcira : une société bloquée suscite le gestionnaire musclé de ses archaïsmes. Il ne resterait plus alors aux prophètes que les chants désespérés du dernier romantisme. »⁸

Les « aménités » de la nouvelle croissance

Nora part de la constatation de la miniaturisation de l'informatique (microprocesseurs), de l'évolution des logiciels qui rapproche la perspective de la programmation dans un langage courant et de l'apparition des réseaux, pour prévoir la jonction entre le stockage de l'information (banques de données) et les moyens de la recevoir et de la transmettre quasi instantanément. C'est cette jonction de l'informatique et des réseaux qu'il appelle « télématique ».

L'informatique par son coût et la complexité de sa mise en œuvre était réservée aux sociétés et à l'administration et utilisée principalement dans le domaine de la gestion.

Son utilisation est aujourd'hui prévisible tant dans la production matérielle (conduite et contrôle de processus industriels), dans le commerce, la médecine, l'enseignement, les services, les bureaux, que dans la vie quotidienne (déjà envahie par les caleuses et bientôt les traductrices de poche). La technologie rend possible aujourd'hui une évolution futuriste, dans laquelle les

sociétés et les administrations pourront se connecter et s'interconnecter à des centres de données, et où les individus par leur téléviseur relié à leur téléphone pourront se brancher sur les annuaires, horaires des trains, pages de journal individualisées, interroger leur compte bancaire, gérer leur comptabilité personnelle, etc. Mais la crise et la difficulté à informatiser dans des domaines aussi divers rendent la réalisation de tels projets plus qu'hypothétique pour un avenir proche.

Pour l'instant tout ce dispositif restera expérimental; ainsi, fin 80, à Vélizy dans les Yvelines, 3 000 ménages seront équipés de vidéotex⁹.

L'informatisation prévue par Nora et Minc va d'abord concerner les travaux simples et répétitifs dans les entreprises.

Pour Nora-Minc, la crise est triple : déséquilibre de la balance commerciale dû à la facture pétrolière, chômage, affaiblissement du marché interne.

L'informatisation, par les gains massifs de productivité qu'elle permet, va améliorer la compétitivité internationale des entreprises et diminuer la « contrainte extérieure ». Mais la contrepartie est une baisse massive de l'emploi dans le tertiaire et les services pour les dix ans à venir : - 30 % dans les banques et les assurances (suppression des emplois liés aux modes de traitement informatique traditionnel, rationalisation des procédures comptables internes). Pour la Sécurité sociale et la poste, l'évolution sera moins rapide, soit que l'informatique demeure dans son usage traditionnel, soit qu'il faille attendre le dépérissement du courrier par la téléimpression et la télécopie.

Dans les bureaux, les machines à traitement de textes¹⁰, l'introduction du courrier électronique et de la bureautique (association machine à écrire, téléphone et photocopieuse) réduiront massivement les 800 000 emplois de secrétaires, surtout que, comme l'écrivirent avec cynisme Nora et Minc, « la dispersion des employés de secrétariat, leur isolement au sein des entreprises, risquent d'amoinrir leur capacité de résistance »¹¹.

Cette réduction des emplois dans le tertiaire touchera en priorité les emplois répétitifs et les moins qualifiés, pour standardiser et déqualifier ensuite les emplois où il reste aujourd'hui une part d'initiative et d'autonomie. En effet l'informatique permet immédiatement une transformation des modes de transmission de l'information dans les tâches administratives.

Le rapport montre implicitement que le capital est décidé à rationaliser et rentabiliser rapidement tout ce secteur en expansion rapide depuis la Seconde Guerre mondiale. Comme l'écrit Hugues Bertrand : « La révolutionnarisation des activités tertiaires, la transformation progressive des employés en ouvriers, la parcellisation du travail intellectuel de conception, d'organisation et d'administration, deviennent des nécessités, rendues possibles, en tout cas accessibles, grâce à l'informatique. »¹² Le tertiaire est promis à un bouleversement analogue à celui qui avait touché l'industrie avec le machinisme et le

taylorisme, lors de la révolution technologique de la fin du XIX^e siècle. On mesurera l'importance de l'enjeu que représente pour les travailleurs cette volonté d'informatisation à outrance, quand on sait qu'en France 45 % des emplois sont situés dans le « tertiaire », qu'il y a à peu près 800 000 secrétaires et deux millions d'employés de bureau, et que ces emplois sont dans leur majorité occupés par des femmes¹³.

Dans l'industrie, l'emploi est défini comme étant constant ou légèrement décroissant, grâce aux gains de productivité rendus possibles par la lente introduction de procès automatiques de production à base de microprocesseurs. En matière d'emploi le rapport Nora constitue un tournant : l'aveu que sont abandonnées les prévisions optimistes, contenues dans des rapports de l'OCDE de 1973, qui expliquaient que pour dix emplois créés entre 1980 et 1990 neuf seraient dans le tertiaire et les services ! Les perspectives sont celles de la montée inexorable du chômage, aggravée par l'arrivée sur le marché du travail de la génération des années cinquante et par la restructuration industrielle. On retrouve là les accents giscardiens classiques sur l'inéluctabilité du chômage.

Cet aveu sur la montée du chômage sera unanimement critiqué par la presse bourgeoise et oublié par le gouvernement. Ils s'efforceront au contraire de démontrer l'inverse¹⁴.

L'objectif fixé par les rapporteurs étant l'équilibre du commerce extérieur, ils attendent de l'informatisation et de la rationalisation de la production des secteurs touchés par la concurrence internationale (sidérurgie, chantiers navals, textile) un effet de seuil bénéfique, mais insuffisant. Pour être efficace l'industrie devra se spécialiser dans quelques « créneaux porteurs ». Il ressort de cette analyse que l'équilibre du commerce extérieur et l'insertion dans le marché mondial constituent tout à la fois un impératif catégorique de « compétitivité » supposant la liquidation des entreprises non rentables, ou non exportatrices, et une menace pour l'équilibre social interne, à cause du chômage qu'il provoque.

L'issue à cette contradiction, Nora et Minc la trouvent dans un « nouveau modèle de croissance ».

Les politiques de transfert de pouvoir d'achat telles que celles que prévoyait le programme commun leur apparaissent inopérantes pour résoudre la crise de surproduction que connaissent les secteurs moteurs de la croissance (automobile, électroménager, bâtiment) où la concurrence est telle que le rythme des innovations technologiques ne suffit plus à assurer la valorisation du capital.

Nora et Minc préconisent donc la création de nouvelles demandes dans les domaines des « services collectifs de transport, d'enseignement, de santé, d'aménités » de culture, voyages, loisirs, animation des collectivités

locales»¹⁵ qui créeront un maximum d'emplois et un minimum d'importations.

«Les seules limites à l'extension de ces demandes nouvelles doivent être analysées sous l'angle de leur solvabilisation et sous celui de leur effet sur le commerce extérieur. Elles susciteront une création d'emplois d'autant plus intense que les branches qui les satisferont seront moins productives. Cette improductivité sera d'autant mieux supportée qu'elles se situeront dans un secteur "protégé" vis-à-vis de la concurrence internationale.»¹⁵

Leur financement reviendrait à une ponction supplémentaire sur les ménages par l'impôt. Mais si «la société ne supporterait pas un excès de chômage»¹⁵, ces transferts supposent, eux, un consensus dont «la limite politique est dans la réaction du corps social à l'importance des transferts destinés à solvabiliser les demandes nouvelles»¹⁵.

Les difficultés de la «solvabilisation», on le voit, rendent cette nouvelle croissance plutôt aléatoire. Les véritables projets de la bourgeoisie se situent beaucoup plus dans l'utilisation de l'informatique pour tenter de résorber la crise de surproduction par remplacement du travail humain par des machines et des systèmes, et par la destruction du capital des secteurs non compétitifs.

Cette extension de demandes nouvelles à base de services improductifs repose sur une illusion. Car les impératifs de valorisation font que «le capital peut tout aussi peu admettre une saturation des biens matériels qu'une élimination de la force de travail vivante hors de la production matérielle, c'est pourquoi l'extension de services socio-culturels est aussi étroitement limitée que l'extension de l'automatisation»¹⁶.

La fonction de cet appel à la «nouvelle croissance» est plutôt idéologique, puisque associations et groupes sont conviés à «inventer des genres de vie et des emplois nouveaux», à modifier les modèles de consommation. Il s'agit bien là, en récupérant les nouvelles pratiques de participation et d'expérimentation sociale développées par les mouvements sociaux depuis dix ans, de déléguer à ces groupes ou associations un pouvoir de gestion de la vie quotidienne dans le cadre de contraintes assumées par le pouvoir central. Pour continuer de gouverner à droite, le pouvoir a besoin que l'on consomme à gauche.

Il faut croire que ces appels ne laissent pas les secteurs concernés indifférents, puisque Alain Mamou-Mani et Maurice Ronai, de la commission informatique et écologie des Amis de la Terre, écrivent, sous le titre prometteur «Une télématique conviviale»¹⁷ :

«La télématique pourrait entraîner enfin une transformation du modèle de consommation qui prendrait en compte une décentralisation des activités et un foisonnement de la vie associative.

«L'essor de la micro-informatique et des réseaux de télétraitement susci-

tera l'émergence de multiples groupes créatifs inventant de nouvelles applications et de nouveaux produits. Ainsi, aux USA, des milliers de clubs de micro-informatique sont nés. Journaux, bourses d'échange, mini-réseaux de quartier témoignent de la vitalité de ce mouvement. N'est-ce pas l'ébauche d'une "informatique verte" ? »

Il n'est pas certain d'ailleurs que l'issue capitaliste à la crise passe par de telles élucubrations. Ainsi que l'écrit Michel Durand : « Il [le système impérialiste] n'a pas besoin de schémas idéologiques originaux du type "nouvelle croissance", "nouvelle frontière" ou "refus du consumérisme" présentés par une prétendue "gauche américaine". En fait, ces tendances issues pour une part du mouvement de contestation antiguerre aux USA et post-Mai 68 en Europe sont déjà à l'œuvre dans les métropoles impérialistes dont les firmes capitalistes les plus dynamiques ont déjà récupéré à leur profit de multiples aspects : essor phénoménal des applications de la grande et mini-informatique, automatisation du travail, développement accéléré des échanges d'informations, de marchandises et d'individus à l'échelle mondiale, énergies nouvelles, ou renouveau des énergies traditionnelles, industrialisation des loisirs, élargissement des techniques de communication, etc. »¹⁸

Par les nouveaux besoins potentiels à satisfaire et par ses effets sur la productivité, l'électronique et les services qui en découlent apparaissent donc à Nora-Minc comme un secteur qui peut stimuler et structurer un nouveau cycle long de croissance. L'État doit donc y jouer son rôle d'organisateur collectif.

L'État organisateur de la mêlée informatique

Le pari de la « nouvelle croissance » à base d'informatisation ne peut, selon Nora-Minc, être gagné que si l'État joue un rôle actif, s'il exerce « dans quelques domaines stratégiques un minimum de souveraineté »¹⁹. Pour le compte de l'ensemble du capital il doit simultanément :

- défendre une « indépendance nationale » menacée par IBM et par le quasi-monopole des USA sur les banques de données,
- transformer l'administration des télécommunications,
- rationaliser ses interventions vis-à-vis d'une filière électronique de plus en plus internationalisée.

C'est dire la complexité et la difficulté de la stratégie à mettre en œuvre.

• L'« indépendance nationale » à l'encan

Le rapport analyse la fin d'une politique qui, certes, avait été battue en brèche dans les faits, mais dont personne n'avait jusque-là reconnu l'échec.

Échec du « plan calcul » dans ses versions successives ; constitution d'un constructeur français d'ordinateurs (la CII), puis tentative d'un accord européen (l'Unidata), face aux Américains. Nora et Minc reconnaissent la toute-puissance d'IBM au niveau mondial et sur le marché français. Il n'est plus question de lui susciter un concurrent, il s'agit de se donner les moyens pour préserver un minimum d'intérêt national. Il faut donc, écrivent les auteurs, acquérir la maîtrise des réseaux. Non pas courir après les constructeurs, mais prévoir l'étape suivante : l'époque de la mise en place des réseaux. Les États disposent du pouvoir de fixer les règles à respecter pour accéder ou pour se connecter à un réseau d'ordinateurs (normalisation des protocoles). Il appartient donc aux États d'imposer leurs choix techniques et politiques à IBM. Pour ce faire le rapport propose :

- un front d'États qui se mettront d'accord sur l'internationalisation des protocoles à imposer à IBM,
- la construction et le lancement de satellites de télécommunication par une internationale des ministères des télécommunications alliée à ATT²⁰.

Sur les banques de données, le rapport dresse un bilan de carence face aux dangers politiques, économiques et culturels du quasi-monopole international des banques de données américaines et préconise un plan de création de banques de données nationales financées par l'État. Le PCF juge « qu'un des points que le rapport a bien noté et qui nous paraît essentiel est l'enjeu de l'informatisation : la souveraineté nationale »²¹, et considère que les propositions sur la normalisation et les banques de données sont positives.

• *Des menaces contre le service public des PTT*

Les auteurs veulent modifier le fonctionnement et les rapports de l'administration des PTT avec son environnement.

D'une part libérer le pôle des télécommunications des pesanteurs de la poste : « Aux postes la préservation d'un monopole à peine battu en brèche, la gestion de grands ateliers de main-d'œuvre à faible productivité, la nécessité de se préparer à des temps difficiles. Aux télécommunications : la maîtrise d'outils de plus en plus performants, la tâche de faire face à de puissants interlocuteurs privés, au premier chef IBM, l'obligation d'une agressivité commerciale de tous les instants »²². Le rapport préconise le regroupement de la direction générale des Télécommunications (DGT du ministère des PTT), de Télé-diffusion de France (TDF : ancien appareil de diffusion de l'ORTF) et du Centre national d'études spatiales (CNES : les satellites) dans un organisme commun séparé de la poste. En un mot il s'agit de rationaliser l'appareil de télécommunication-réseaux de l'État français.

D'autre part faire perdre à cette nouvelle administration ses caractéristiques de service public par rentabilisation et l'ouverture sur l'économie de

marché. Recours à des sociétés d'économie mixte (Transpac), embauche de cadres échappant aux grilles indiciaires et venus du privé, promotion de techniques de marketing, remise en cause du statut de personnel des PTT.

• *La nostalgie de la filière électronique nationale*

Ce qu'on appelle filière électronique concerne un ensemble d'activités de production qui découlent de l'utilisation de composants électroniques. L'analyse en départements productifs (département 1 : production de biens d'équipement ; département 2 : production de biens de consommation) montre le caractère différencié de l'internationalisation de cette filière²³.

La production des biens d'équipement pour la production des équipements, c'est-à-dire la recherche théorique et appliquée en électronique, la conception des masques et faisceaux d'électrons, la conception des ordinateurs des satellites et des réseaux, logiciels de base et les équipements de conception assistée par l'ordinateur, est passée à l'extérieur.

La production des biens d'équipement pour la production des composants : matériels de test et d'assemblage, infrastructure des réseaux, est sous le contrôle des sociétés américaines et japonaises (Intel, National semiconductor, etc.).

La production des biens de consommation destinés aux autres secteurs de la production et aux services est mieux partagée. Si les USA et le Japon ont une position prépondérante dans la production des composants des circuits intégrés (80 % des circuits intégrés sont produits aux USA), des microprocesseurs pour automobile ou électroménager, des appareils de contrôle, de mesure et de régulation, des robots et automates programmables, la France a une bonne position pour les matériels de télécommunication et les fils et câbles, une position moyenne dans la production des ordinateurs (CII-HB), dans les logiciels d'application et les services et conseils informatiques, plus faible pour la bureautique et la péri-informatique.

La maîtrise « nationale » est plus évidente pour la production des biens de consommation destinés à la reproduction de la force de travail et à la consommation des classes aisées : essentiellement le matériel « professionnel » (médecine, enseignement, armée), les données et renseignements informatisés, encore que les ordinateurs domestiques, montres électroniques, magnétoscopes et caulettes proviennent principalement du Japon.

Au total, 60 % du marché français issu de la filière électronique dépend de l'importation et surtout le cœur de cette filière, la production des biens d'équipement, est sous quasi-monopole US.

Le rapport constate implicitement cet état de fait et, face à l'enjeu considérable que constitue le contrôle de la filière électronique et à la grande bataille qui se prépare entre les USA, le Japon et l'Europe à l'horizon des années 80,

ne peut proposer que des mesures plutôt limitées : pour les composants, l'État devrait passer le relais à quelques grands groupes comme Saint-Gobain, pour acheter des entreprises américaines de composants ou des brevets *made in USA*. Cela dit, les accords de ce type reposent toujours sur un échange, technologie contre marché, qui réduit d'autant le marché disponible pour les composants français. Les sociétés de service et de conseil informatique (SSCI) sont par contre la fierté du rapport Nora. L'ingénierie, les systèmes clés en main, les logiciels spécialisés sont des produits de la France exportés dans le monde entier. Ce secteur, qui occupe la deuxième place sur le marché mondial après les USA, doit, selon Nora et Minc, être renforcé par des aides à l'exploitation et par des commandes de l'État. L'État, au lieu de laisser proliférer les services informatiques internes de l'administration, ferait mieux de sous-traiter ces tâches aux SSCI.

L'aide de l'État aux industriels de la péri-informatique et de la mini-informatique (SEMS, Logabax, etc.) apparaît aux rapporteurs insuffisante pour faire face au poids des USA sur le marché des multi-ordinateurs universels et des terminaux. Cependant, en contradiction avec les protocoles de subvention qui cantonnaient CII-Honeywell-Bull dans la grande informatique, ils avalisent l'intervention concurrente de cette entreprise sur ce marché très profitable, spéculant sur un bilan prudent de l'absorption de CII par Honeywell-Bull.

Les rapporteurs soulignent les effets pervers d'une concurrence inégale de CII-HB avec les SSCI et les sociétés de mini-informatique. Il est vrai que le cadre qui avait présidé à l'éclatement de la CII et à son absorption par Honeywell-Bull est aujourd'hui dépassé. CII-HB avec l'arrivée de Saint-Gobain comme actionnaire prépare son tournant vers les services et la mini-informatique : la grande informatique aujourd'hui moins rentable se trouve relativisée.

En ce qui concerne la recherche informatique, l'abandon du plan calcul se traduit par la volonté d'associer et de subordonner celle-ci à l'industrie, par une politique de contrats. Le gouvernement prépare, pour fin 1979, l'éclatement de l'IRIA (Institut de recherche en informatique appliquée) en liquidant le secteur de recherche fondamentale (Laboria) et en créant une agence pour la diffusion des applications de l'informatique, analogue au Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

Les recommandations du rapport Nora n'ont reçu qu'une application partielle dans un programme quinquennal adopté par le gouvernement le 30 novembre 1978 (2,25 milliards en cinq ans).

Ce programme concentre des crédits « incitatifs » sur les secteurs de la filière

électronique qui ont encore une chance de percer sur le marché international : SSCI, mini et péri-informatique, périphériques magnétiques, auxquels s'ajoutent les effets pour acquérir les technologies américaines de production des composants existants.

Mais l'essentiel des mesures adoptées concernent l'informatisation de la production : développement de la conception assistée par l'ordinateur (CAO)²⁴, introduction de microprocesseurs dans les processus industriels ; le développement des applications informatiques dans les services : vidéotex, télécopie, informatisation du secteur santé, promotion des banques de données et, surtout, l'informatisation du travail administratif (bureautique, automatisation des transactions financières, guichet automatique, etc.).

Pendant, il serait dangereux de surestimer les rythmes de l'informatisation, car en ce domaine le principal goulet d'étranglement technique et économique vient de la conception et de l'écriture des logiciels qui devraient programmer le fonctionnement de tous ces matériels.

La lecture gouvernementale du rapport Nora signifie : l'abandon définitif de la politique industrielle gaulliste par le choix d'insérer dans le marché mondial les secteurs qui peuvent supporter la concurrence, la volonté de transformer les processus de production industriels et d'informatiser à outrance les travaux administratifs et les services, avec un matériel importé à 80 %.

La modification de la structure du ministère des PTT est différée, mais la crise et les luttes dans les sociétés de l'ex-ORTF, SFP, etc. remettent à l'ordre du jour l'intégration de TDF à un pôle Télécommunications. D'autant plus qu'une récente campagne publicitaire tend à séparer dans l'esprit de la population postes et télécommunications. Le gouvernement entend vaincre les résistances à l'informatique en introduisant 10 000 micro-ordinateurs dans l'enseignement secondaire, pour la formation de masse à l'informatique²⁵, et en organisant, en septembre 1979, un grand colloque international ainsi qu'une campagne sur les médias en faveur de l'informatisation.

A la recherche de modèles idéologiques de rechange

L'objectif de la partie proprement idéologique du rapport Nora, et pas la moins importante, est de fournir une série de thèmes justificateurs de l'informatisation de la société afin de contrebalancer, avec retard, le rapport Tricot sur « l'informatique et les libertés ». Pour la bourgeoisie le rapport Tricot avait fait diversion dans la voie de l'informatisation.

De plus le rapport Nora constitue un cheval de Troie idéologique en direction d'une partie du mouvement ouvrier. Par rapport à la crise de l'État-fort

instauré par de Gaulle, le rapport Nora manifeste la convergence idéologique du courant de « l'expérimentation sociale » et du projet giscardien, pour mettre en place (cf. le rapport Guichard) un système de pouvoir très décentralisé, confiant une grande partie des tâches administratives à la périphérie. Les municipalités seraient chargées avec des budgets beaucoup plus importants (en France 20 % des impôts vont aux communes, contre 60 % en Suède) de prendre en charge sur un mode beaucoup plus souple toute une série de services administratifs (transports, impôts, santé, animation, police, etc.). Les premières tentatives ont déjà eu lieu avec les villes nouvelles (Grenoble, Évry, Cergy-Pontoise, Le Vaudreuil, Saint-Quentin-en-Yvelines, Vélizy, etc.).

• *Tournant télématique ou fétichisme de la technique ?*

La base idéologique du rapport Nora repose sur l'interprétation que donnent les auteurs de l'évolution récente de l'informatique, caractérisée par deux phénomènes majeurs :

- La possibilité technologique de la *micro-informatique*, dont l'image la plus parlante est aujourd'hui la calculette.
- Le processus de fusion de l'informatique et de l'ensemble des télécommunications, par les *réseaux* et bientôt par les satellites.

Cette réalité appréhendée en tant que *communication* aux USA et *micro-electronics* en Grande-Bretagne, ils en font leur cheval de bataille en créant le néologisme « télématique ».

Passant sous silence les conditions historiques d'apparition de l'informatique (à savoir la demande du secteur militaire et les besoins de « rationalisation » des entreprises de niveau mondial)²⁶, ils caractérisent la grande informatique par les déterminismes élitistes, hiérarchiques et centralisateurs de son emploi. Cette caractérisation négative des effets de la grande informatique n'est présentée que pour faciliter la description des effets positifs de la « nouvelle informatique ». Celle-ci assurée d'une plus grande diffusion devrait quasi automatiquement provoquer un changement social vers une société plus libre et plus transparente à elle-même. La nouvelle informatique non polluante favoriserait le développement de la vie locale, la gestion par tous des problèmes de la vie quotidienne. Elle supprimerait les emplois pénibles ou stupides (robotique et automatique dans la production, bureautique dans le tertiaire). Accessible à tous et peu coûteuse, elle jouerait un rôle fondamental dans le développement des relations humaines, dans la société « informationnelle ». Les nuisances et les luttes produites par le capitalisme du troisième âge seraient aménageables par la substitution de l'information à l'énergie et par un passage des technologies dominées par la transmission et la transformation de l'énergie à des technologies de l'information.

Au fétichisme de la technique répond un fétichisme de l'information et de la communication, dont on prend la mesure lorsqu'on lit ce que peuvent écrire certains : « La technologie des réseaux va donner aux hommes des moyens formidables de s'organiser, de décider ensemble, de communiquer ; des économistes, des politologues ont inventé des techniques de "votes payants" qui résolvent la plupart des problèmes posés par les effets pervers des modes de décision démocratiques, comme par exemple la tendance des citoyens consultés à minimiser leur soutien à un projet d'équipement collectif qu'ils devraient financer, quand ils savent qu'ils en bénéficieraient en tout état de cause. Le moment que nous vivons est dans le domaine politique très proche à bien des égards de la révolution des transports et de l'industrie qui a permis au XVIII^e et au XIX^e siècles la généralisation du marché dans le domaine économique. »²⁷ J.L. Missaka et Dominique Wolton repèrent bien le lieu d'où parlent ces futuristes, lorsqu'ils écrivent : « L'utilisation tous azimuts de la notion d'information est davantage une stratégie de pouvoir de dirigeants modernistes qu'une tentative d'explication intellectuelle des changements sociaux et économiques. »²⁸

En reprenant la conception de l'informatique comme *medium* telle qu'elle a été explicitée par certains courants de l'extrême-gauche²⁹, Nora et Minc récuse les vieilles paranoïas et le désir de pouvoir suscités par la puissance de traitement des machines et rejettent l'ordinateur comme outil de gestion ou de flicage aux poubelles de l'histoire. Demain l'informatique sera partout comme l'électricité ; aussi naturelle car elle répond à un besoin d'information, aussi bienfaitrice. Ils peuvent alors annoncer la montée de la périphérie face aux centres dominateurs et encombrés ; le déclin de l'informatique « hiérarchisée, isolée et centralisatrice »³⁰, le choix entre une informatique « déconcentrée, décentralisée ou autonome »³⁰.

Ces considérations mythiques sur la révolution « télématique » comme moyen de transformer les rapports sociaux cachent une réalité constante : c'est au nom de l'efficacité et de l'objectivité du progrès de la « technologie » que la bourgeoisie bouleverse constamment l'organisation du travail. Comme l'écrit Ernest Mandel : « L'idéologie qui chante la foi dans la toute puissance de la technologie est la forme de l'idéologie bourgeoise spécifique au troisième âge du capitalisme. Elle proclame l'aptitude de l'ordre social existant à surmonter peu à peu sa propension aux crises et à résoudre "techniquement" ses contradictions, à intégrer les classes sociales en rébellion et à éviter toutes les explosions. »³¹

- *Positive, négative ou neutre*

Non seulement la technique n'a pas, comme le veulent Nora et Minc, le pouvoir magique de changer les rapports sociaux, mais elle est elle-même

l'effet des rapports sociaux qui ont présidé à sa production. Comme l'écrit Pierre Naville : «Le progrès technique est réglé par l'accumulation du capital et ses rythmes heurtés. Les chefs d'entreprise n'investissent pas dans l'automatisation pour rendre le travail moins pénible mais pour mieux utiliser le travail, accroître le rendement et produire de la plus-value.»³²

Peut-on encore, comme le voudrait Harry Bravermann³³ qui utilise ici la notion de fétichisme à contresens, distinguer une nature et un usage des machines ou de la technique, qui transformerait ce qu'il définit comme une forme matérielle organisée et neutre, en pouvoir du capital sur le travail?

— Alors que Bravermann définit lui-même la machine comme un artefact social, qu'il ne précise pas les principes qui organisent cette «forme matérielle» et qu'il reconnaît que la machine réifie les procédures de contrôle, en donnant la possibilité de faire de façon automatique ce que le capital tente d'obtenir par des moyens organisationnels et disciplinaires.

— Alors que de plus en plus la machine ou l'ordinateur interviennent comme matrice ou infrastructure matérielle des rapports de production³⁴.

— Alors que la technique informatique résulte de l'assemblage de composants pour en faire une architecture logique de circuits électroniques dont le fonctionnement est programmé. Et que par cette architecture et ces programmes on incorpore dans la machine elle-même des schémas logiques humains et des modèles d'organisation sociale.

Ces schémas logiques et modèles d'organisation, bien qu'éléments immatériels, constituent dès aujourd'hui ce qu'il y a de plus durable ou de plus rigide dans les systèmes. Les machines changent, et les programmes restent (le Fortran, l'APL et le Cobol datent respectivement de 1955, 1957 et 1959).

— Enfin, comme le notent les auteurs des *Dégâts du progrès* (CFDT), «les nouveaux systèmes d'information et de communication ont pour matière première la gestion et l'organisation des rapports sociaux» qui deviennent l'objet même de ces techniques à base d'image, de son, de calcul ou d'information.

Il n'est pas question bien sûr d'attribuer à l'ordinateur on ne sait quel pouvoir maléfique qui justifierait une résistance de nature morale ou d'oublier que la technique est une force productive, mais de reconnaître qu'aujourd'hui l'informatique et sa suite télématique sont des «moyens non neutres, non réversibles, porteurs de fins, structurés et structurants»³⁵. Nora et Minc, eux, affirment le contraire puisqu'ils voient dans la «nouvelle informatique, un outil neutre en quête de configuration»! Affirmer la neutralité de l'outil, c'est aussi s'adresser à ceux qui ne sont pas encore convaincus des bienfaits de la révolution télématique pour leur réciter la fable de la langue d'Ésope!

Loin de tout ramener à la seule question de savoir qui utilise la technique et dans quel but, il faut rappeler que dans le capitalisme le développement des

forces productives est fondamentalement lié à la dégradation des rapports entre l'homme et la nature, des hommes entre eux, au développement de germes de barbarie.

- *Micro-informatique contre macro-informatique*

Dans une polémique publique poursuivie dans la presse informatique³⁶, le professeur Lussato a vivement contesté le postulat de base du rapport Nora : l'association de la micro-informatique et des réseaux.

Il reproche au rapport de pratiquer de proche en proche l'amalgame entre information et informatique, informatique et grosse informatique (gros ordinateurs + terminaux), entre communications et télécommunications, télécommunications et réseaux informatiques, et entre savoir et banques de données, banques de données et centralisation des banques de données.

Le comble pour le professeur Lussato consiste à associer l'informatique, les réseaux et les banques de données. Cette interconnexion entre l'*information*, la *communication* et le *savoir* lui apparaît lourde d'atteintes à la liberté individuelle et de dangers de subversion de l'ordre social : « On ne répètera jamais assez que la centralisation et l'informatisation à outrance, loin de créer de la transparence, sont au contraire de puissants facteurs d'opacité et d'arbitraire. Le menu fretin y sera impitoyablement pourchassé pour des frondes réelles ou imaginaires. Les "maîtres du réseau" jouiront, à l'ombre du bouclier télématique dont ils connaissent les failles, d'une impunité renforcée. L'on portera atteinte à la liberté individuelle, l'on exposera l'individu à toutes les inquisitions, à toutes les pressions, sous couvert de chasse aux privilèges, sans y gagner une once de justice ni un centime d'économie. »³⁶

« Il sera possible depuis un terminal "d'intoxiquer" l'ensemble du réseau [...] l'accroissement de l'interconnexion en temps réel d'une société comporte des risques considérables de déstabilisation, de blocage, voire d'explosion. Nul ne peut prétendre en mesurer exactement les périls. Ceux qui préconisent l'emploi intensif des réseaux comme moyen de transparence et de communication sociale assument une grave responsabilité ! Il faut noter en effet qu'une interconnexion en temps réel généralisée au sein d'une société supprime les temps de négociation, de réflexion et de contrôle nécessaire. »³⁶

A la télématique, Lussato oppose la «privatique» fondée sur l'essor du marché des micro-ordinateurs. Selon lui, «la privatique désigne l'ensemble des outils de traitement et de stockage d'information, dont le fonctionnement n'est pas tributaire d'un réseau collectif de communication. De ce fait elle apparaît comme porteuse de liberté et d'autonomie [...] les moyens privés supposent et favorisent donc un riche tissu interstitiel [...] facteur de contacts humains. Ces derniers seront favorisés par l'échange de cassettes, de vidéo-disques, entre particuliers, la création de clubs [...] la privatique utilise pour

vendre ses petites machines des milliers de vendeurs représentants, de petites boutiques, de services de maintenance.»³⁶

Le marché de la micro-informatique a déjà trouvé son idéologue.

La scolastique de «l'analyse des systèmes» de spécialistes de l'informatique comme Lussato ne doit pas faire illusion ; on reconnaîtra derrière ce langage scientifique les thèmes habituels de l'idéologie petite-bourgeoise :

— Dans la version moderniste du *Small is beautiful* à destination de la nouvelle petite bourgeoisie, pour laquelle la réalisation de sa riche individualité passe par la chaleur des petits groupes, ou par les clubs de jeux, de bricolage ou d'animation fondés sur l'usage de l'outil à taille humaine.

— Ou dans la version des *petits contre les gros* à destination de la boutique, des PME ou des professions libérales, pour lesquels la défense de leur individualité économique se manifeste autant par une méfiance vis-à-vis de l'État que par le rejet de la subversion sociale.

La lutte de «l'ordinateur individuel» contre la macro-informatique d'État réussit à faire aujourd'hui la synthèse de la «société conviviale»³⁷ d'Ivan Illich et de la «doctrine radicale» du «citoyen contre les pouvoirs» telle que la formulait le philosophe Alain aux beaux jours de la Troisième République. Au fétichisme de la technique de la grande bourgeoisie correspondent les illusions et les craintes de la petite bourgeoisie. Autour de l'ordinateur et de ses mythes se reconstitue la comédie sociale.

Après avoir donné cette interprétation de l'évolution de l'informatique et des télécommunications, le rapport essaye de mesurer les effets sociaux de l'informatisation et son impact sur les libertés.

Le rapport reconnaît le rôle que joue l'informatique dans l'accroissement de la transparence sociale et dans l'objectivisation des rapports sociaux en rendant notamment plus claires les relations dirigeants/dirigés dans les relations économiques et politiques. Mais il s'en tire par une pirouette : la transparence est compensée par un accroissement de la plasticité de l'informatique et laisse donc libres tous les jeux des pouvoirs.

• «Changer la société, non ! changer de société»³⁸

Nora et Minc ont du pouvoir une conception tout à fait moderne qui emprunte à la fois aux «micro-pouvoirs» de Michel Foucault et au pouvoir comme relation et capacité stratégique de Michel Crozier.

«La notion de pouvoir est double. Elle s'identifie d'une part à une série de rapports, sans cesse modulés, par lesquels s'ajustent les champs de compétence, de commandement, de domination à l'intérieur d'un système donné : il s'agit alors de "micro-pouvoirs".

« Elle correspond d'autre part aux modes globaux de régulation de la société : marché, plan, rapport de classe ; c'est alors le Pouvoir qui est en jeu. »³⁹ Toute l'astuce est là : il faut profiter de l'informatique pour promouvoir un nouvel agencement des pouvoirs⁴⁰ qui ne modifie en rien le pouvoir de la bourgeoisie.

« Rien n'interdit d'imaginer une claire distinction entre les attributs régaliens [de l'État] assumés avec toute la vigueur nécessaire et des fonctions collectives progressivement transférées à la périphérie. »⁴¹

A partir de là, les auteurs peuvent développer des analyses sur le pouvoir et le savoir qui reprennent des conceptions de Jacques Attali selon lesquelles l'innovation technologique « aide à la naissance de nouveaux pouvoirs, déplaçant le champ des conflits sociaux »⁴². L'informatique « conduit à plus long terme à une mutation fondamentale du pouvoir et du savoir [...] la nature du travail lié à la détention monopoliste de certains savoirs, thérapeutiques ou didactiques, va être bouleversée. Plusieurs fonctions aujourd'hui socialement essentielles (le professeur ou le médecin) seront de plus en plus remplacées par des machines. L'informatique sortira du bureau pour aller vers le domicile, de l'usine pour aller vers le corps. »⁴²

La résistance probable des détenteurs du savoir à un processus qui menace leur « position sociale » permet à Nora et à Minc de poser la question des rythmes possibles de l'informatisation.

• *La régulation par la périphérie*

Le rapport Tricot pointait deux questions essentielles pour la bourgeoisie. — La contradiction entre les risques que l'informatique fait courir aux libertés démocratiques et l'idéologie bourgeoise des libertés individuelles. Comme l'écrivent les rédacteurs de la revue *Interférences* :

« Il y a dans la surveillance cybernétique quelque chose qui gêne les plus avisés de nos gouvernants, et qui les gêne parce qu'elle empêche à d'autres stratégies de pouvoir plus positives de s'exercer. »⁴³

— La vulnérabilité accrue des centres névralgiques de direction et d'administration de la société, menacés par la « nouvelle délinquance », les pratiques de fraude, de sabotage, la pollution de l'information, etc.

L'un des objectifs idéologiques du rapport Nora est de restaurer auprès du grand public une bonne image de marque de l'informatique et de dissiper doutes et angoisses. De ce point de vue, la bourgeoisie française a partiellement raté le lancement de sa dernière innovation technologique : le nucléaire. Les pratiques obscures d'EDF, une conception autoritaire du développement économique héritée de l'État fort et du gaullisme, un goût quasi paranoïaque pour le secret, ont indisposé une partie de la population, alimentant par là la contestation « anti-nucléaire ». Pas question de refaire les

mêmes bourdes pour la grande affaire de la fin du xx^e siècle : l'informatisation.

Or, l'image de l'informatique laisse à désirer. La dernière initiative gouvernementale à ce sujet (le rapport Tricot : informatique et libertés) s'est largement retournée contre ses auteurs. Destiné à rassurer, à rationaliser et institutionnaliser l'utilisation des fichiers, le rapport Tricot a, en fait, amorcé un mouvement d'opinion visant à défendre les libertés individuelles contre l'informatique et les fichiers; chacun y est allé de son couplet humaniste sur les atteintes à la vie privée. Des secteurs de la bourgeoisie, le Parti socialiste, la CFDT se sont élevés contre les projets gouvernementaux. Certes, lors du débat à l'Assemblée nationale, le gouvernement n'a rien cédé (vote bloqué de la majorité contre les timides amendements de la gauche) et la loi lui donne entière satisfaction : si elle limite la manipulation des fichiers par des utilisateurs privés, elle laisse par contre toute latitude à l'État pour le faire. Il s'agit là — c'est clair — d'un problème trop sérieux pour être laissé à l'initiative de chaque capitaliste privé défendant ses intérêts particuliers; c'est l'État, comme représentant des intérêts supérieurs de la bourgeoisie dans son ensemble, qui est investi de ces droits.

Mais ce succès législatif a été chèrement payé car le débat n'a fait qu'accroître les doutes et durcir les oppositions, accréditant l'idée que «l'informatique, c'est les fichiers».

Si l'une des ambitions du rapport Nora est bien d'apporter des réponses plus convaincantes, rien ne permet d'affirmer qu'il y parvient. En effet, sur le problème des libertés, il commence par une pirouette en rappelant que, sous l'Occupation, la Gestapo fit son travail avec efficacité sans fichiers électroniques interconnectés. Mais il est vraisemblable qu'elle l'aurait fait beaucoup plus efficacement encore avec des fichiers informatiques. Les premiers programmes d'application pour la police ont été mis au point par IBM au Brésil. Ils ont servi ensuite au Chili et en Argentine, permettant une répression d'autant plus sauvage et mortelle qu'elle était plus sélective⁴⁴.

En 1968 le SAC de Marseille avait sorti sur ordinateur la liste des personnes à concentrer dans les stades...

La véritable réponse de Nora consiste à ne «centraliser que l'essentiel», pour éparpiller les risques : éparpiller les atteintes aux libertés, éparpiller les secteurs sensibles, éparpiller la politique.

La garantie des libertés réside dans l'essor de la société civile, car «la qualité du tissu social, le pluralisme des forces et le jeu des contre-pouvoirs l'emportent sur les pièges liberticides dus à la technologie»⁴⁵. Si le réseau est un facteur potentiel de domination, il appartient à l'État de créer les antidotes, de favoriser l'émergence à la périphérie d'un système de contrôle et de

contreponds limitant les dangers de sa propre centralisation. Le centre doit produire ses interlocuteurs.

La lutte contre les risques de blocage, de sabotage et de fraude passe par l'éparpillement des centres les plus vulnérables et par la mise en place de réseaux décentralisés. Il faut ne «centraliser que l'essentiel». Il y a bien là la leçon tirée des mouvements de grève des banques et des assurances, dont l'efficacité venait justement de la centralisation des systèmes. Ces réflexions sur la centralisation et sur la décentralisation de l'essentiel visent aussi plus loin. Elles constituent le noyau rationnel d'un projet politique qui entend renouveler le système de régulation de la société, entré en crise ouverte en 1968. En effet la centralisation administrative a toujours été considérée par un courant de la bourgeoisie (depuis de Tocqueville jusqu'à Raymond Aron) comme un risque, dans la mesure où elle focalise les luttes politiques sur la question de l'État. Avec l'informatisation Nora voit la possibilité de remplacer la centralisation administrative par une centralisation informationnelle et, en déléguant à la périphérie la gestion de la vie quotidienne, d'éparpiller la politique. Dix ans après Mai-68, Nora et Minc amorcent un renversement de stratégie ; il ne s'agit plus de dépolitiser l'État, mais la société civile : le gaullisme voulait unir les classes autour de l'État fort ; «dépolitiser l'essentiel national» (Michel Debré), en laissant s'agiter la société civile. Mais la société civile a failli emporter l'État : centralisons donc l'essentiel autour de l'État et unissons les classes dans la société civile, en décentralisant la gestion de l'essentiel. Subalterne, la société civile le restera, mais apaisée.

L'informatique individuelle : idéologie et nouveaux marchés

Dernier avatar de l'informatisation, le développement de l'informatique individuelle : ordinateurs «personnels» à des prix abordables, revues spécialisées à succès, boutiques d'ordinateurs, concours d'utilisateurs sont en vogue aux USA mais aussi, depuis peu, en France.

Il s'agit là d'un phénomène particulièrement intéressant car il nous éclaire de manière pertinente sur les rapports dialectiques entre développement économique capitaliste et idéologie moderniste de la sophistication technicienne :

— D'une part l'un des enjeux est la création et le développement d'un nouveau marché, celui de très petits ordinateurs. Pour cela la diffusion de «l'idéologie de l'informatique» est indispensable car c'est elle qui, en partie, va créer le besoin et le marché. Quand journaux et télévision parlent de l'informatique, quand psychologues, sociologues et bateleurs de la convivialité se relaient pour identifier aspiration à la communication

et support technique (télématique, ordinateurs), quand le rapport Nora paraît en collection de poche et que Giscard d'Estaing lui-même organise un grand colloque sur l'informatisation de la société, un désir nouveau naît parmi les cadres dynamiques : la hifi, le magnétoscope avaleur et la BMW comme signes d'apparence sociale pâlisent; c'est maintenant un ordinateur qui doit trôner dans le living. D'autant que les prix le permettent et que la première utilisation proposée correspond parfaitement au marché créé : il s'agit de jeux (échecs, jeux intellectuels...) satisfaisant ainsi le besoin d'activité ludique des nouveaux petits bourgeois surmenés.

Ce phénomène n'est pas entièrement nouveau : depuis longtemps déjà la FNAC a compris que, lorsque l'on s'intéresse à certaines couches sociales, il faut vendre de l'idéologie (le consumérisme, la publicité comparative, etc.) pour vendre des objets de consommation (chaînes hifi, caméras, etc.).

L'Ordinateur individuel, revue qui connaît un réel succès de masse, est passée de l'affirmation technique (n° 8) : « En quatre ans une véritable révolution technologique s'est produite. Il est désormais possible d'acquérir un "vrai" ordinateur pour moins de 10 000 F ttc », à la référence explicite au code culturel du lecteur (n° 9) : « L'été, les vacances, c'est le moment de profiter de vos loisirs. Aujourd'hui, pour le prix d'un téléviseur couleur ou d'une chaîne hifi vous pouvez acquérir un "vrai" ordinateur. »

Le rapport Nora comme systématisation idéologique sert aussi à cela : faire vendre des biens de consommation individuels.

Réciproquement, le développement de l'informatique individuelle et de sa consommation, également individuelle, n'est pas innocente. Il s'agit aussi par-là de familiariser le public avec une technologie et de modifier son attitude réticente ou hostile vis-à-vis de l'informatisation du travail et de la société.

Le technicien, le cadre bancaire ou comptable redoutent l'informatisation de leur travail qui va les transformer en accessoires du terminal ou de la console; ces réticences sont d'autant plus fortes qu'elles prennent naissance sur le lieu du travail et qu'elles sont souvent collectives. Que ces mêmes techniciens ou cadres passent leur dimanche après-midi à jouer en famille avec l'ordinateur individuel, c'est autant de gagné pour le « cabinet conseil en organisation » qui demain sera chargé de faire passer les modifications du travail et de son organisation : dédramatisation du contact avec l'ordinateur, acquisition de comportements, et tout cela en jouant!

Le principal obstacle actuel au développement de l'informatique individuelle réside dans son aspect de gadget, la faiblesse des services réels rendus. Mais la connexion prochaine aux réseaux télématiques et la possibilité de consulter des bases de données, moyennant abonnement, seront sans nul doute de puissants facteurs de développement.

A quoi sert l'idéologie de l'informatique conviviale ?

Le contenu idéologique du rapport Nora-Minc, concentré essentiellement dans la partie III intitulée « Questions pour l'avenir », s'articule autour de trois thèmes très en vogue parmi les théoriciens du libéralisme avancé :

- L'affirmation d'une perspective de dépassement du libéralisme et du marxisme,
- l'avènement de la société informationnelle et conviviale fondée sur la communication,
- la limitation du rôle de l'État et la décentralisation.

Les théorisations qui sont présentées sont le produit d'un pillage assez éclectique ; elles révèlent assez vite leur inconsistance, pour peu qu'on les examine de façon critique et sans s'en laisser conter par l'évocation magique des ordinateurs. L'informatique est à cette idéologie ce que la biologie est à la « nouvelle droite » : un alibi.

Le dépassement du marxisme n'est pas précisément une innovation : chaque génération connaît une offensive de ce type. Seules changent l'argumentation et la sphère des connaissances qui est sollicitée : cette fois c'est l'informatique qui est mise à contribution. Comme d'habitude, ce sont les luttes de classe qui apporteront le démenti et elles risquent d'être nombreuses autour de l'informatisation, justement.

Concernant la convivialité et le développement sans précédent de la communication, il y a là un tour de passe-passe consistant à identifier multiplication des moyens matériels de communications (au pluriel) et évocation d'une société où la communication (au singulier) et l'échange entre les êtres humains trouveraient toute leur place. Il n'est pas évident que cela découle automatiquement de la télématique, sans bouleversement des rapports sociaux. Sur ce point, nous partageons tout à fait les critiques de J.L. Misaka et D. Wolton (« L'avenir des télécommunications », in *les Réseaux pensants*, Masson, 1978) :

« Il n'y a donc pas de complémentarité entre les notions de communication au plan de l'individu avec ce que gèrent les techniques qui portent le même nom. Le fait de faire circuler et de traiter de l'information ne suffit pas à définir une unité entre des processus de communication dont le statut est hétérogène. En effet, quoi de commun entre le contact direct, le téléphone, les mass media et les nouveaux services de l'informatique et des télécommunications ?

« [...] Dans ses tentatives pour communiquer chacun a ressenti l'importance des failles, des dérapages, du désir. Tout ce qui échappe aux modèles désespérément sages et utilitaristes de ces outils indique leurs limites pour nous aider à résoudre nos problèmes existentiels. *Il ne faut pas confondre la communication*

humaine avec son double technique. La profusion frénétique de sens, de mots, d'images, d'explications que ce double permet ne nous aidera que modérément dans la rencontre d'autrui.»

Nora et Minc nous promettent, grâce aux réseaux télématiques, «l'agora informationnelle»; mais dans une société où la propriété des moyens de production et de communication reste privée, où l'exploitation continue à sévir dans les entreprises comme dans le reste de l'activité sociale, où demeurent toutes les causes de l'aliénation, l'utilisation des réseaux pour consulter la population relèverait plus du plébiscite permanent ou des *Dossiers de l'écran* — où les «chers téléspectateurs» sont d'ores et déjà invités à se manifester au téléphone — que de la démocratie directe. Pour que la télématique soit effectivement le support de la démocratie, il faudrait autre chose : l'existence d'organes de pouvoir populaire, de conseils de travailleurs. Mais ceci est une autre histoire, et surtout une autre société...

Sur le rôle de l'État et la perspective décentralisatrice, la référence à la «société civile» — pauvre Gramsci! — ne doit pas faire illusion : comme nous l'avons montré précédemment, il s'agit surtout de décongestionner l'État fort, de rétablir les structures tampons (municipalités, collectivités diverses), de ne centraliser que l'essentiel (le fameux «pouvoir régalien»), en un mot de gérer à gauche pour gouverner à droite.

En réalité ce qui importe, pour Nora et Minc, c'est moins la valeur théorique de leur discours que les interlocuteurs à qui il s'adresse : le premier stade de l'opération consiste à créer un langage commun avec le courant social-démocrate «autogestionnaire» (rocardien); le second stade sera celui de l'ouverture politique.

Pour cela les clins d'œil, les références explicites ou les allusions abondent. On peut en donner quelques exemples.

Lorsque Nora-Minc dénoncent les dangers du scénario «Tout-État» — page 105 — on croirait entendre parler Rocard ou Edmond Maire. De même lorsque — page 106 — Nora et Minc s'émerveillent sur «la floraison d'expérimentations, l'émergence du mouvement écologique, l'essor de la vie associative».

On retrouve — page 115 — le rappel du «mouvement écologique» comme hériter de Mai-68 et le «foisonnement de la vie associative».

Il faut noter que les écologistes n'ont d'ailleurs pas été insensibles à ce genre d'appel du pied : article particulièrement «ouvert» de la commission «Informatique et écologie» des Amis de la Terre, réunion-débat organisée par cette même commission avec Nora, Minc et... Brice Lalonde. Même à l'extrême gauche, la séduction est forte : cf. l'article de J. Vetois sur «La révolution informatique» dans la revue *Parti pris*, qui s'achève sur l'informatique conviviale.

Plus loin — page 115 — c'est A. Touraine — idéologue attiré du *brain trust* de Rocard — qui est utilisé (sans le dire, bien sûr) : évocation de la société « post-industrielle », emprunt aux thèses développées par Touraine dans un ouvrage intitulé *la Société post-industrielle* : « le déplacement des conflits commence à être sensible dans la plupart des pays modernes. Ils continueront longtemps à se manifester dans l'entreprise. Mais leur détonateur émigre progressivement vers d'autres thèmes d'affrontement : la ville, la santé, l'éducation... ».

Page 123, c'est à l'extrême gauche et aux écologistes qui ont développé la critique des médias — par exemple dans la revue *Interférences* que Nora et Minc jettent un clin d'œil : « il sera de plus en plus nécessaire que ses destinataires soient associés à son élaboration [c'est de l'information qu'il s'agit], que les récepteurs soient émetteurs et que les émissions tiennent compte des conditions de réception ».

Mais bien sûr, la référence la plus permanente est faite à Illich (*la Convivialité*) qui fut d'ailleurs invité au colloque giscardien « Informatique et société » et qui inspire Rosanvallon et Viveret, autres idéologues rocardiens de l'expérimentation sociale.

Enfin, finissons par la meilleure citation, qui laisse supposer que Nora et Minc se sont convertis aux espaces infinis de l'Autonomie ! Page 124, on peut lire : « la société d'information appelle la remontée vers le centre des désirs des groupes autonomes, la multiplication à l'infini des communications latérales ».

Alors, Nora-Rocard, même combat ?

Derrière le rapport Nora-Minc, un projet politique

Dans cette référence soutenue aux tartes à la crème de l'écologisme et de l'expérimentation sociale, il faut voir bien plus que la récupération de thèmes à la mode ou l'éclectisme théorique d'idéologues bourgeois prêts à faire feu de tout bois dans l'offensive actuelle contre le marxisme. C'est un véritable projet politique dont il est question, comme l'a bien montré le dialogue complaisant qui s'est instauré entre Giscard et Edmond Maire lors du colloque « Informatique et société ». Le rapport Nora — notamment dans tous les passages consacrés au « projet de société » — est justiciable d'une double lecture : une lecture giscardienne (« libérale-libertaire ») mais, aussi bien, une lecture « autogestionnaire » façon Rocard.

Cette ouverture idéologique en direction de la nouvelle social-démocratie révèle clairement l'enjeu : une stratégie d'alliance, au profit du capitalisme monopoliste (sa fraction la plus avancée), incluant une utilisation spécifique de la nouvelle petite bourgeoisie et des secteurs du mouvement ouvrier.

Tout en ayant clairement conscience des limites du raisonnement par analogie, on peut tenter d'éclairer le rôle de cette construction idéologique par une comparaison historique : la fonction de l'idéologie laïque sous la Troisième République, du point de vue qui nous intéresse — c'est-à-dire celui des alliances de classes.

A la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, c'est bien autour de l'idéologie laïque que se sont constitués une alliance de fait, un réseau de solidarité, un bloc historique — sous hégémonie bourgeoise — regroupant :

- la fraction la plus avancée du capital qui voyait dans l'idéologie laïque et rationaliste une machine de guerre contre les couches rétrogrades de la société et dans le développement de l'école publique l'instrument nécessaire à la qualification de la force de travail,
- une partie de la petite bourgeoisie qui y voyait à la fois un axe de son développement en tant que classe — par l'accroissement du corps enseignant — et un instrument de mobilité sociale (vers la bourgeoisie),
- et des couches de la classe ouvrière qui y voyaient un moyen de promotion culturelle et sociale.

La possibilité durable d'un tel bloc se fondait sur des intérêts matériels bien réels, la communion dans une même idéologie (école laïque, scientisme, culte du savoir et de l'effort, foi dans le progrès et la promotion par la science) et le rôle charnière joué par une couche particulière de la petite bourgeoisie : les enseignants. Ceux-ci constituaient un point de passage quasi obligé pour l'ascension sociale — grands-parents ouvriers ou paysans, parents instituteurs et enfants médecins, ingénieurs ou magistrats. En outre cette couche sociale fournissait au mouvement ouvrier une proportion non négligeable de cadres organisateurs, ce qui n'a pas été sans effets sur l'idéologie de celui-ci.

L'idéologie de la décentralisation et de l'expérimentation sociale, appuyée ou non sur les dernières trouvailles de la technologie, se veut le ciment d'un nouveau bloc historique, élément central pour le projet de société décrit par le rapport Nora-Minc, comme dans le discours rocardien.

Pour la fraction la plus dynamique de la bourgeoisie, l'objectif est d'assurer le consensus social autour de son projet modernisateur et d'occulter les fonctions réelles de l'État et du marché dans la société capitaliste. C'est toute la signification de la littérature sur le dépassement du libéralisme et du marxisme.

Dans ce projet de société, certaines couches de la nouvelle petite bourgeoisie y trouvent une valorisation de leur propre rôle dans le processus de travail comme dans l'ensemble de la vie sociale, ainsi que la prise en compte de leurs aspirations à gérer le niveau de pouvoir que la bourgeoisie est disposée à leur sous-traiter. Enfin la relativisation des fonctions de production en faveur du développement des « aménités » diverses est censée constituer la garantie de

leur développement comme couches sociales et la reconnaissance de leurs luttes revendicatives hors de l'entreprise.

Il est juste et important de constater que la nouvelle petite bourgeoisie a une prédilection particulière pour les mouvements revendicatifs ou contestataires qui ne se situent pas dans l'entreprise — lieu d'enracinement des rapports de production et de l'exploitation — car ils n'affectent pas sa position de classe. Mais, à partir de là, certaines extrapolations sont dangereuses que n'évitent pas toujours les procureurs de la nouvelle petite bourgeoisie (NPB) : par exemple le CERES ou J.-P. Garnier dans *le Socialisme à visage urbain*. Pour aller vite, deux remarques qui, bien sûr, devraient être étayées et discutées :

— Les luttes hors de l'entreprise (urbanisme, écologie, santé, école...) ne sont pas, par essence, petites-bourgeoises. L'extension du règne de la marchandise à l'ensemble des sphères de l'activité sociale en fait un domaine de la lutte ouvrière. Quant à l'hégémonie politique de la NPB sur ces mouvements, elle n'est pas une fatalité : c'est l'enjeu d'un combat politique.

— Le courant « autogestionnaire » d'expérimentation sociale n'est pas petit-bourgeois, au sens social d'expression des intérêts d'une classe sociale : la NPB. C'est, fondamentalement, un courant du mouvement ouvrier qui structure sur le plan syndical — par la CFDT — et sur le plan politique — par le courant rocardien du PS — une partie de la classe ouvrière. L'oublier peut conduire à des erreurs graves.

Enfin, certaines couches supérieures techniciennes de la classe ouvrière peuvent y rencontrer un modèle d'identification plus valorisant que le constat de leur appartenance au prolétariat. Sur le plan idéologique et politique, la faillite d'un certain verbalisme politico-syndical — la dichotomie totale entre le langage « marxiste » de la gauche officielle (PCF, majorité du PS) et sa pratique intégralement réformiste n'est pas pour rien dans le succès du thème de l'*archaïsme*, développé par Rocard ou E. Maire — et la faible crédibilité de l'alternative révolutionnaire créent un terrain propice aux mirages d'un projet moderniste.

Néanmoins il faut souligner les limites de la comparaison : une telle alliance reste un projet, elle est difficile à mettre en œuvre. Car, autant il est facile de concilier, dans le domaine des représentations idéologiques, des classes ou des fractions de classe aux intérêts divergents, autant il en va tout autrement dans la vie politique et sociale, surtout en période de vaches maigres.

On ne peut, dans le cadre de cet article, se livrer à une analyse globale des rapports entre les classes dans la société française ; mais une chose est sûre : la crise économique et la réponse que lui donne la bourgeoisie, à travers les plans d'austérité successifs, attaquent de plein fouet la situation et les intérêts

des couches ouvrières ou petites-bourgeoises auxquelles précisément ce discours s'adresse — notamment à travers la baisse du pouvoir d'achat et le développement du chômage. C'est une situation objectivement peu propice au consensus recherché. Les auteurs du rapport ne se dissimulent d'ailleurs pas le problème : « Mais la société à laquelle elle [elle : dynamique de la société informationnelle] conduit est fragile : construite pour favoriser l'élaboration d'un consensus, elle en suppose l'existence et se bloque si elle ne parvient pas à l'obtenir. »⁴⁶

Croire que la petite bourgeoisie et une fraction de la classe ouvrière sacrifieront leurs intérêts matériels immédiats sur l'autel de la société informationnelle et conviviale est un pari osé. Pour accroître ses chances de la gagner, la bourgeoisie a besoin d'un allié dans la place : c'est là le sens principal de l'appel du pied au courant « autogestionnaire ». Cela sera-t-il suffisant ? C'est le développement des luttes de classe, en particulier autour des mutations technologiques, qui fournira la réponse...

L'enjeu

Dans une situation politique et sociale difficile où, grâce à la politique des partis réformistes et des directions syndicales, c'est la bourgeoisie qui a repris l'offensive — citons pêle-mêle : les plans Barre d'austérité, l'offensive idéologique multiforme (sans amalgame, nouveaux philosophes, nouveaux économistes, « nouvelle droite », etc.), attaques contre le droit de grève dans la fonction publique, accentuation du caractère autoritaire du régime, limitation des droits démocratiques élémentaires comme le droit de manifestation... —, le rapport Nora-Minc nous confirme les efforts de sa fraction la plus éclairée pour reprendre un second souffle, dix ans après Mai-68, et sa capacité à proposer à la discussion des projets combinant un bouleversement considérable du procès de travail et des modes de vie, à la volonté de dégager un consensus idéologique, ciment d'un bloc incluant les couches de la nouvelle petite bourgeoisie et une fraction du mouvement ouvrier. Le rapport et ses prolongements — surtout le colloque giscardien « Informatique et société » de l'automne 1979 — éclairent l'importance de l'enjeu que représente l'informatisation pour le mouvement ouvrier.

La modification du procès de travail pose aux organisations ouvrières et aux travailleurs des problèmes nouveaux (déqualification, maladies professionnelles spécifiques, contrôle accru sur les cadences, chasse aux temps morts...) qui ne se satisferont pas des réponses anciennes :

— ni la tradition du refus (celle des canuts) qui peut, certes, connaître de beaux jours notamment dans certains milieux... de l'informatique, mais qui ne permettra pas de dégager une réponse massive et unitaire ;

— ni celle, véhiculée par les réformistes, de la foi dans les possibilités libératrices du progrès technologique, car elle conduit inévitablement à accepter la logique de la restructuration capitaliste.

Plus que jamais, l'informatisation met à l'ordre du jour la lutte pour le contrôle ouvrier, ce qui n'a pas grand-chose à voir avec les propositions des cadres CFDT (sur le pouvoir des comités d'entreprise) sur lesquelles le gouvernement s'est précipité...

L'informatisation — surtout au rythme très rapide souhaité par Nora — signifie une attaque massive contre l'emploi, particulièrement dans des secteurs comme le secrétariat, où les travailleurs — qui sont en fait, essentiellement, des travailleuses — sont particulièrement atomisés, ce qui rend la riposte très difficile. C'est la responsabilité du mouvement ouvrier dans son ensemble de prendre en charge la lutte.

L'informatisation de la vie quotidienne, ce ne sont pas seulement les jeux ou les gadgets — l'informatisation verte! — mais la familiarisation avec la technologie de la mise en fiche et du contrôle social accru. La lutte pour un moratoire sur la constitution des fichiers⁴⁷ et des bases de données, l'ouverture d'un vaste débat sur l'informatique, l'organisation du contrôle des travailleurs de l'informatique et des victimes du fichage sur ces procédures constituent l'axe le plus immédiat de la riposte.

Quant à l'idéologie conviviale nourrie de scientisme qui alimente le rapport Nora, l'intervention théorique et militante des révolutionnaires est indispensable pour en dégager le caractère mystificateur et dénoncer les projets politiques (bourgeois) qu'elle couvre.

« Big Brother watches you and you can even ask him questions » (Big Brother vous regarde amicalement et... vous pouvez même lui poser des questions!). Cette boutade d'informaticien cerne assez bien l'enjeu et le risque : celui d'une informatisation propre, laissant ses victimes désarmées. Pas de paranoïa, mais attention : ce pourrait bien être cela, avec le nucléaire bien sûr, le visage moderne et « humain » de la barbarie.

NOTES

1. *Rapport Nora-Minc*, Édition du Seuil, 1978, p. 3.
2. *Ibid.*, p. 31 à 46.
3. Ernest Mandel, *le Troisième Age du capitalisme*, Éd. 10/18, tome III, p. 249 et 252.
4. *Rapport Nora-Minc*, *op. cit.*, p. 62 à 100.
5. *Ibid.*, p. 17 à 29, 49 à 61 et 101 à 109.
6. *Ibid.*, p. 111 à 141.
7. « L'informatisation croissante de la société est au cœur de la crise : elle peut l'aggraver, ou contribuer à la résoudre, suivant la politique dans laquelle elle s'insèrera, elle apportera le meilleur ou le pire. Il n'y a dans ses effets ni automa-

- tisme, ni fatalité. Ils dépendront de la façon dont évolueront dans les années à venir les relations entre l'État et la société civile.» *Ibid.*, p. 9.
8. Compte rendu par Simon Nora du livre d'Yves Stourzé, *les Ruines du futur*, dans le *Nouvel Observateur*.
 9. «La technologie du vidéotex permet de transformer un poste de télévision courant en terminal d'informatique.» *Le Monde*, 10 mars 1979.
 10. «Son originalité consiste dans l'utilisation des matériels et des méthodes de l'informatique pour traiter non plus des informations numériques, mais des messages écrits. Or, si on considère le stock d'informations circulant dans une entreprise, 30 % de celles-ci sont de nature numérique et 70 % consistent en des signes non numériques et en particulier des mots.
«On réalise une machine de traitement de textes en réunissant un clavier pour la frappe de l'information, des microprocesseurs pour le traitement de celle-ci et des mémoires pour en assurer le stockage et la restitution ultérieure. La série IBM 6/400 permet ainsi d'enregistrer des textes dactylographiés, de les modifier et de les mettre en page; de disposer aussi d'une certaine capacité de tri, ce qui leur donne la faculté de mettre à jour, de stocker, de trier et d'imprimer les informations de type administratif (fichier d'adresses par exemple). Ces machines assurent aussi des corrections et des assemblages à partir de paragraphes stockés.» *L'Économie en question*, n° 8-9, avril 1979.
 11. *Rapport Nora-Minc*, *op. cit.*, p. 37.
 12. «Le régime central d'accumulation et sa crise», *Critiques de l'économie politique*, n° 7-8, p. 165.
 13. Une étude du constructeur d'ordinateurs Siemens prévoit que 25 à 30 % des tâches de bureau seront informatisables et que d'ici douze ans la moitié des 5 millions d'employés de bureau, rédacteurs et correspondanciers de la RFA pourront être remplacés par des machines.
 14. «L'ordinateur crée des emplois», article de Claude Salzman, *le Monde*, 29 septembre 1978. Il prévoit une augmentation des effectifs administratifs de 4 à 5 % par an.
 15. *Rapport Nora*, *op. cit.*, p. 45 et 46.
 16. *Le Troisième Age du capitalisme*, *op. cit.*, p. 432.
 17. *Le Monde*, 29 septembre 1978.
 18. Michel Durand, «Sur la crise économique de 74-75», in *Critiques de l'économie politique*, n° 7-8, avril-septembre 1979, p. 180.
 19. *Rapport Nora*, *op. cit.*, p. 61.
 20. ATT a le quasi-monopole du téléphone et des communications privées aux USA.
 21. «Le rapport Nora ou le progrès alibi», article de François Vaneau, in *Économie et Politique*, février 1979.
 22. *Rapport Nora*, *op. cit.*, p. 85.
 23. La classification qui suit a été établie à partir de l'article écrit par Eric Le Boucher et Jean Hervé Lorenzo : «Industries électroniques : les stratégies nationales», in *01 informatique*, n° 130.
 24. Pour la CAO, l'objectif est de passer en 5 ans de 100 à 2 000 systèmes installés dans l'industrie française.
 25. 416 mini-ordinateurs seront livrés dès septembre 1979 par Logabax et l'Occitane

- électronique.
26. Lire à ce sujet le livre désormais classique de Manuel Janco, *Informatique et capitalisme*, Maspero 1972, ainsi que le dossier publié dans le n° 19 des *Cahiers de la Taupé*.
 27. Bernard Cazes dans le compte rendu du livre de P. Rosanvallon : *le Capitalisme utopique*, dans la *Quinzaine littéraire*, n° 304.
 28. *Les Réseaux pensants*, Éd. Masson, 1978, p. 271.
 29. Voir *Interférences*, n° 2, printemps 1975.
 30. *Rapport Nora*, *op. cit.*, p. 51.
 31. *Le Troisième Age du capitalisme*, *op. cit.*, t. III, p. 232.
 32. *Critiques de l'économie politique*, n° 1, octobre-décembre 1976.
 33. *Travail et capitalisme monopoliste*, Éd. Maspero, 1976.
 34. «La technique est le substrat matériel des rapports internes au procès de travail, qui font du collectif des forces de travail une force unique productive de plus-value», *Régulation et Crise du capitalisme*, Michel Aglietta, Éd. Calmann-Lévy, p. 92.
 35. Daniel Guibert : «Informatique, l'utilisation en question ; problème du pouvoir et de la pensée technique», *Interférences*, n° 3.
 36. Lire en particulier «L'informatisation de la liberté : arguments pour un débat», in *L'informatique nouvelle*, n°s 105, 106 et 107.
 37. «J'appelle société conviviale une société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée dans la collectivité.»
«L'outil convivial supprime certaines échelles de pouvoir, de contraintes de programmation, celles qui précisément tendent à uniformiser tous les gouvernements [...] la société conviviale est une société qui donne à l'homme la possibilité d'exercer l'action la plus autonome, la plus créative possible», Ivan Illich, *la Convivialité*, Éd. du Seuil, p. 13, 37 et 43.
 38. Raymond Barre.
 39. *Rapport Nora*, *op. cit.*, p. 49.
 40. Ceux qui ont oublié le «pouvoir étudiant, pouvoir ouvrier, pouvoir paysan» du PSU en Mai-68 peuvent toujours lire le livre de Gilles Martinet *la Conquête des pouvoirs*, Éd. du Seuil.
 41. *Rapport Nora*, *op. cit.*, p. 105.
 42. «L'imprimerie, le gramophone et l'ordinateur», Jacques Attali, in *le Monde*, 19 septembre 1978.
 43. *Interférences*, n° 8 : «Critique des stratégies informatiques».
Notons qu'en Uruguay les ordinateurs paraissent constituer des objectifs stratégiques : ils sont gardés de jour comme de nuit par l'armée, ou sont enfermés dans de véritables blockhaus. Alors qu'en Argentine, depuis le coup d'État de Videla, la vente d'ordinateurs à destination de la police ou de l'armée connaît un boom spectaculaire.
 45. *Rapport Nora*, *op. cit.*, p. 60.
 46. *Rapport Nora-Minc*, *op. cit.*, p. 125.
 47. *Oui, le socialisme*, p. 246 et suiv., Éd. Maspero, Paris, 1978.

4 raisons de s'abonner à Critique communiste

1. Vous le paierez beaucoup moins cher : 10 F le numéro au lieu de 15 et 20 F.
2. Vous soutiendrez la revue et les éditions la Brèche.
3. Si vous êtes en province, vous le recevrez plus tôt qu'en l'achetant en librairie.
4. Vous bénéficierez des offres exceptionnelles de réduction sur les livres la Brèche, réservées aux abonnés de *Critique communiste*.

----- **Abonnez-vous !** -----



Je m'abonne à *Critique communiste* pour 1 an (10 numéros)

- Je verse⁽¹⁾ 100 F : abonnement France TOM-DOM
 120 F : abonnement pays étrangers
 150 F : abonnement pays étrangers par avion
 150 F et plus : abonnement de soutien

Nom

Prénom

Adresse

.....

A retourner affranchi à : éditions la Brèche, 10, impasse Guéméné,
75004 Paris. Tél. : 271 02 82 accompagné d'un chèque (ou man-
dat) à l'ordre des éditions la Brèche.

(1) Cocher la case correspondante

éditorial

Face à l'austérité : consensus avoué, consensus honteux ou lutte de classes, par F. SITEL

Centenaire de la naissance de Trotsky

Le plus vivant de nos contemporains (la théorie de la révolution permanente aujourd'hui), par M. LEQUENNE

débat

Croissance économique et lutte de classe, par E. MANDEL

Nicaragua

1. Managua-Petrograd, et retour, par D. BENSÄID
2. Sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante, par M. ROVERE

dossier

L'informatique conviviale eut en cacher une autre, par E. BRENNE, A. STAN, F. DUVAL